

Algérie, 1,30 D.A. Tunisie, 1,50 G.S. Tunisie, 1,50 m.
 Allemagne, 1,50 D.M. Autriche, 13 scs. Belgique,
 15 scs. Canada, 3,00 \$; C.R.S. Congo-Républ., 100 F C.F.
 Danemark, 4 kr. Espagne, 80 pes. Grande-
 Bretagne, 50 s. Grèce, 30 dr. Iran, 70 rts.
 Italie, 500 l. Japon, 275 sc. Luxembourg, 15 fr.
 Norvège, 1,50 N.K. Pays-Bas, 100 G. Portugal,
 27 esc. Suède, 100 F.G. Suède, 3 kr.
 Suisse, 1,20 fr. U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 19
C.C.F. 6291-53 Paris
 Télex Paris = 654572

Tél. : 246-72-23

Directeur : Jacques Fauvet

Line page 29.

LA TENSION ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

L'initiative de mettre fin à la crise revient à Washington

nous déclare M. Bani Sadr

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « La France devrait cesser de se comporter à notre égard comme si l'Iran était encore une chassée gardée américaine », M. Abol Hassan Bani Sadr, qui nous tient ces propos quelques heures après sa désignation à la tête de la diplomatie iranienne, est bien connu en France pour y avoir séjourné plus de quinze ans. Et c'est avec une émotion teintée d'humour qu'il égrène ses souvenirs d'« élève étudiant ».

« Je n'ai jamais osé soutenir ma thèse de doctorat d'État que je préparais dans la direction du professeur Balandier de crainte d'être expulsé de France. En effet, j'avais perdu le seul prétexte dont je disposais pour obtenir le renouvellement de ma carte de séjour. Je vivais dans la hantise. Etiqueté « dérangeant » à la préfecture, je devais me présenter régulièrement à un bureau spécial situé à Créteil, où un policier, l'été sévère, m'interrogeait en me disant : « Attention, M. Bani Sadr, vous êtes sur « orbite ». Renseignements pris, j'apprends que, dans le jargon de mon interlocuteur habituel, cela signifiait que je pourrais être expulsé d'un moment à l'autre... »

M. Bani Sadr n'est plus sur orbite. Membre du conseil de la révolution, conseiller écouté de l'imam Khomeiny, il a depuis le jeudi 8 novembre la haute main sur huit ministères de caractère économique, outre celui des affaires étrangères. Après de quarante-six ans, son comportement et son aspect de naïgare ont peu varié : démarche lente, front large et dégage, visage ovale, yeux mi-clos mais regard attentif. La même impassibilité. M. Bani Sadr s'exprime en français d'une voix monocorde.

« La France, nous dit-il, ne semble pas avoir compris que nous cherchons à nous libérer de la tutelle des États-Unis, d'une

manière générale des visées hégémoniques des super-puissances. L'attitude de la France me laisse perplexes. Depuis notre révolution, elle agit comme si elle s'attendait à des privilèges en récompense du service qu'elle a rendu à l'imam Khomeiny en l'accueillant chez elle. Ce n'est pas une politique digne de ce nom. Nous attendons autre chose d'elle. Le général de Gaulle, qui menait lui-même une politique d'indépendance nationale, nous aurait compris... »

En annulant de nombreux contrats conclus sous le régime du chah avec des entreprises françaises, n'est-ce pas vrai que vous avez infligé à la France des dommages relativement plus élevés que ceux qu'ont subi les États-Unis ?

« Les entreprises qui devaient nous fournir des centrales nucléaires — dont nous n'avions d'ailleurs aucun besoin — sont des sociétés américaines par leur financement. Le projet de métro de Téhéran était lucratif, trop coûteux et ambitieux. Nous sommes à la recherche d'un moyen de transport simple, pratique et peu onéreux pour une ville destinée à se rétrécir. Téhéran est une ville monstrueuse, parasitaire, qui absorbe à elle seule la moitié de la consommation nationale et grève abusivement le budget de l'État. Nous la réduisons en ordre en province des unités de production industrielle et agricole... »

Nous attendons, disais-je, autre chose de la France : des matières premières, des produits intermédiaires, de la technologie, des termes d'échanges équitables... M. Bani Sadr insiste sur la nécessité de transformer notre économie et de nous dégager de l'emprise des super-puissances. Si l'Europe et le Japon devaient

suivre notre exemple, se libérer des multinationales dominées par les États-Unis, se tourner résolument vers l'Europe, les deux devraient plus vite encore les partenaires privilégiés de l'Iran... »

La France pourrait devenir notre principal fournisseur d'armements

Évoquant le marché d'armement, M. Bani Sadr est catégorique : « La France pourrait devenir notre principal fournisseur d'armements. Nous ne voulons plus d'armes américaines, qui constituent l'un des instruments du pouvoir hégémonique de Washington. » Et il ajoute, malicieusement : « Même si l'on peut accuser la France d'ambitions dominatrices, elle n'a pas les moyens de les réaliser. La « conquête de l'indépendance nationale » décidée par l'imam Khomeiny et le Conseil de la révolution sera désormais la pierre angulaire, le « moteur » de la politique iranienne, tant dans le domaine des affaires étrangères que sur le plan intérieur.

« La nature et les structures de l'armée seront radicalement modifiées afin de la libérer de la mainmise américaine. Ses dimensions, son organisation, sa formation technique, son équipement, son idéologie, devront marquer une rupture définitive avec les anciens tuteurs. L'armée ne devrait plus être un instrument de répression à l'intérieur ni un gendarme à l'étranger... »

Le système monétaire et le commerce extérieur qui enchaînent l'Iran au marché capitaliste international seront à renverser. L'indépendance du dollar, la diversification des échanges orientés non sur la consommation mais sur le développement, en particulier dans les unités de production, dans les campagnes plutôt que dans les villes, seront parmi les principaux objectifs de la nouvelle République... »

L'épuration massive de l'appareil bureaucratique de l'État est indispensable à la politique d'indépendance. « Un million de fonctionnaires, souvent inefficaces ou corrompus, absorbent la totalité de nos ressources pétrolières. L'objectif devrait être de transférer quatre fonctionnaires sur cinq au secteur productif », déclare M. Bani Sadr.

« Les réformes intérieures devraient être réalisées aussi longtemps que l'on n'aurait pas affaibli et tenu en échec l'impérialisme américain sur le plan mondial, ajoute le chef de la diplomatie iranienne. Nous avons donc décidé de mettre en œuvre

une politique étrangère active, dirigée globalement contre l'hégémonie des deux super-puissances, mais tout particulièrement contre notre principal ennemi, celui avec lequel nous sommes en état de confrontation permanente. Nous nous basons sur des rapports privilégiés avec les peuples musulmans et arabes avec les Palestiniens, avec l'Europe, si encore celle-ci ne veut ou le peut, avec les gouvernements vraiment anti-impérialistes, rapports que nous souhaitons consolider par des liens économiques... »

« En attendant, quelles étapes prévoyez-vous dans l'épreuve de force engagée avec les États-Unis ? Envisagez-vous la rupture des relations diplomatiques, un embargo sur le pétrole ?

« De telles mesures sont pour l'instant prématurées. Avant d'enclencher la crise en accusant un criminel — l'ex-chah — sur leur territoire, l'initiative de mettre un terme à cette crise revient aux États-Unis. Ils ne veulent pas nous rendre le chah vivant, car si nous devions juger ce tyran il faudrait élever par ses révolutions le scandale du siècle, le régime corrompu et sanguinaire que les Américains ont mis en place pour mieux piller notre pays. Nous ne sommes pas prêts à accepter la responsabilité de la chute du chah, mais nous ne sommes pas prêts à accepter la responsabilité de la chute du chah, mais nous ne sommes pas prêts à accepter la responsabilité de la chute du chah... »

Ne croyez-vous pas que votre cause serait mieux servie si vous épargniez la vie des otages, et mieux encore, si vous les libériez ?

« Contrairement à ce que l'on prétend, il n'est pas question de les échanger. Leur libération dépend des États-Unis. En l'état actuel des choses, aucun gouvernement iranien quel qu'il soit ne peut accepter de négocier avec une telle décision unilatérale. Les étudiants se sont emparés de l'ambassade américaine sans consulter les autorités du pays, ni l'imam, ni le Conseil de la révolution, ni le gouvernement, lesquels les ont approuvés par la suite. En outre, ils bénéficient dans le pays, et à juste titre, d'une large popularité. Il ne faudrait, dans l'intérêt de toutes les parties concernées, que le président Carter prenne sans tarder la décision de leur libération, sans satisfaction aux Iraniens... »

Si le gouvernement provisoire assumé par le Conseil de la révolution devait décider la place dans le cabinet de deux ministres à un cabinet issu d'élections, comment espérez-vous résoudre en un laps de temps si bref tous les problèmes de votre pays ?

« Le Conseil de la révolution a décidé, selon les recommandations de l'imam Khomeiny, de travailler comme si son mandat était éternel et de repousser le bien commun si nous devions disparaître dès le lendemain... »

ERIC ROULEAU.

M. Carter annule son voyage au Canada

(Suite de la première page.)

La seule solution, à la rigueur concevable, serait un départ du chah, non pas vers l'Iran (l'immense majorité des Américains serait profondément choquée par une telle décision, même si la vie des soixante Américains de l'ambassade devait en dépendre), mais vers un autre pays pour y poursuivre son traitement médical. Or l'ancien souverain iranien est sorti de son silence jeudi pour faire précisément une telle suggestion. Un communiqué diffusé par son porte-parole à New-York affirme que le chah « s'est dit prêt à quitter les États-Unis dans l'espoir de faire libérer les soixante et un Américains retenus en otage en Iran ». Cependant, ajoute le même communiqué, « ses docteurs maintiennent très fermement leur position qu'un patient dans son état ne peut quitter l'hôpital sans risquer sa vie ». Le malade a en effet des lésions à la vessie, une tumeur grossissante au cou exige une intense radiothérapie.

De toute manière, l'évacuation du chah dans ces conditions serait très choquante aussi pour l'opinion, et le gouvernement se refuse apparemment à prendre l'initiative à ce sujet. Il n'est d'ailleurs nullement garanti que l'imam Khomeiny s'en contenterait, puisqu'il a aussi bien, comme le note un observateur, « son souci dominant d'assurer sa vengeance contre le chah, beaucoup plus que de gouverner l'Iran ».

Contenir les réactions de la rue

Dans l'immédiat, les responsables de Washington se préoccupent de contenir les réactions de l'Américain moyen, dont le sens national est mis à rude épreuve. De violentes discussions sont signalées sur divers campus entre des Américains et des étudiants iraniens, dont le nombre, curieusement, n'a pas été affecté par la chute du chah : les quelque cinquante mille étudiants iraniens (dont 273 élèves dans les écoles militaires) constituent aujourd'hui le plus fort contingent étranger aux États-Unis. Quatre mille trois cents d'entre eux font l'objet d'une procédure d'expulsion depuis qu'un contrôle ordonné par le ministère de la justice en janvier dernier a fait apparaître qu'une très grande proportion ne possédait en fait aucune étude. Mais ces procédures d'expulsion s'étendent sur des années, et le gouvernement n'entend pas modifier actuellement sa politique sur le sujet, de peur d'aggraver encore la crise.

C'est dans le même esprit que M. Carter a fait annuler l'autorisation de manifester qui avait été précédemment accordée à des organisations d'étudiants iraniens à Washington. Ceux-ci entendaient protester devant la Maison

Blanche et le Congrès contre le séjour du chah aux États-Unis. Or, le moindre accrochage avec la police ou la population aurait pu avoir des répercussions fâcheuses sur le sort des otages de Téhéran, que l'on dit déjà sérieusement malades et menacés par leurs gardiens.

En revanche, le président n'a pas les pouvoirs d'endiguement de la police ou la population aurait pu avoir des répercussions fâcheuses sur le sort des otages de Téhéran, que l'on dit déjà sérieusement malades et menacés par leurs gardiens.

Les répercussions de la crise sur la campagne électorale ont été limitées jusqu'à présent. Seul le candidat Kennedy s'en est pris directement à l'administration pour s'être insuffisamment préparée à de tels incidents et n'avoir pas tenu en réserve un « programme d'urgence ». M. Connally a recommandé, pour sa part, l'expulsion des iraniens arrêtés au cours de manifestations anti-américaines. Enfin, M. Kissinger a invité ses compatriotes à garder leur calme et à soutenir le gouvernement dans cette crise, quitte à « examiner quand ce sera fini les raisons pour lesquelles des dirigeants étrangers croient possible de traiter les États-Unis de cette manière... »

MICHEL TATU.

LA LETTRE DE LA NATION

« Que dit la France ?

« Le gouvernement français a pris la responsabilité, non seulement d'abriter l'ayatollah Khomeiny — ce qui était conforme aux droits de l'homme — mais de lui permettre une action politique dont les effets sont à la fois contraires aux mêmes droits de l'homme et catastrophiques pour l'économie occidentale en général et française en particulier.

« Que dit aujourd'hui le gouvernement français devant ce qui se passe en Iran ? Rien. Pourrions-nous vivre longtemps ainsi ? C'est peu probable. Le gouvernement lui-même n'arrive plus à fonctionner en se grattant les aisselles. Tout dérange la tranquillité des certitudes qu'il assène pour avoir la paix... »

PIERRE CHARPY.

Il y a toujours plus « révolutionnaire » que soi...

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « L'imam Khomeiny : non ! La manchette barre la première page d'un journal ténébreux. Les masses médias répètent à satiété que l'Iran ne négociera pas de quelque manière que ce soit la libération des otages. Les États-Unis n'ont plus qu'à s'incliner et à extraire le chah. Le quotidien Jomhuri Islami rapporte, avec une satisfaction évidente, les termes d'une manchette parue dans le « Journal aloniste » de Tel-Aviv Mariv : « Une super-puissance prise en otage... »

Au cours de la conférence de presse tenue jeudi soir par les occupants de l'ambassade américaine, une vive altercation a opposé le porte-parole des étudiants islamiques au représentant de l'agence palestinienne Wafa. Démentant le projet d'une médiation de l'O.L.P., le porte-parole iranien avait déclaré : « Nous n'avons jamais eu le moindre contact avec l'O.L.P. ou avec M. Arafat, qui a observé le silence sur notre initiative [l'occupation de l'ambassade]. »

Nous suivons la ligne tracée par l'imam Khomeiny. Nos frères palestiniens, Arafat lui-même, rendraient justice à leur cause s'ils suivaient l'exemple de l'imam en refusant toute négociation... »

Le représentant de l'agence de presse de l'O.L.P., l'ivide, interjette : « C'est incroyable ! Vous parlez comme si M. Arafat était un gamin. C'est un président, ne l'oubliez pas ! » Après un brouhaha général et des échanges de vifs propos, le porte-parole des étudiants rétablit le calme en déclarant : « Nous avez mal compris. Une mauvaise traduction sans doute. Nous avons le plus grand respect pour M. Arafat et pour la lutte de nos frères palestiniens... »

Après, un membre du Conseil de la révolution, répondant à notre question, s'étonne : « Une médiation de l'O.L.P. ? Ah, où ! Ce sont les Américains qui nous la proposent... »

Des Palestiniens ont enfin trouvé des interlocuteurs plus « révolutionnaires » qu'eux... E. R.

Téhéran réduit de 5 % ses ventes de pétrole aux compagnies

L'Iran a annoncé à ses principaux clients qu'il allait réduire ses livraisons de pétrole de 5 % au dernier trimestre de 1979. BP, Shell, Exxon, Gulf Oil, Ashland Oil, ont été avertis de la décision iranienne le 8 novembre. Déjà la veille, les treize compagnies japonaises qui achètent du brut iranien avaient subi la même mesure rétroactive au 1^{er} octobre.

Le porte-parole d'Ashland Oil n'a cependant pas hésité à déclarer : « Nous sommes encouragés par cette nouvelle, car elle semble vouloir dire que les Iraniens ont l'intention de continuer leurs exportations... »

Les compagnies américaines se demandent si cette décision résulte de difficultés techniques ou de la volonté d'accroître les ventes directes au comptant ou le baril se négocie actuellement au-dessus de 30 dollars, soit pratiquement le double du prix officiel.

Les exportations iraniennes, qui atteignent 3,3 millions de barils par jour selon les autorités de Téhéran, ne seraient en fait, selon les milieux pétroliers, que de 2,5 millions de barils.

Toujours en Iran, une explosion a détruit le 8 novembre une partie de l'oléoduc d'Abadan à Téhéran qui alimente la capitale iranienne en produits pétroliers, a annoncé la radio nationale. Les dégâts

ont pu être réparés immédiatement. Les difficultés énergétiques suscitent de nombreux commentaires.

« A PARIS, M. André Girard, le ministre de l'Industrie, a déclaré avoir « des doutes sur le fait que les engagements pris par les pays industrialisés à Tokyo soient observés par tous ». Le ministre français s'est refusé à citer des noms de pays, mais a précisé qu'il ne s'agissait pas des États-Unis, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et le Japon, qui n'hésitent pas à acheter sur les marchés libres à des prix spéculatifs, étaient vraisemblablement visés par les propos de M. Girard.

« A VARSOVIE, le quotidien Zycie Warszawy écrit le 8 novembre : « L'OPEP fait ce qu'elle veut. Elle dicte sa loi au monde. Le monde reçoit les coups qu'elle lui porte, sans être capable de les rendre ». Si il est naturel que les pays de l'OPEP « profitent de leur privilège », il faut se rendre compte, conclut le quotidien, que « leur manque de modération risque de se terminer en grande catastrophe ». Preuve s'il en est que les pays du Comecon, qui ont accru leurs achats de pétrole OPEP de 17 % en 1979, sont aussi touchés par le renchérissement du brut. — (A.F.P., Reuters.)

ISRAËL

Le gouvernement décide l'expulsion de Cisjordanie du maire de Naplouse

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a décidé l'expulsion de l'une des principales personnalités politiques palestiniennes, le maire de Naplouse depuis les élections municipales de 1976, qui ont donné une très large majorité aux sympathisants de l'O.L.P. dans toute la Cisjordanie.

M. Chaka est accusé d'avoir justifié le recours au terrorisme contre Israël lors d'une discussion crasseuse avec le général Mott le 6 novembre. Selon les propos qui lui ont été prêtés dans la presse israélienne — d'après une version fournie par les militaires — et qui ont déclenché une tempête de protestations dans la plupart des milieux politiques en Israël, le maire de Naplouse aurait « approuvé » l'attentat commis en mars 1978 par un commando palestinien sur l'autoroute Tel-Aviv-Haïfa. Trente-sept personnes avaient été tuées dans cet attentat qui avait directement provoqué, en représailles, l'invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne.

Des menaces de réactions

La mesure d'expulsion ne devait pas être immédiate, car la femme du maire de Naplouse avait déposé préalablement jeudi une requête devant la Cour suprême israélienne. Dans un tel provisoire, un juge a ordonné que les motifs de l'expulsion soient d'abord présentés devant la Cour par le ministre de la défense qui est responsable de l'administration militaire dans les territoires occupés. Par ailleurs, quelques heures plus tôt, la plupart des maires de Cisjordanie et divers représentants politiques de la ré-

gion s'étaient réunis à Naplouse pour déclarer leur « solidarité » avec M. Chaka. Ils ont menacé de déclencher une grève au cas où le maire de Naplouse, et ils ont surtout précisé que les conseillers municipaux étaient prêts à démissionner en bloc.

Dans la requête présentée à la Cour suprême, Mme Chaka a souligné que les propos de son mari, avalés par les militaires, étaient « faibles de leur contenu dans le but de nuire à sa réputation ». Elle a ajouté que les révélations qui ont été faites « font partie d'une campagne orchestrée contre les maîtres patriotes qui s'opposent au projet d'autonomie ». Mme Chaka a expliqué que son mari, au cours d'une discussion sur les origines de la résistance des Palestiniens à l'occupation avait exprimé sa « compréhension » des motifs qui poussent à l'action les facteurs de l'attentat de mars 1978, mais qu'en aucun cas il ne s'était « identifié » à eux.

Mme Chaka a enfin rappelé que les propos incriminés avaient été tenus lors d'un échange de vues qui n'avait pas de caractère officiel ni public.

L'éditorial du quotidien Haaretz a repris ce vendredi matin cet argument pour affirmer que, en pareil cas, M. Chaka ne pouvait être accusé d'« incitation à la violence », selon les termes employés par ceux qui réclamaient les plus sévères sanctions. Le journal Haaretz désapprouve la mesure d'expulsion et fait valoir qu'une fois de plus Israël se place dans une situation très délicate, et ne mesure pas les réactions qui peuvent avoir lieu en Cisjordanie et à l'étranger.

FRANCIS CORNU.

Le choc positif des contraires.

Thierry MAULNIER
Jean ELLEINSTEIN
dialogue inattendu

C'est inattendu. Mais surtout c'est passionnant. Voici le dialogue sans concession de deux penseurs français opposés dans leurs idées. De ce choc des contraires nationalisme, la décadence de l'Occident, l'Europe, le rôle du marxisme, etc.

Un volume de 278 pages.

FLAMMARION

سكوت الحاصل

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du numéro du 11 novembre :

- L'adultère moderne.
- Jean Genet et les immigrés.
- Les aventuriers des grands chantiers.

- Les résistants du 11 novembre 1940.
- May Picquerey l'anarchiste.
- Le gardien du Père-Lachaise.
- L'ordinateur aux champs.
- Le Wyoming, l'Arabie Saoudite du charbon.
- Les enfants mannequins.
- La chronologie du mois d'octobre.

LES PROGRAMMES COMMENTÉS
DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIO

Une nouvelle de Jean Joubert

EN VENTE AVEC LE NUMÉRO DATÉ DIMANCHE-LUNDI : 3 F

ASIE

LE JAPON FACE A SA MODERNITÉ

IV. — Stabilité et créativité

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Au terme d'une série d'articles consacrés à la société japonaise (« Le Monde » des 7, 8 et 9 novembre), Philippe Pons s'interroge sur les possibilités de créativité de cette société et les types de résistance auxquels elle a donné naissance.

Tokyo. — Le Japon pourra-t-il maintenir l'originalité de son système socio-économique ou le processus de modernisation tend-il à gommer les différences ? Le problème auquel il semble être confronté est celui de l'intégration des évolutions sociales. Il doit mettre au service de la production les forces déviantes ou contraires pour éviter qu'elles ne la perturbent.

D'abord au sein de l'entreprise. Pour pallier le relatif relâchement des liens entre l'employé et l'entreprise (évolution dans l'emploi à vie, la notion de travail, les motivations, etc.), les employeurs tendent à renforcer les mécanismes de prises de décision par consensus et de participation au niveau de la production qui dynamisent les sentiments d'appartenance au groupe. Avec une

Les programmes

Avec le développement des technologies et de l'automatisation, le problème du « consentement » de l'employé se pose en des termes nouveaux et particulièrement au niveau de l'atelier. Depuis qu'a commencé un changement dans les critères de définition des salaires (la qualification tendant à l'emporter sur l'ancienneté), ont été renforcés les mécanismes de participation au sein des équipes — une dizaine de personnes,

belle unanimité tout technocrate de passage au Japon s'extasie sur le fameux système de décision par consensus (*ringi*) : la formule de demande de décision est censée circuler de bureau en bureau jusqu'au président du comité d'atelier sur le terrain pour s'apercevoir du côté quel que peu formel du *ringi*. Il est d'abord à noter que, contrairement à une idée reçue, n'a jamais empêché le principe d'autorité de jouer. En outre, le *ringi*, qui est souvent utilisé pour entériner une décision déjà prise, vise avant tout à une apparence d'unanimité, ce qui facilite la mise en application de la décision, empêchant d'entrevoir de jeu toute contestation possible d'un côté ou de l'autre. Cela dit, le patronat s'est toujours opposé à une représentation ouvrière dans les bureaux de direction ; tout au plus existe-t-il des consultations régulières sur les questions de santé et de conditions de travail. Une participation réelle est d'ailleurs réclamée depuis 1977 par le parti socialiste. Certains syndicats l'ont mis à leur programme.

« Zéro Defect »

conviés à améliorer, sur le tas, la routine de la production et qui parfois sont à l'origine d'innovations importantes. Ces groupes fonctionnent en mêlant habilement des techniques de gestion occidentale et japonaise. « Il s'agit de conjuguer des connaissances techniques et d'augmenter les possibilités pour l'ouvrier d'améliorer ses qualifications — et des motivations de groupe », explique le professeur Taniyama. Ce système fonctionne en particulier dans les groupes de contrôle de la qualité (*jishu kumi*, en abrégé JK). Ceux-ci se forment en principe spontanément autour d'un responsable d'un d'un ouvrier expérimenté. A la fin des années 60, il n'y en avait guère plus d'un millier. Ils sont 87 548 en 1978 et, si l'on compte ceux qui ont été créés dans des programmes comme « zéro defect », on estime qu'un salarié sur huit fait partie d'un d'un groupe de contrôle de la qualité. Ce système tend à renforcer la cohésion sur le lieu de travail.

La première motivation pour l'ouvrier, c'est d'avoir une chance de développer ses qualifications : « se faire remarquer », dit-il, « c'est la clé ». La seconde, comme on le souligne chez Toyota, c'est de lui donner le sentiment, en lui confiant une tâche plus technique, qu'il est « confronté à un défi ». Mais ce taylorisme à la japonaise s'arrête là. Il s'agit d'éveiller et stimuler l'initiative, mais il ne peut finir par bloquer les chaînes. Il n'y a pas de relation directe entre la productivité et les augmentations de salaires : le sentiment de réussite pour le groupe tend donc à prévaloir. Plus que le salaire immédiat, ce qui motive l'ouvrier c'est la possibilité de faire carrière avec la clé une rémunération plus élevée.

Historiquement, la pratique de simulation des ouvriers, décrite notamment par Tekiji Kobayashi dans un chef-d'œuvre de la littérature japonaise (*Le Bateau usine des crabes*) — avait surtout pour but de bloquer les fusions horizontales. Il s'agit peut-être moins aujourd'hui d'empêcher de nouvelles fusions que d'engager les ouvriers dans une compétition volontaire entre groupes qui, pour chacun d'entre eux, intègre la hiérarchie, en l'occurrence le chef d'équipe. La forme extrême de cette compétition est, par exemple, le système « Yodan », une compétition employée pour le départ des courses : « Prêt ? Partez ! », résonne décrite par l'organe du P.C., *Akashita*.

La participation est-elle vraiment volontaire, comme l'affirme le patronat ? Dans la plupart des cas, selon les ouvriers que nous rencontrons en dehors de leur lieu de travail, la direction prend l'initiative de créer des groupes de contrôle de qualité. Les petites brochures ouvrières révèlent, d'autre part, combien sont pesantes les pressions de l'environnement et de la hiérarchie pour participer, en plus des heures de travail, aux discussions sur la productivité.

Le second niveau auquel fonctionnent les mécanismes d'intégration est plus idéologique. Une tentative en vue d'une sorte de « réarmement moral » se développe d'abord dans l'enseignement (réintroduction des arts martiaux à l'école) mais aussi dans les entreprises. Les stages pour l'enseignement de ce qu'il est convenu d'appeler l'« esprit japonais (*seishin*) », matière bannie des lycées après 1945, l'association pour les stages industriels a pris en charge ce type d'enseignement qui va de la méditation zen aux tests d'endurance en passant par l'initiation aux valeurs traditionnelles. Le système va s'enrichir en avril d'une nouvelle institution avec

l'Ecole Matsushita pour les futurs dirigeants. Fondation qui a coûté 32 millions de dollars, cette école accueillera une trentaine de personnes, âgées de vingt et un à vingt-huit ans, pour un cursus de trois ans au cours duquel sera versée une indemnisation d'un montant égal au salaire d'un débutant dans le secteur privé. L'enseignement (fait par des moines bouddhistes, des maîtres de la cérémonie du thé, des experts en problèmes de défense, et des banquiers...) comprendra des stages à la campagne ou dans les usines. On reconnaît là la leçon que le fondateur du plus important groupe de l'électronique mondiale a retenus de Mao auquel il voue une admiration sans borne. A quatre-vingt-quatre ans, M. Matsushita, qui a fondé sa firme en 1918, a pour grand dessin de « japoniser l'homme », et compte, grâce à son école, remédier au « chaos moral » du Japon. Exemple extrême, et quelque peu pathologique, de la persistance du lien entre le retour aux sources de la « japonicité » et le développement de l'entreprise japonaise. L'initiative, qui a pour modèle l'école fondée au dix-neuvième siècle par Shoin Yoshida pour former les jeunes samouraïs confrontés au défi occidental, n'est pas moins révélatrice d'un courant profond de retour aux sources de la « japonicité ».

Il n'y a certes pas lieu de juger de la légitimité du désir de maintenir des valeurs traditionnelles, même si, sur le plan intellectuel,

on peut mettre en doute une démarche qui tend à nier que la société — en l'occurrence industrielle — crée ses propres valeurs. En revanche, on peut sur le plan politique, s'interroger sur les conséquences de cette « japonisation éclairée » : il n'est pas exclu qu'elle tende à raviver des tendances xénophobes et nationalistes pour colmater des brèches dans le consensus social. Ce type de réactions a été véhiculé par la presse en 1976-1977 lors du différend commercial du Japon avec ses partenaires industrialisés. Dans un pays où déjà on se méfie des Japonais formés à l'extérieur, où les étrangers sont en puissance des fauteurs de troubles (par exemple les « boat people »), ont besoin qu'ils fassent d'un garant, et ne peuvent être perçus comme le porteur d'une université, on peut se demander si tout renforcement de l'idée d'unicité du Japon ne risque pas de stimuler un nationalisme excessif comme le note le sociologue américain Vogel dans un livre qui salue pourtant les succès du Japon (1).

Pour conjurer ce risque s'élèvent des voix souhaitant une ouverture plus grande de la société. Tel est par exemple le sens du livre que vient de publier M. Kogane, de l'Agence de planification, *Nihon Jishin Kaoku* (la Seconde Ouverture du Japon). « Respecter les traditions, c'est une chose, au demeurant bonne, nous dit-il, mais cela ne dispense pas d'autres actions, et surtout n'est ni une fin en soi ni un remède miracle. S'accrocher à des valeurs sans tenir compte de l'environnement est dangereux ».

Le système d'éducation en question

Le problème qui se pose au Japon est paradoxalement la trop grande capacité à capter, recycler et par conséquent intégrer les déviations sociales. Tout ce que Marxisme appelle du « négatif ». En cherchant à figer les rapports humains dans un carcan de valeurs anciennes nées d'un environnement différent, on étouffe les conflits dans une prétendue « harmonie », le Japon risque d'autre part d'entretenir une violence latente — dont le terrorisme ici, comme en Allemagne, est une manifestation — mais aussi de nier dans tout son développement, l'absence de créativité — qui n'a rien à voir avec l'innovation technologique, domaine où le Japon est en pointe — et de devenir l'une des sociétés les plus rigides de beaucoup de responsables et d'intellectuels. Le Japon, en fait, démontre qu'il n'y a peut-être aucune corrélation entre une société qui est capable, avec le succès que l'on sait, d'intégrer sans cesse plus de technologie dans son système de production et la création.

La plupart de nos interlocuteurs mettent en cause le système éducatif. Celui-ci a des mérites : il étend à toutes les couches de la population : il est de haut niveau, et forme de bons citoyens. Mais il a aussi ses inconvénients : ambulant toute une partie de son développement des tests, il apprend certes aux jeunes à se déplacer comme des bêtes de poisons, mais ne favorise guère l'initiative. D'autre part, en raison de sa compétitivité extrême son contenu est moins un savoir qu'une technique pour passer des examens. « Selon la terminologie de Touraine (3), asservissent la demande au lieu d'y répondre, façonnent les normes, détruisent l'environnement. C'est sans doute de la manière la plus systématique, depuis le début de la décennie, des « mouvements de citoyens » (4). Les valeurs nouvelles qu'ils véhiculent ont donné lieu au redémarrage d'un certain nombre de mécanismes de fusion horizontaux existant antérieurement dans les villages (c'est le cas de la lutte des paysans contre l'aéroport de Narita, par exemple).

Ces mouvements ont plusieurs caractéristiques : d'abord, ils sont radicalement isolés de l'espace de production (les ouvriers n'y participent pas ou luttent parfois aux côtés de l'usine poluante comme dans le cas de Minamata). Ensuite, souvent, ils sont animés par des femmes. Selon Mme Tsunomi, « les femmes, parce qu'elles ont été marginalisées, infériorisées par le sys-

ème, ont sans doute, davantage que les hommes, aliénés dans une société de compétition, de capacités de résistances ».

« Il ne s'agit en rien de refuser la modernisation mais de ne pas fléchir et d'en rectifier les effets négatifs », souligne Mme Tsunomi : « Les derniers arrivants dans la course au développement sont sortis si vite du féodalisme qu'ils ont conservé des pratiques sociales qu'ailleurs l'industrialisation a balayées. Ces « paysans » historiques sont peut-être leur chance de créer un nouveau type de rapports sociaux ». Tout évolue très vite au Japon, se plait-on à dire, en voyant les usines surgir comme des champignons après la pluie. Pour quel que soit le sort des usines ne vaudrait-il pas aussi pour la société ?

Le Japon est-il donc une « société bloquée » ? Industrialisation écrasante, reproduction des inégalités traversées en participation, pertes des appartenances, éclatement des communautés, tendances anomiques diluées seulement par l'utopie de la technique salvatrice : le verdict ne reflète qu'à demi la réalité. Si l'on change de perspective, afin de ne pas s'en tenir aux idéologies dominantes fonctionnant par dichotomie (tradition-innovation et stabilité-enrichissement) le Japon apparaît aussi comme un terrain où agissent en profondeur un certain nombre de forces porteurs de changements de « créativité » affirme la sociologue Tsunomi. La rapidité même de l'industrialisation et la forme d'organisation sociale qui prévaut au Japon, en bloquant la formation d'un mouvement ouvrier puissant, a peut-être conduit les Japonais à faire passer plus rapidement qu'ailleurs le conflit social de l'espace de production sur un autre terrain : au « cœur de la vie ».

Les « Mouvements de citoyens »

Ce type de résistance ne se forme pas contre une sorte de macro-pouvoir abstrait, mais s'organise contre la domination d'une multitude de petits pouvoirs qui régissent la vie quotidienne. En effet, ces « appareils de pouvoir », selon la terminologie de Touraine (3), asservissent la demande au lieu d'y répondre, façonnent les normes, détruisent l'environnement. C'est sans doute de la manière la plus systématique, depuis le début de la décennie, des « mouvements de citoyens » (4). Les valeurs nouvelles qu'ils véhiculent ont donné lieu au redémarrage d'un certain nombre de mécanismes de fusion horizontaux existant antérieurement dans les villages (c'est le cas de la lutte des paysans contre l'aéroport de Narita, par exemple).

Ces mouvements ont plusieurs caractéristiques : d'abord, ils sont radicalement isolés de l'espace de production (les ouvriers n'y participent pas ou luttent parfois aux côtés de l'usine poluante comme dans le cas de Minamata). Ensuite, souvent, ils sont animés par des femmes. Selon Mme Tsunomi, « les femmes, parce qu'elles ont été marginalisées, infériorisées par le sys-

ème, ont sans doute, davantage que les hommes, aliénés dans une société de compétition, de capacités de résistances ».

« Il ne s'agit en rien de refuser la modernisation mais de ne pas fléchir et d'en rectifier les effets négatifs », souligne Mme Tsunomi : « Les derniers arrivants dans la course au développement sont sortis si vite du féodalisme qu'ils ont conservé des pratiques sociales qu'ailleurs l'industrialisation a balayées. Ces « paysans » historiques sont peut-être leur chance de créer un nouveau type de rapports sociaux ». Tout évolue très vite au Japon, se plait-on à dire, en voyant les usines surgir comme des champignons après la pluie. Pour quel que soit le sort des usines ne vaudrait-il pas aussi pour la société ?

FIN

(1) Ezra F. Vogel, *Japan as a modernizing society* (Harvard University Press).

(2) Marc Dupuis, *La Recherche scientifique et technique au Japon. Problèmes politiques et sociaux. Documentation française*, n° 361.

(3) Alain Touraine, *La Voie et le Japon* (Seuil, 1978).

(4) Les mouvements de citoyens sont notamment décrits par Mme Barque dans le Japon, *gestion de l'ordre et changement social* (Plammarion).

"LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS AU VALLONA GAGNEZ DU TEMPS ET DES M².

GAGNEZ DE L'ESPACE AU DEHORS ET AU DEDANS

L'architecture du Vallona, vivante et découpee est ouverte sur le parc de la Défense : le parc est aménagé, vallons et massifs rythment la promenade sur une étendue de 17 hectares. Balcons, terrasses, jardins privatifs, individualisent la plupart des appartements. Le choix s'établit entre studios, deux, quatre, cinq et six pièces. Tous les plans sont étudiés avec soin : studio 34 à 41 m², 5 pièces 99 à 118 m² et plusieurs appartements de quatre cinq et six pièces sont en duplex.

GAGNEZ DU TEMPS : NANTERRE PLACE DE L'ETOILE EN 7 MINUTES PAR LE RER

Le Vallona se situe à côté de La Défense, en face de la préfecture de Nanterre : vous gagnez du temps, le temps des occupations et le temps de vivre, car la vie quotidienne s'organise facilement : la station Nanterre Préfecture est à 200 m, les commerces (centre commercial en cours de réalisation), les écoles, les crèches sollicitent une vie de quartier et vous rencontrez vos voisins, qu'ils soient locataires au Vallona ou qu'ils travaillent dans les bureaux. Les enfants vivent au grand air, profitent des terrains de jeux en toute confiance car les voies piétonnes les protègent.

*Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur septembre 79

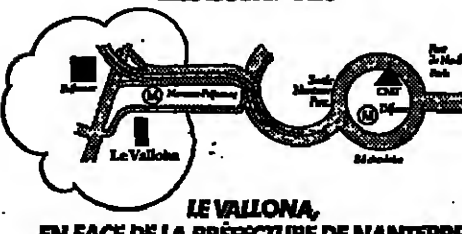
LA "LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS

Au Vallona vous emménagez immédiatement dans un appartement dont vous pourrez devenir propriétaire dans 3 ans : par exemple la première année, vous louez un 5 pièces de 99 m² à partir de 3200 F* par mois ; toutes les sommes versées (hors charges) constitueront votre apport personnel.

Venez visiter notre appartement modèle et l'appartement de votre choix. Nous vous présenterons les multiples avantages de notre formule de « Location, Vente » sur 3 ans.

Sur place : le Vallona - 6, rue Salvador Allende - 92000 Nanterre - tél. 721.79.08 samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h. Ou en semaine, à la Boutique OCIL : 55, bd Malesherbes - 75008 Paris - tél. 261.81.15.

LES LOSANGES



LE VALLONA, EN FACE DE LA PREFECTURE DE NANTERRE.

Il me serait agréable de recevoir une documentation sans engagement de ma part.
NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TÉL. _____
Retourner ce bon à la Boutique OCIL, Le Vallona, 55, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

ASIE

LE MONDE
diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

LA FIÈVRE DE L'OR
ET LA MALADIE DU CAPITALISME

(Christian Goud)

LE DROIT DU TRAVAIL EN QUESTION

(Yves Dezalay)

COMMENT LA CHINE RECOURT
AUX MÉTHODES CAPITALISTES

(Patrick Tissier)

UNE SUISSE MODÈLE

(Reportage de Maurice T. Maschino et Fadéla M'Rabet)

Réseaux télématiques
et banques d'informations

La guerre des données

(Par Antoine Lefebvre et Maurice Rona)

AMÉRIQUES : Panama, les États-Unis et le canal (Edouard Bailly).
— Porto-Rico, nouveau dossier difficile pour Washington (Bernard Cassin).
AFRIQUE : Pouvoir et démocratie en Libye (Charles Zargib).
TIERS-MONDE : L'idéologie du développement, ou le libre-échange
ou vingtème siècle (Georges Cornu).
POLITIQUE ET LITTÉRATURE : « La croisée solitaire » de
Chester Himes (Schofield Corryell).
CAMÉRAS POLITIQUES : Journaux télévisés (Ignacio Ramonet,
Hervé Brusini, Kristian Feigelson et Francis James).
— « Apocalypse Now » ou la faillite de l'histoire (Christian
Zimmer).
INTERROGATIONS : Le pouvoir et la fraternité (Gabriel Gosselin).
L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(*) Une tragédie sans importance.
Kissinger, Nixon et l'envolement
du Vietnam. William Shawcross.
Ballard France-Adel. 1979, 438 pages.

Le numéro 7 F
5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 09
EN VENTE PARTOUT.

MM. KISSINGER ET NIXON ET L'INTERVENTION AMÉRICAINE AU CAMBODGE

« Une tragédie sans importance »

de William Shawcross

Quelle a été l'étendue des responsabilités de l'ancien président Nixon et de M. Kissinger dans la destruction du Cambodge ? Pour « L'entier » de répondre à cette question et montrer comment les deux hommes se sont servis du pouvoir, William Shawcross a enquêté pendant trois ans et rassemblé une documentation exceptionnelle. Le fruit de ses recherches a été *Sideshow*, un ouvrage publié en avril en Grande-Bretagne (1) et qui a fait assés de bruit pour contraindre M. Kissinger à remanier plusieurs passages de ses *Mémoires* (2), lancés à grands renforts de publicité voici quelques semaines. En dépit de ses lacunes, notam-

ment de plusieurs coupures dans le texte original, la traduction en français du livre de Shawcross, *Une tragédie sans importance*, constitue le témoignage le plus précieux, — et le mieux documenté, — sur la tragédie du Cambodge contemporain et sur ses ingrédients américains. Les thèses de William Shawcross, ancien correspondant de guerre du *Sunday Times* en Indochine, s'accrochent à une idée-force. Il n'a pas pu prouver — et le reconnaît que Washington a été directement impliqué dans le coup d'État fomenté en mars 1970 contre le prince Sihanouk, point de départ apparent de l'entrée en guerre d'un pays qui, jusqu'à

cette date, avait été épargné, à l'exception de quelques zones isolées sur la frontière du Vietnam du Sud, par le formidable conflit vietnamien. Mais il démontre que MM. Kissinger et Nixon ont subordonné le sort du Cambodge aux besoins de leur calendrier de retrait des troupes américaines du Vietnam. Le Cambodge, pays « sans importance », aura été l'otage de la stratégie du désengagement américain au Vietnam. La défense de M. Kissinger a surtout porté sur deux points. D'une part, l'ancien secrétaire d'État soutient que les bombardements aériens américains au Cambodge, avant la chute de Sihanouk, n'ont constitué qu'une riposte limitée et ponctuelle à l'utilisation, par les Nord-Vietnamiens, des zones limitrophes du Vietnam du Sud où ces derniers avaient aménagé leurs « sanctuaires ». En 1969, le prince Sihanouk ne s'en était pas indigné et, de toute façon, ces zones n'étaient pas habitées par des Khmers. D'autre part, dans la version définitive de ses *Mémoires*, il s'insurge contre le « bizarre » argument qui aurait fait de la violence des Khmers rouges, en 1975, le produit de

« cinq ans d'efforts, pour leur résister, de la part des Américains et des Cambodgiens » (3). Laissons de côté le deuxième point puisque Shawcross n'a jamais porté une telle accusation. Le premier ignore — ce qui se comprend — le raisonnement selon lequel le conflit risquait fort de sortir des frontières vietnamiennes quand les Nord-Vietnamiens et leurs protégés ou compagnons de route « sudistes » se sont heurtés à un contingent militaire étranger fort, dans le Sud, de cinq cent quarante mille Américains, de quarante mille Sud-Coréens et de seize mille Australiens, appuyés par le complexe aérien et logistique le plus important de tous les temps, avec ses ramifications à Guam, en Thaïlande et aux Philippines. L'extension des pistes Ho-Chi-Minh au Laos, avec leurs bases et leurs débouchés de l'est cambodgien, a été le fruit d'une série de décisions, notamment américaines, qui se sont inscrites dans la droite ligne de la non-application, approuvée alors par Foster Dulles, des accords signés à Genève en 1954. A l'époque, il est vrai, M. Nixon n'était que le vice-président des États-Unis.

Les rapports de l'état-major

Réduire, comme l'a fait M. Kissinger, la chute de Sihanouk au « faux pas » d'un « agité funambule » est faire bien peu de cas d'un événement qui s'est inscrit dans la logique de la guerre américaine. Dire que les bombardements, en 1969, des « sanctuaires » nord-vietnamiens au Cambodge ont contrainé l'adversaire par Shawcross à réviser son livre, c'est une affirmation qui contredit, comme le souligne Shawcross, les rapports de l'état-major américain qui, à l'époque, s'est inquiété exactement du contraire. Enfin, des rapports officiels américains, cités également par Shawcross, indiquent que des Cambodgiens vivaient dans les zones de « sanctuaires » communistes vietnamiens et que les bombardements américains « secrets » ne les ont pas toujours épargnés.

Même si le contour de cette « tragédie sans importance » n'est pas un familier de l'environnement khmer — ce « sourire » derrière lequel peut se cacher tant de violence — ce qui semble volé par l'apparente soumission d'un peuple vaincu de longue date — et menacé par deux empires voisins, la Thaïlande et le Vietnam, pleins de vitalité — ne lui a pas échappé. Shawcross replace ainsi dans son contexte la façon dont le petit Cambodge a été happé par une guerre dont le sens lui paraissait bien lointain. Ce mauvais sort lui a été infligé par une guerre — qui n'a pas cessé de champ de bataille aux autres — est confirmée par l'attitude de la Maison-Blanche et du département d'État : à en croire les documents cités par Shawcross, les rapports de l'état-major américain, de la C.I.A. et de diplomates sur le terrain, si fondés qu'ils soient, les Américains, à Washington et, en particulier, M. Kissinger — que dans la mesure où ils servent le dessein du reptil, M. Kissinger n'en tient compte que quand il y a matière à exploitation. La frustration des Américains chargés d'appliquer sa politique sur le terrain lui importe peu.

Les États-Unis entretiennent ainsi, pendant cinq ans, des divisions mal équipées, mal payées et mal commandées, lesquelles tiennent lieu de « République » khmère jusqu'à la fin. Ils jouent l'autorité de Sihanouk, M. Kissinger ayant choisi de trai-

CORRESPONDANCE

LES POINTS DE VUE

DE DEUX ANCIENS PREMIERS MINISTRES

M. Penn Nouth : le peuple khmer est à l'agonie

Nous avons reçu de M. Penn Nouth, ancien premier ministre du prince Sihanouk et ancien chef du CRUNG (gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa, qui regroupait Khmers rouges et shanouisistes), et résident actuellement à Pékin, un exposé de ses convictions, de ses conditions, que d'ici deux à trois mois, il ne reste plus de cette population civile sans combattants, estimée à environ deux millions d'habitants, que quelques centaines de milliers de Khmers, impropres à tout travail utile.

Le peuple cambodgien est menacé d'extinction, d'une part, par les confrontations armées sur son propre territoire et, de l'autre, par la famine et les maladies. Il est constamment exposé aux intempéries et vit sans hygiène élémentaire. A l'heure actuelle, la famine et les maladies tuent plus que les balles et les bombes. Elles frappent essentiellement la population civile non combattante et les enfants. Les combattants et cadres des deux régimes, certainement mieux nourris, sont moins menacés. Ils sont les bénéficiaires privilégiés, sinon les seuls, des aides humanitaires encore insaisissables.

Les Vietnamiens se félicitent même de la mort massive de ces malheureux Cambodgiens, qui leur évite de commettre le crime de génocide contre le peuple khmer, dont ils souhaitent l'extinction afin de faciliter leur annexion. Le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, Phan Hien ne vient-il pas, en effet, devant la présente Assemblée générale des Nations unies, de déclarer avec cynisme qu'il n'y a pas de famine au Cambodge ?

Quant au régime Pol Pot, honni et rejeté, il est et reste celui d'auto-génocide de son propre peuple. Les témoignages de réfugiés le confirment. Dès lors, il ne faut pas trop s'étonner que le régime Heng Samrin, mis en place par les Vietnamiens, et Pol Pot cherchent constamment à entraver l'action des organisations humanitaires (C.R.R., UNICEF, Croix-Rouge internationale, etc.) en invoquant et en faisant valoir des arguments politico-juridiques.

Les deux régimes cherchent à tirer avantage politique de la famine, cependant qu'ils ne parviennent pas à enrayer le ravage en attendant que les parties en conflit veulent accepter une solution proposée par les hautes instances humanitaires. Il est à craindre, dans ces conditions, que d'ici deux à trois mois, il ne reste plus de cette population civile sans combattants, estimée à environ deux millions d'habitants, que quelques centaines de milliers de Khmers, impropres à tout travail utile.

La conscience mondiale peut-elle rester insensible à ce désastre d'une dimension nationale ? Peut-elle accepter qu'une nation qui laisse à l'humanité une part importante de patrimoine culturel périsse ainsi sous ses yeux à cause de l'ambition criminelle de quelques individus ? Peut-elle accepter que l'humanité se prive de cette manifestation par le monde de la volonté du peuple khmer de sauver le peuple khmer de l'extermination ?

M. Sim Var : la volonté hégémonique de Hanoi n'est plus à démontrer

M. Sim Var, ancien conseiller de l'Union française, ancien premier ministre du prince Sihanouk et membre du « conseil des sages » du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), nous écrit de son côté :

Au moment où l'O.N.U., après avoir fait la sourde oreille pendant plus de quatre ans, malgré l'holocauste des populations indochinoises, vient enfin de réunir une conférence internationale sur le scandaleux problème des réfugiés cambodgiens. Nombreux sont les représentants officiels de gouvernements ou de partis politiques européens qui se sont évertués, dans des déclarations ou des articles de presse plus ou moins fracassants, à suggérer des mesures strictement humanitaires pour mettre fin à l'exode de ces damnés de la terre.

Mais toutes ces bonnes âmes évitent soigneusement d'aborder le problème de fond, comme si toutes ne venaient faire nulle peine, même légère, au Vietnam qui a pourtant provoqué cet exode, prétendant fallacieusement que la cause de ce mouvement était due à une guerre de trente ans qui lui a été imposée par des colonialistes français et américains.

En admettant que cette accusation soit fondée, que faut-il penser alors de la conquête du Laos et du Cambodge faite par une nation qui se plaint des difficultés internes ? Le moins que l'on puisse en dire, c'est que Hanoi se moque éperdument de ces prétendues difficultés internes, lesquelles, si toutefois elles existaient réellement, ne pourraient avoir été provoquées que

par des conquêtes coloniales. Mais ce qui est renversant, c'est que d'anciennes puissances coloniales violent au secours de ce Vietnam dont la volonté d'hégémonie n'est plus à démontrer, se bousculant devant sa porte pour lui apporter des aides économiques ou humanitaires comme si elles avaient une conscience.

C'est pourtant la terreur érigée en système de gouvernement par ce colonialisme moderne qui a provoqué et provoquera toujours l'exode de ces populations vers l'étranger pour avoir la vie sauve, car un tel système n'est pas fait pour les retenir dans leurs pays.

Cartes, Hanoi prend volontiers ces réfugiés pour de la racaille incapable, paraît-il, de s'adapter aux nouveaux régimes mis en place dans les pays conquis. Mais Hanoi se garde bien d'ouvrir les frontières, sachant bien que si celles-ci venaient à s'ouvrir, non seulement cette prétendue racaille, mais tout le reste des populations indochinoises se ruerait en masse vers l'étranger.

En effet, pour ne parler que du Cambodge, les méthodes radicales de terreur employées par les dirigeants du régime dans ce pays ont déjà causé la perte de 50 % de la population qui s'élevait encore à six millions d'habitants à la chute de Phnom-Penh en avril 1975.

Voilà la vraie cause du mal dont souffrent ces damnés. Tant qu'on se berna à prendre des mesures humanitaires — qui ne sont après tout que des palliatifs sans grande efficacité — au lieu d'extirper de nuit à sa racine, y aura toujours des gens qui braveront la mort pour sauver leur vie à l'étranger.

SPECIAL
PRET-A-PORTER
PARDESSUS
A PARTIR DE
575 F.

HERBAUT DENNEULIN
128 RUE LA FAYETTE
75010 PARIS

PIERRE-JEAN
REMY
Cordélia
ou l'Angleterre



Gallimard

صكنا من الأصل

ASIE

LES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Le rythme d'arrivée de Laotiens en Thaïlande s'est ralenti depuis septembre

L'armée thaïlandaise a bombardé, jeudi 8 novembre, un camp de maquisards nationalistes Khmers Serei appartenant au Mouvement de libération nationale du Kampuchéa (Moulinak) et où se trouvent des dizaines de milliers de réfugiés. Selon le Moulinak, il y a eu 50 morts. Ce bombardement a eu lieu à la suite d'un incident entre soldats thaïlandais et Khmers Serei, au cours duquel un soldat thaïlandais avait été tué.

D'autre part, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), 6 742 Vietnamiens et Laotiens ont fui leur pays en octobre, parmi lesquels 3 240 « boat people », au cours de la même période, 25 894 réfugiés

ont quitté les pays d'Asie du Sud-Est pour être réinstallés de manière définitive dans des pays tiers. Le nombre total des réfugiés indochinois dans la région s'élève actuellement à 327 737 personnes (dont 164 239 en Thaïlande, 61 561 à Hong Kong, 42 861 en Malaisie et 40 715 en Indonésie) ; ce chiffre ne comprend toutefois pas les réfugiés khmers qui se sont réfugiés en Thaïlande depuis un mois et qui sont plus de 200 000.

Enfin, on annonce à Bangkok de source officielle que 8 soldats laotiens et 6 maquisards anticomunistes ont été tués jeudi au cours d'une fusillade sur le Mékong. — (Reuter, A.F.P.)

De notre envoyé spécial

souffonné d'être « prochine » ou « antivietnamien », avait fui l'Indochine.

Nous avons pu parler longuement à ce fonctionnaire, bien qu'il ait voulu, pour des raisons de sécurité, conserver l'anonymat. Proche parent d'une ancienne personnalité indochinoise, spécialiste en affaires économiques, il était, membre du mouvement révolutionnaire isolé depuis l'âge de dix-huit ans et était entré au parti en 1955. Il affirme qu'il existe une réelle opposition à la politique vietnamienne du régime, y compris parmi les sept membres du bureau politique et les vingt-neuf membres du comité central du P.P.R.L. ce qui aurait entraîné des purges dans le parti, l'armée et l'administration.

C'est en 1983 que, selon lui, cette politique serait apparue au grand jour, avant d'être confirmée officiellement en 1970 par le second congrès du parti. Le premier avait eu lieu en 1961, alors que les statuts prévoient qu'il doit avoir lieu tous les cinq ans.

Le P.P.R.L. n'a toujours pas réussi à devenir un parti de masse avec quelque vingt-trois mille membres. Son incapacité à encadrer la population, ainsi que celle de l'administration, ont entraîné une défection par le départ des réfugiés et des fonctionnaires envoyés en « samana » (le mot laotien pour « sembler ») c'est-à-dire dans un camp de rééducation, mais la faible numérotation de l'armée (vingt-cinq mille soldats) expliquent le rôle que jouent les dizaines de milliers de réfugiés, d'« experts » ou de « conseillers » de Hanoi.

Selon ce transfuge, les contrôles seraient tous les jours de la famille dans un camp, si celle-ci est prévenue à temps, ils ont droit de la rejoindre. On note parmi les réfugiés de ces derniers mois une augmentation des anciens partisans du régime en place. Ils seraient environ une cinquantaine, pour la plupart de jeunes soldats. Deux cadres importants ont traversé le Mékong : en août, le rédacteur en chef du quotidien du parti populaire révolutionnaire, *Sung Pasason*, et de l'agence de presse officielle Khaoan Pathet Lao, M. Sissana Seynanoung, accompagné par plusieurs personnes, et qui est parti discrètement pour la Chine ; en mai, un haut fonctionnaire, lui aussi membre du parti, et

Le poids des Vietnamiens

Ceux qui ont eu la chance de passer à travers les patrouilles des deux bords sont incriminés par la police. S'ils ont de la famille dans un camp, si celle-ci est prévenue à temps, ils ont droit de la rejoindre. On note parmi les réfugiés de ces derniers mois une augmentation des anciens partisans du régime en place. Ils seraient environ une cinquantaine, pour la plupart de jeunes soldats. Deux cadres importants ont traversé le Mékong : en août, le rédacteur en chef du quotidien du parti populaire révolutionnaire, *Sung Pasason*, et de l'agence de presse officielle Khaoan Pathet Lao, M. Sissana Seynanoung, accompagné par plusieurs personnes, et qui est parti discrètement pour la Chine ; en mai, un haut fonctionnaire, lui aussi membre du parti, et

Un exilé sur dix habitants

Des avenues rectilignes divisent le camp de Nong-Khai, avec ses boutiques, ses restaurants, ses églises, ses ateliers. Dans les patrouilles de chaque numérotation, on rencontre aussi des cadres de l'ancien régime royal ou neutraliste, y compris certains qui se sont enfuis des « samana » où ils avaient été envoyés en 1975 ou 1976.

L'un d'eux, M. Noubeng Ratanavong, ancien procureur du roi à Vientiane, a été affecté dans un camp de bûcherons de la province de Phnom-Say pendant trente-deux mois. Aucun cours de formation politique ou de propagande ne lui a été donné pendant tout ce temps, et sa seule activité a été ce qu'il appelle le « travail forcé ». Pas de procès, pas de jugement : on lui a simplement dit : « Si vous êtes progressiste, vous serez libéré tout de suite. » Il a préféré feindre des maux de ventre, se faire évacuer sur Vientiane et passer le Mékong avec sa famille. Il dit avoir eu plus de chance que ceux qui ont tenté de fuir : « Tous ceux qui ont été rattrapés ont été tués », affirme-

صك: امان الملاصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Jerry Brown a annoncé sa candidature à la Maison Blanche

Vingt-quatre heures après le sénateur Edward Kennedy, et près d'un mois avant le président Carter, qui ne devrait annoncer sa candidature que le 4 décembre, M. Jerry

Brown, gouverneur démocrate de Californie, s'est lancé officiellement jeudi 8 novembre, à Washington, dans la course à la Maison Blanche.

« C'est David contre Goliath. Je n'ai ni les grands pouvoirs d'un président sortant ni les atouts extraordinaires du sénateur du Massachusetts », déclare M. Edmund Gerald (« Jerry ») Brown, jeune gouverneur de Californie, qui fit jadis son noviciat chez les jésuites et qui est un adepte du bouddhisme Zen, a analysé ses chances avec lucidité en présentant sa candidature. Les sondages auprès des électeurs démocrates le placent, en effet, loin derrière M.M. Kennedy et Carter. Les experts politiques attachent, certes, peu d'importance aux sondages effectués un an avant l'élection, et on peut assister aux retournements les plus inattendus. Mais M. Brown ne se fait pas d'illusions excessives sur ses possibilités d'obtenir l'investiture du parti démocrate par convention qui se tiendra en août prochain à New-York, et encore moins d'entrer à la Maison Blanche en novembre 1980.

Pourquoi participe-t-il donc à la course ? Sans doute d'abord en raison d'un impératif politique universel, mais qui s'applique particulièrement à lui : ne pas se faire oublier. Il s'agit de se placer en vue de l'élection présidentielle de 1984 ou de 1988. A quarante et un ans, M. Brown a l'avenir devant lui.

Le gouverneur de Californie espère, d'autre part, s'il ne se débrouille pas trop mal dans un certain nombre de primaires, pouvoir jouer un rôle d'arbitre à la convention de New-York. En ce sens, sa candidature, pourtant attendue, est une mauvaise nouvelle pour le sénateur Kennedy. La course à la présidence, en effet, se déroule en dehors de toutes considérations philosophiques — à favoriser le président sortant, qui, dans le meilleur des cas, ne peut exercer qu'un second mandat. M. Kennedy, en revanche, s'il était élu, serait vraisemblablement pour huit ans à la Maison Blanche.

Ces froides considérations ne sont certainement pas absentes de l'esprit du gouverneur, qui, malgré ses allures d'original ascétique, a tous les réflexes d'un animal politique. M. Brown a cependant été conforme à son personnage en faisant suivre l'annonce de sa candidature de quelques propos insolites — ou prophétiques, — comme on voudra, sur l'exploration de l'espace et l'avenir de la Terre. Il a affirmé, faisant allusion à son manque de moyens financiers (par rapport à ses concurrents), qu'il ferait au besoin sa campagne « en bus ou en auto-stop ».

Déjà, lorsqu'il avait été élu gouverneur, il avait refusé d'habiter la résidence luxueuse construite par son prédécesseur, M. Ronald Reagan (actuellement candidat à l'investiture du parti républicain), et s'était installé dans un matelas à même le sol. De même, il avait refusé la limousine officielle et le « jet », qui font partie des prérogatives de sa fonction.

Il est difficile de classer politiquement M. Brown. Son hostilité farouche aux compagnies pétrolières et à l'énergie nucléaire, son souci de l'environnement, son dévouement indéfectible à la cause des minorités, principalement des Chicanos (Américains d'origine mexicaine), son amitié pour César Chavez du Jane Fonda, en font un « ultra libéral ». Mais sa

gestion des finances californiennes a été très conservatrice, et il n'a pas hésité à monter — un peu tard mais avec une grande énergie — dans le train de la « révolte des contribuables ». Il a été favorable à la « proposition 13 », qui a limité singulièrement les impôts fonciers en Californie, et il défend le projet d'un amendement à la Constitution obligeant le gouvernement fédéral à présenter un budget en équilibre. Cependant, peut-on à la fois diminuer les impôts et augmenter les programmes sociaux pour les plus défavorisés ? M. Brown ne s'est pas, jusqu'à présent, vraiment expliqué sur cette contradiction.

Fils de « Pat » Brown, qui fut lui-même gouverneur de Californie de 1959 à 1968 et devint célèbre en éliminant M. Nixon, qui en 1962, après son échec devant John Kennedy, convoqua le Capitole de Sacramento, M. « Jerry » Brown est né le 7 avril 1933 à San-Francisco. C'est à treize ans, après une crise mystique, qu'il entra dans la politique, en se situant à l'extrême gauche. Il sait pourtant utiliser les relations forgées par son père et est élu de justesse gouverneur en novembre 1974. S'étant lancé très tard dans les primaires pour l'élection présidentielle de 1976, il avait pourtant deviné M. Carter dans les trois Etats où il était en concurrence avec lui. On avait alors commencé à évoquer sérieusement l'idée d'un « destin national » pour ce jeune homme, que le *Wall Street Journal* traitait pourtant de façon assez méprisante de « Savonarole au petit pied ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Bolivia

Déposé le 1^{er} novembre

M. WALTER GUEVARA NE RENONCE PAS A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

La Paz (A.F.P.). — Déposé le 1^{er} novembre par le coup d'Etat du colonel Alberto Natusch Busch, M. Walter Guevara, à la veille du 8 novembre, réaffirmait avec force devant le Congrès qu'il « n'avait pas renoncé », et ne renoncerait jamais, à ses fonctions de président constitutionnel de la République bolivienne. Devant une quarantaine de parlementaires, M. Guevara déclara que les forces armées de réintégration leurs casernes, afin de « laisser le peuple poursuivre le processus démocratique auquel il a déjà tant sacrifié ».

Le quorum n'ayant pas été réuni, cette séance parlementaire, qui était la première depuis la réouverture du Congrès par les nouvelles autorités militaires, a été ajournée.

La plupart des formations politiques boliviennes — le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), le parti communiste et le Mouvement du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.G.) de M. Hernán Siles Suazo, le parti démocrate-chrétien, le parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.) — ont exigé que le colonel Alberto Natusch Busch « renonce à la présidence », et que le parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.) pour mettre sur pied une association économique, les provinces de l'Ouest ne seraient pas disposées à conclure avec leurs partenaires québécois des accords préférentiels sur la fourniture de pétrole et de gaz dont elles dépendent le monopole de la production dans l'ensemble du Canada actuel.

Les provinces de l'Ouest ont cependant fait savoir qu'elles n'avaient pas l'intention d'intervenir dans la campagne du réfé-

Canada

Les anglophones réagissent avec modération aux propositions constitutionnelles du Québec

De notre correspondant

Montréal. — Une semaine après la publication du Livre blanc sur la souveraineté-association, les milieux politiques anglophones continuent de réagir négativement mais avec une certaine modération aux propositions constitutionnelles présentées par le Québec.

Dans un rare élan d'unanimité, les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest ont fait une déclaration commune. Ils estiment que « la souveraineté-association n'est ni dans l'intérêt économique de l'Ouest canadien ni dans l'intérêt plus large des Canadiens dans leur ensemble ». Ils affirment cependant reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination, à condition, toutefois, que le « oui » recueille 80 % des suffrages exprimés lors du référendum qui permettra au Québec, en mai ou en juin prochain, d'accorder ou de refuser à leur gouvernement provincial le mandat de négocier avec le gouvernement fédéral « une entente d'égal à égal ».

Pourquoi 80 % des suffrages exprimés et non la majorité simple ? Le premier ministre de Colombie britannique, M. William Bennett, a dit : « 51 % des suffrages, ce n'est pas 51 % de la population ».

Dans l'hypothèse (« improbable », a-t-il dit) où le Canada anglais serait obligé d'entamer des négociations avec le Québec pour mettre sur pied une association économique, les provinces de l'Ouest ne seraient pas disposées à conclure avec leurs partenaires québécois des accords préférentiels sur la fourniture de pétrole et de gaz dont elles dépendent le monopole de la production dans l'ensemble du Canada actuel.

Les provinces de l'Ouest ont cependant fait savoir qu'elles n'avaient pas l'intention d'intervenir dans la campagne du réfé-

rendum. Elles se félicitent d'ailleurs de l'attitude du premier ministre conservateur, M. Joe Clark, qui, tout en qualifiant le projet québécois d'« éboulement inacceptable », a adopté un ton résolument conciliant à l'égard du Québec.

L'opposition libérale, dirigée par l'ancien premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a été proche à M. Clark d'être « prêt à négocier le démembrement du pays ». Pour sa part, le premier ministre de la plus riche et de la plus peuplée des dix provinces canadiennes, l'Ontario, a demandé au gouvernement fédéral de « réviser » de nouvelles propositions constitutionnelles dans le cadre fédéral. M. William Davis, qui appartient au parti conservateur, comme le premier ministre canadien, a annoncé, par ailleurs, son intention de faire campagne pour le « non » au référendum et de se rendre même au Québec si on l'y invitait. Selon M. Davis, le « oui » au référendum est inévitablement lié à la survie d'une entité politique plus large, dans laquelle les deux réalités culturelles, anglaise et française, sont liées et indissociables pour la survie de la nation. Le projet de souveraineté-association, ajoute-t-il, ne peut que favoriser « la création d'une mentalité de ghetto ».

Le premier ministre du Québec, M. René Lévesque a réagi durement aux propos tenus par M. Davis, qu'il a accusé de vouloir créer un climat de « panique ». Constatant par ailleurs que c'est l'Ontario qui profite le plus de l'actuel régime fédéral et de la minorisation du Québec à l'intérieur de ce régime, M. Lévesque s'est dit étonné de voir M. Davis s'intéresser à la survie de la culture française au Québec alors qu'il refuse de créer des écoles pour la minorité francophone vivant en Ontario.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Aujourd'hui quelqu'un mieux que que fait Technic l'année dem

1750 F

Technics RSM33G
Platine cassette à indicateurs fluorescents bicolores, bande métal. Chez Ifscope.

1850 F

JBL L50
Enceintes acoustiques 100 W. Chez Ifscope.

1590 F

TEAC BX500
Ampli 2 x 55 W, préampli phono pour bobines mobiles. Chez Ifscope.

UN EVENEMENT HIFI POUR LA 1^{re} FOIS A PARIS.

Pour la 1^{re} fois à Paris, 3 grands noms de la hifi, Technics, JBL et Teac, présentent l'intégralité de leur gamme chez Hifi-Scope, du 10 novembre au 31 décembre. Et pendant cette période, seront garantis les prix les PLUS BAS du marché...

Technics TEAC JBL

A ces prix là, pourquoi se priver des conseils d'un spécialiste de la Hi-Fi.

HIFI-SCOPE
90 rue Lafayette 75009 PARIS
TEL : 245.18.19
Métro : Poissonnière

CENTRE DE LANGUES ESSEC/ISSEC

Etablissement privé d'enseignement supérieur
ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, BRÉSILIEN, FRANÇAIS
Cours de groupe toute l'année. Immersions individuelles et collectives
Préparation au GMAT « survival French »

prochaine session intensive : 19 novembre

Pour plus de renseignements, contactez-nous :
CENTRE DE LANGUES ESSEC, 35, bd Sebastopol, 75001 Paris

Tél. : 233-21-48

DIPLOMATIE

EUROPE

En a annoncé sa candidature la Maison Blanche

Le président Jimmy Carter a annoncé sa candidature à la présidence des États-Unis pour l'année 1980.

Le président Jimmy Carter a annoncé sa candidature à la présidence des États-Unis pour l'année 1980. Cette annonce a été faite lors d'un discours télévisé à la Maison-Blanche. Carter, qui a déjà été président de 1977 à 1981, a déclaré qu'il était prêt à se présenter à nouveau pour servir son pays. Il a également mentionné son épouse, Rosalynn, et leurs quatre enfants. Carter a souligné son expérience en tant que président et son engagement envers la paix et la justice sociale. Il a également mentionné son rôle en tant que médiateur entre l'Iran et les États-Unis en 1979. Carter a déclaré qu'il était prêt à se présenter à nouveau pour servir son pays. Il a également mentionné son épouse, Rosalynn, et leurs quatre enfants. Carter a souligné son expérience en tant que président et son engagement envers la paix et la justice sociale. Il a également mentionné son rôle en tant que médiateur entre l'Iran et les États-Unis en 1979.

Canada Les anglophones réagissent avec modération aux propositions constitutionnelles du Québec

Les anglophones du Québec ont réagi avec modération aux propositions constitutionnelles du Québec. Ils ont exprimé leur soutien à la recherche d'une solution pacifique à la question constitutionnelle.

Les anglophones du Québec ont réagi avec modération aux propositions constitutionnelles du Québec. Ils ont exprimé leur soutien à la recherche d'une solution pacifique à la question constitutionnelle. Les anglophones ont souligné l'importance de maintenir l'unité du Canada et de trouver une solution qui respecte les droits de tous les citoyens. Ils ont également mentionné leur soutien à la démocratie et à la participation citoyenne. Les anglophones ont souligné l'importance de maintenir l'unité du Canada et de trouver une solution qui respecte les droits de tous les citoyens. Ils ont également mentionné leur soutien à la démocratie et à la participation citoyenne.

1850F

Amplificateur stéréo

2 x 25 W

avec tuner

1590F

Amplificateur stéréo

2 x 25 W

avec tuner

Le gouvernement néerlandais veut réduire les plans de l'OTAN pour la modernisation des armes nucléaires

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais a décidé, jeudi 8 novembre, qu'il était impossible de négocier avec l'Union soviétique la limitation des armes nucléaires (SALT 2) sans que l'OTAN ne soit elle-même prononcée sur la modernisation et le stationnement de nouvelles armes

La réduction des forces en Europe

L'OTAN A MIS AU POINT UNE SÉRIE DE PROPOSITIONS POUR RÉPONDRE À M. BREJNEV

L'OTAN met actuellement au point une série de propositions pour répondre à l'offre du président Brejnev, le 6 octobre à Berlin-Est, de retirer d'Europe vingt mille hommes et mille chars, et de limiter le déploiement des armes nucléaires en Europe. Ces propositions, qui ont été examinées par le conseil des représentants permanents de l'OTAN, jeudi 8 novembre à Bruxelles, devraient être rendues publiques peu avant le Conseil atlantique de décembre, qui décidera de la modernisation de l'arsenal nucléaire de l'alliance en Europe.

Elles portent essentiellement sur trois points :

- Le retrait de mille têtes atomiques américaines du théâtre européen et l'alliance adopte, comme généralement escompté, un plan de modernisation de ses forces atomiques en Europe.
- De nouvelles propositions destinées à relancer les négociations M.B.F.R. de Vienne sur la réduction des forces en Europe. Selon les indications données à Washington et Bonn, cette « proposition simplifiée pour une première phase » consiste à retirer d'Europe trente mille soldats soviétiques et treize mille soldats américains. Ce retrait serait accompagné de déclarations d'intention engageant à des réductions ultérieures.
- Enfin, des propositions portant sur un ensemble de mesures de contrôle dans le cadre des M.B.F.R. — (A.F.P.)

nucléaires, a déclaré M. Van der Klaauw, ministre des affaires étrangères devant le Parlement de La Haye. M. Scholten, ministre de la Défense, a dit qu'il soutiendrait les « points de vue » de son parti, le C.D.A. (démocrate-chrétien), et qu'il essaierait de convaincre les autres membres de l'OTAN de ne pas prendre de décision sur le stationnement d'armes nucléaires lors du Conseil atlantique de Bruxelles, en décembre, mais de s'appuyer sur le « développement » de ces armes.

Ces déclarations suivent un débat de deux jours sur l'éventuelle implantation en Europe de nouvelles armes nucléaires de l'OTAN. Le C.D.A., principal parti de la coalition, a confirmé son « oui, mais... » (Le Monde du 2 novembre). Ses députés ont cependant convenu que l'OTAN devait demander au Conseil atlantique la réduction du nombre des engins en Europe.

« En échange »

Le C.D.A. est donc d'accord pour la modernisation, mais voudrait « en échange » que des armes « démocratiques » soient retirées. Les démocrates-chrétiens insistent sur le fait que cinq cent cinquante têtes nucléaires américaines, comme l'envisage l'OTAN, fourniraient une capacité de destruction excessive et qu'un nombre bien inférieur « suffirait ». Le parti libéral, qui fait partie du gouvernement, a légèrement modifié sa position. Il ne donne plus son soutien total au plan de l'OTAN et s'est rapproché du C.D.A. Dans son discours devant le Parlement, M. Van der Klaauw a répété que le gouvernement néerlandais considère la ratification de SALT 2 comme étant de grande importance pour une décision définitive au sujet de la modernisation. Sans cette ratification, il n'y aura pas de SALT 2, ni la possibilité de limiter, ou mieux encore de supprimer les armes nucléaires dans la « zone grise » européenne. Pour l'instant, les sociaux-démocrates et les petits partis de la gauche s'opposent totalement au plan de l'OTAN.

MARC BLAISSE.

● M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, se rendra en visite à Madrid du 19 au 21 novembre. — (A.F.P.)

NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

M. de La Chevalerie au Japon

Le Journal officiel de samedi 10 novembre publiera la nomination de M. Xavier Daufresne de La Chevalerie comme ambassadeur au Japon en remplacement de M. Louis Dauge.

[Né en 1920, diplômé de l'École des sciences politiques, engagé en 1940 dans les Forces françaises libres, M. de La Chevalerie est entré en 1944 au commissariat aux affaires étrangères, à Alger. Il a été ensuite en poste à Washington, à Chungking, à Manille, à la direction d'Asie de l'administration centrale, à Delhi, à Beyrouth, à Londres et à Tunis. Directeur de cabinet de M. Georges Gonne, secrétaire d'État aux affaires étrangères (1961), puis ministre de la coopération (1962), il est ensuite conseiller à Bâle, puis directeur de cabinet du général de Gaulle, président de la République (1967), ambassadeur à Mexico (1969), à Dakar (1973) et simultanément dans plusieurs pays d'Afrique occidentale. Il était ambassadeur à Ottawa depuis 1977.]

M. Maurice Robert au Gabon

Le même J.O. publie la nomination de M. Maurice Robert comme ambassadeur au Gabon en remplacement de M. Maurice Delaunay.

[Le Monde du 25 octobre a publié la biographie du colonel Maurice Robert, ancien chef de service au SDRG. C'est à cette nomination que faisait allusion M. Couve de Murville dans son discours de mercredi 7 novembre devant l'Assemblée nationale, protestant contre « la confusion des genres » et le fait que l'on puisse affirmer que le nom d'ambassadeur ait été « détourné » de sa demande du président du Gabon.]

VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES - Place d'Armes
DIMANCHE 11 NOVEMBRE, à 14 heures
TABLEAUX ANCIENS
OBJETS D'ART ET DE BEL ÉPOQUE CHARLES-X
MEUBLES ET OBJETS D'ART D'ÉPOQUE CHARLES-X
SIÈGES ET MEUBLES DES XVII^e ET XVIII^e
TAPISSERIES D'AUBUSSON, BEAUVAIS, BRUXELLES
M^{rs} Paul MARTIN, M^{rs} Jacques MARTIN, commissaires-priseurs associés,
3, Impasse Cheval-Légers - Tél. : 950-88-08.
Exposition : vendredi 9 de 9 à 12 h., de 14 à 18 h., et de 21 à 23 h.
et samedi 10 de 9 à 12 h., et de 14 à 18 h.

LE MONDE
mercredi 14 novembre à la disposition
de vos services des journaux
d'annonces immobilières
vous trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN A PARIS DIMANCHE

M. Francesco Cossiga, président du conseil italien, est attendu à Paris, dimanche 11 novembre, pour les entretiens annuels franco-italiens.

M. Cossiga sera reçu le lendemain, lundi, par le président Giscard d'Estaing pour un tête-à-tête, qui sera suivi d'un entretien élargi avec M. Barre et M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'État, chargé des affaires européennes.

Ces entretiens seront suivis d'un déjeuner à l'Élysée. Le président du Conseil italien s'entretenra le soir, à 19 heures, avec M. Barre, qui le recevra ensuite à dîner. Il quittera Paris le 13 dans la matinée.

M. Hunt, porte-parole de l'Élysée, a souligné que cette visite est la première qu'effectue en France M. Cossiga depuis qu'il est président du Conseil et qu'elle précède le Conseil européen de Dublin. Ces entretiens franco-italiens, qui n'auront pas d'ordre du jour, porteront surtout sur les problèmes européens et sur les questions bilatérales.

Si vous faites partie du monde des hommes grands ou costauds...

...notez 2 bonnes adresses à Paris pour vous habiller en prêt à porter : des jeans au smoking, du blouson à l'ensemble de ski...
86 av. Ledru-Rollin 12^e 628.18.24
et 79 av. des Ternes 17^e 574.35.13
BERDY (PUBLICITE)

Italie

TROIS « AUTONOMES » ARRÊTÉS EN POSSESSION DE MISSILES SOL-AIR (De notre correspondant.)

Rome. — Trois « autonomes » romains ont été arrêtés, le jeudi 8 novembre, par les carabinieri dans une petite ville proche de Chieti (Abruzzes). Ils étaient en possession de deux missiles sol-air. Parmi eux, Daniele Pifano, employé au service de radiologie du grand hôpital de Rome, le Policlinico. Cet ancien étudiant en médecine, âgé de trente-trois ans, est l'un des chefs de l'Autonomie ouvrière à Rome. Les autres inculpés travaillent dans le même établissement. Il s'agit d'un médecin, Giorgio Baumgartner, vingt-neuf ans, d'un employé, Giuseppe Luciano, trente-trois ans. C'est la première fois que des armes de cette importance sont saisies chez des terroristes présumés en Italie.

De son côté, la police a découvert une « base » terroriste, le mercredi 7 novembre, à Saluzzo, près de Cuneo. Trois personnes recherchées depuis longtemps pour activités subversives — Claudio Vito, Elena Vento et Massimo Lorimer — ont été arrêtées. Une quatrième a réussi à s'enfuir. La « base » contenait des armes, des munitions et de nombreux documents. — R. S.

Pologne

SOIXANTE-DEUX MINEURS ONT TROUVÉ LA MORT, EN UN MOIS, DANS LES BASSINS DE SILÉSIE.

Varsovie (A.F.P.). — Les vingt mineurs bloqués, depuis le 30 octobre, par 200 mètres de profondeur au fond de la mine Silesia, en Haute-Silésie, ont été retrouvés morts par les équipes de sauvetage, à 10-on après, jeudi 8 novembre, au ministère des mines de Varsovie.

La catastrophe, provoquée par l'incendie d'un tapis roulant, avait déjà fait deux morts. Il s'agit de la troisième en un mois dans les bassins de Silésie, et le bilan global est de soixante-deux morts.

Le 2 octobre, sept mineurs avaient été tués lors d'une brutale éruption de gaz dans une mine de Walbrzych (Basse-Silésie). Le 10 octobre, un « coup de poussoir » avait fait trente-trois morts à Bytom (Haute-Silésie).

La Pologne est le quatrième producteur mondial de charbon. La cadence d'extraction, qui ne cesse de s'accroître, avait atteint dans le courant du mois d'octobre, selon une dépêche de l'agence officielle P.A.P., le rythme de 640 000 à 645 000 tonnes par jour. Pour la première fois cette année, l'extraction de houille en Pologne franchira le cap des 200 millions de tonnes. Quelque 40 millions de tonnes sont destinées à l'exportation. L'objectif de 245 millions de tonnes a été fixé pour l'année 1985.

STREB

64, rue de Rennes
PARIS 6

dès Lundi
nouvelles collections
croisières pour celles
qui partent
au soleil

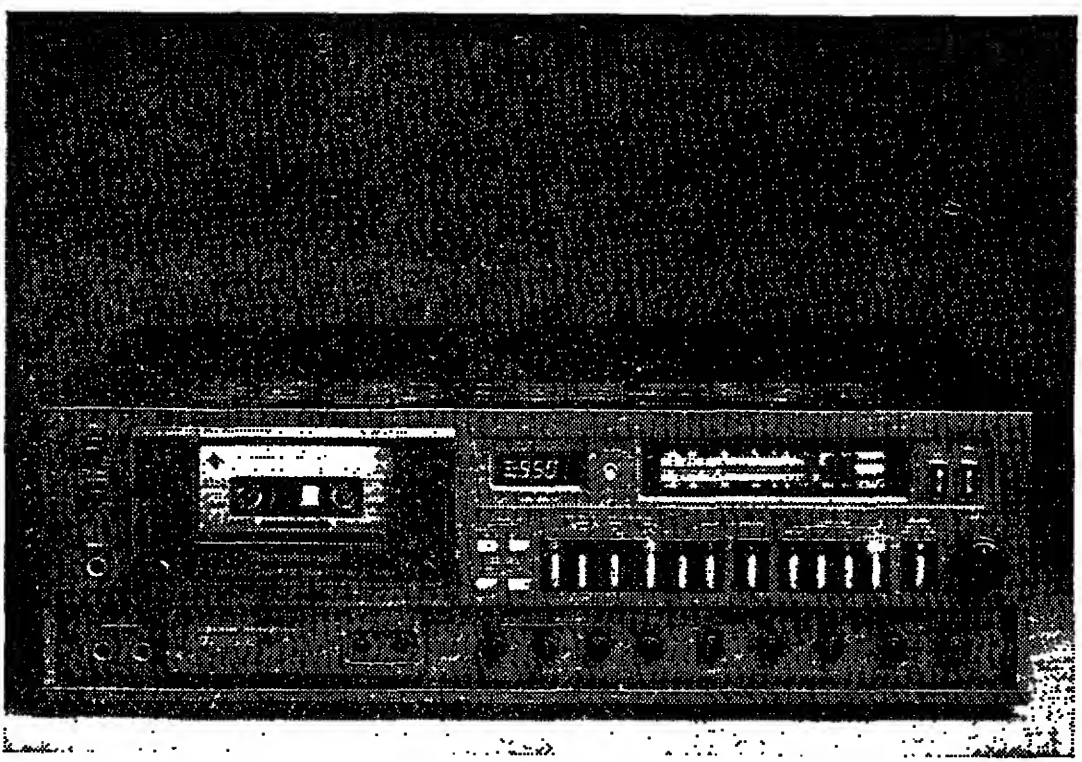
RESTAURANTS
CAFÉ
PAIX

Relais Capucines
Pour un dîner
ou un souper rapide,
à des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Opéra.
Sur réservation
au 260-15-50 poste 86-12.
Place de l'Opéra - Paris

RESTAURANTS
CAFÉ
PAIX

Aujourd'hui,
quelqu'un fait
mieux que
ce que faisait
Technics
l'année dernière.

C'est Technics.



Technics appartient au plus puissant groupe japonais électronique grand public, Matsushita Electric. Ce sont la puissance de ce groupe et l'importance de ses recherches qui font qu'aujourd'hui quelqu'un fait mieux que Technics. C'est Technics.

Une preuve ? La nouvelle platine-cassette RSM 95 Technics, 3 têtes, entraînement direct, réglée par quartz. C'est une platine-cassette révolutionnaire, spécialement conçue pour la nouvelle génération des cassettes à enregistrement sur bande métallique. En effet, elle concurrencera les performances des magnétophones à bandes les plus sophistiqués. Conçue pour la bande métallique, la RSM 95 Technics est équipée d'une tête auto-nettoyante spécialement étudiée pour résoudre le délicat problème d'effacement résiduel sur ce type de bande. De plus la RSM 95 offre un sélecteur de bandes à 4 positions, chacune d'elles bénéficie

en outre d'un réglage lin de polarisation individuel. A toutes ces innovations, on doit ajouter également un système de régulation de tension de bande par micro-processeur incorporé à l'entraînement des bobines ; résultat : le pléage et le sautillonnage sont réduits à 1/10^e % et la stabilité de vitesse à ± 0,1 %.

Enfin la RSM 95 Technics offre un indicateur FL Meter avec mémorisation de crête ; un compteur de reprises à micro-processeur ; un triple mode de mémoire et un double Dolby entrée/sortie.

Cette année encore Technics a su innover, et ce souci d'innovation vous le retrouverez dans tous les éléments Technics, qu'il s'agisse des enceintes, des amplis, des tuners, ou des platines.

Technics, toute une gamme d'éléments hi-fi de moins de 1.000 F à plus de 100.000 F.

Technics

13-15, rue des Frères Lumière, 91500 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 805.44.66.
TECHNICS, PANASONIC ET NATIONAL, 3 MARQUES DE MATSUSHITA ELECTRIC.

مكتبة الأمل

EUROPE

Allemagne fédérale

Le procès de Cologne est mené avec « une fermeté clairvoyante » estime M^e Serge Klarsfeld

Le procès de trois des principaux responsables allemands de la déportation des juifs français se poursuit à Cologne. Pendant sept audiences, l'ancien colonel SS Herbert Martin Hagen a été interrogé. La mémoire lui a fait défaut, soit qu'il s'agisse de reconnaître sa signature sur des documents où elle figure, soit pour expliquer son rôle auprès du général SS Karl Oberg. Herbert Hagen a affirmé qu'il n'en était que le traducteur.

Mais M^e Serge Klarsfeld a fait état de correspondances où M. René Bousquet, secrétaire général de la police française, évoquait « la folie » de Hagen, ou d'autres, émanant de responsables SS affirmant que Hagen était en réalité la « tête pensante » de Oberg.

Les débats progressent et, selon une déclaration de M^e Klarsfeld, rapportée par l'A.F.P., « vont à l'essentiel grâce à la fermeté clairvoyante du président ». Une cinquantaine de personnes, dont certaines portent l'insigne « Juif de France », suivent les audiences.

Au cours de l'audience du 8 novembre, l'assistance a bruyamment applaudi une intervention de l'avocat est-allemand Friedrich-Karl Kaul, représentant la partie civile de R.D.A. Le débat a été interrompu. Et M^e Serge Klarsfeld a reproché à M^e Kaul de chercher à exploiter ce procès à des fins politiques et personnelles. « M^e Kaul, a-t-il dit, ne vise qu'à indisposer le juge Fassbender (président du tribunal), qui est un homme intègre. »

Le président a repris verbalement Hagen, qui s'était permis de sourire après avoir été confronté à l'une des nombreuses contradictions entre ses souvenirs actuels et ses déclarations ou écrits passés.

C'est vers le 20 novembre, après l'interrogatoire de Kurt Lischka, qui seront entendus les premiers témoins français. — (A.F.P.)

« Heinrichsohn ? Un bon maire si gentil avec les enfants... »

A l'occasion du procès de trois des principaux responsables de la déportation des juifs de France (Lischka, Hagen et Heinrichsohn), les réactions de quel- que trois mille habitants de Burgstadt (Saxe) ont été recueillies par la deuxième chaîne de télévision.

Des personnes interrogées, 20 % ont estimé que Ernst Heinrichsohn, leur maire, ancien collaborateur de l'Office central des questions juives à Paris, condamné à mort par contumace en France, était parfaitement digne d'être maire et l'avait prouvé par ses réalisations au fil des années.

Ce fut aussi l'avis de personnes trop jeunes pour avoir été compromises d'une façon quelconque sous le régime nazi. La patronne d'un café a dit avoir entendu des témoins selon lesquels Heinrichsohn aurait éprouvé une sorte de satisfaction sadique à séduire et « embourber » pour les camps les enfants juifs de France. « Je ne peux pas le croire, car, à chacune de ses visites, il me manquait de caresser les joues de mon fils ou de lui apporter une friandise », dit-elle.

Même écho chez les représentants politiques. L'un des dirigeants régionaux de la C.D.R. a répondu par l'affirmative à la question de savoir si l'ancien

membre de la Gestapo de Paris était réellement l'homme le plus apte à diriger les affaires municipales de Burgstadt. Pour sa part, un représentant de l'opposition social-démocrate de la ville affirme tout ignorer du passé de Heinrichsohn et ajoute qu'il ne se sent pas obligé de se prononcer sur l'activité des responsables de la déportation des juifs de France.

Seul un pharmacien de Burgstadt a déclaré ne pas partager les vues de ses concitoyens, mais il a refusé de s'expliquer plus en détail de crainte, a-t-il dit, de perdre une partie de sa clientèle.

La même attitude fut sensible chez un groupe de très jeunes gens, lycéens pour la plupart. Ils dirent comprendre qu'ils avaient leurs propres idées sur la question, mais ils évitèrent de prendre nettement position, de peur, comme l'a dit l'un d'eux, « d'avoir des ennemis dans nos familles ou de nous couper de nos relations ».

Le reportage a été diffusé il y a quelques jours, à une heure de moyenne écoute, mais il n'a pas entraîné de réactions. Le président de la communauté juive de Berlin exprime bien sa vive préoccupation, mais les quotidiens de toutes tendances n'y ont consacré aucun commentaire. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

Mme Thatcher condamne un film de la B.B.C. sur le terrorisme irlandais

De notre correspondant

Londres. — Les relations entre le gouvernement conservateur et la B.B.C. sont difficiles, sont de nouveau tendues. Approuvées par la grande majorité des députés, et notamment par M. Callaghan, leader de l'opposition travailliste, Mme Thatcher a vigoureusement condamné jeudi 8 novembre les activités de l'équipe de « Panorama » — un des meilleurs et des plus populaires magazines d'actualité de la B.B.C. — en Irlande du Nord.

Le premier ministre a demandé l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles cette équipe aurait coopéré activement ou passivement avec les terroristes de l'I.R.A. dans le village de Carrickmore en Irlande du Nord. Selon les informations publiées dans des journaux de Belfast et de Dublin, l'équipe de la B.B.C. aurait « mis en scène » le contrôle de ce petit village de quatre cents habitants par un groupe de terroristes déployant leurs armes les plus modernes (mitrailleuses, fusils à pompe, etc.).

Cette version de l'affaire est totalement démentie par la B.B.C. Certes, dans un premier communiqué publié avant sa propre enquête, la « Corporation », après avoir indiqué que le programme ne serait pas diffusé, admettait que l'équipe semblait avoir contrevenu aux règles qui imposent à son personnel de consulter l'autorité supérieure avant de procéder à un tournage en Irlande impliquant la participation de terroristes.

Un problème de déontologie

Mais plus tard, la B.B.C. précisait que les quatre membres de l'équipe de « Panorama » étaient rendus à Carrickmore à la suite d'un coup de téléphone anonyme leur signalant qu'ils y trouveraient un « événement ».

Le communiqué de la B.B.C. souligne bien que l'équipe ne fut pas informée de ce qu'il allait se passer et ne demanda pas à l'I.R.A. l'autorisation de filmer. Il précise encore que le tournage dura seulement onze minutes, montrant une dizaine de terroristes armés, la circulation mais sans armes. Aucune conversation n'eut lieu entre l'I.R.A. et l'équipe de tournage, précise encore le communiqué. L'armée tout en qualifiant le tournage de « honteux », a cependant confirmé la version de l'affaire donnée par la B.B.C.

Sans attendre les explications, Mme Thatcher avait sans hésiter

accepté la version de la collusion entre l'I.R.A. et la B.B.C. colportée par les journaux irlandais. De son côté, M. Callaghan souligna que le devoir des médias était de rapporter les nouvelles mais non de les « monter ».

L'enquête perçut peut-être d'éclaircir certains points encore obscurs. A s'en tenir au communiqué de la B.B.C., il semble que l'équipe de « Panorama » ait été par un réflexe professionnel, et à la recherche du sensationnel, allé dupé par l'I.R.A. désireuse de monter une opération de propagande. Mais l'équipe n'aurait-elle pas dû communiquer l'information reçue au téléphone aux services de sécurité ? La loi de 1978 sur la prévention du terrorisme n'impose une telle obligation que s'il s'agit d'informations qui pourraient amener à l'arrestation d'un terroriste. Elle n'a jamais été évoquée contre les représentants des médias.

Néanmoins pour le *Daily Telegraph*, l'équipe de « Panorama » s'est conduite de manière « odieuse », et son action aurait pu mettre des vies en danger et, en tout cas, servir la propagande ennemie. L'affaire pose un problème de déontologie, comme les journalistes français en ont connu à l'époque de la guerre d'Algérie. Le Syndicat des journalistes a protesté contre les allégations faussées des journaux irlandais qui, à son avis, ont mis en cause la liberté d'expression de la B.B.C. et l'intégrité professionnelle de ses journalistes. En tout cas, la rapidité avec laquelle Mme Thatcher et ses amis, et dans une certaine mesure M. Callaghan, ont critiqué la B.B.C. sans attendre la moindre confirmation des rapports de presse, confirme la méfiance des milieux politiques et notamment des conservateurs envers la B.B.C., suspectée de compter dans ses rangs un nombre substantiel de gauchistes et même de révolutionnaires.

HENRI PIERRE.

Irlande

Nouveau revers du parti de M. Lynch aux élections partielles

De notre correspondant

Dublin. — Après une première défaite écrasante aux élections municipales et européennes en juin, le gouvernement de M. Lynch (Fianna Fail), allié du R.P.R. à l'Assemblée européenne, vient de subir un nouveau revers aux deux scrutins partiels du 7 novembre. Le parti principal de l'opposition, Fine Gael, centriste, membre du groupe démocrate-chrétien à l'Assemblée européenne, a la surprise générale, a remporté les deux sièges, celui de la ville de Cork ainsi que celui de Cork Nord-Est, dans le sud du pays.

Ce résultat n'a pas de conséquences graves pour le gouvernement, avec quatre-vingt-quatre sièges sur cent quarante-quatre au Parlement. Mais une telle défaite dans sa propre ville où il avait obtenu 80 % des voix aux élections législatives de 1977, est particulièrement inquiétante pour M. Lynch en visite aux Etats-Unis.

Le grand vainqueur est le chef

du parti Fine Gael, M. Garret Fitzgerald, ancien ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de coalition précédent. Pour M. Fitzgerald, successeur de M. Cosgrave qui a donné sa démission à la suite de la défaite écrasante du parti en 1977 (quarante et un sièges sur cent quarante-quatre), c'était la première occasion de sonder l'opinion sur l'efficacité de la nouvelle image dynamique de centre gauche qu'il essayait de projeter. Ce résultat lui servira certainement d'aiguillon dans sa confrontation avec la vieille garde conservatrice au sein du parti.

Le pourcentage des voix obtenues dans la ville industrielle de Cork a augmenté de 11 %, tandis que celui de Fianna Fail est tombé de 59 à 37 % des voix. Selon M. Fitzgerald, son parti, avec un tel appui de voix au scrutin de 1981, serait en mesure d'administrer seul le pays pour la première fois depuis cinquante ans.

JOE MULHOLLAND.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE TOTAL DES REFUGIES AFGHANS AU PAKISTAN s'élève à 233 000, a indiqué, jeudi 8 novembre à Genève un communiqué du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui estime à environ 9 000 le nombre des personnes originaires d'Afghanistan qui se réfugient chaque semaine au Pakistan. D'autre part, un des dirigeants de la rébellion musulmane contre le régime pro-soviétique du président Amin a affirmé jeudi, à Rome, que 4 millions d'habitants du centre de l'Afghanistan sont menacés d'extermination par le froid et la famine. L'hiver ayant déjà débuté, les réfugiés qui ont été butés alors qu'ils cherchaient à fuir le pays ont subi de graves souffrances.

Bresil

● LES METALLURGISTES DE SAO PAULO, en grève depuis le 28 octobre, ont décidé, le jeudi 8 novembre, de mettre un terme à leur mouvement revendicatif. En revanche, les métallos de Guarulhos, dans la banlieue de Sao Paulo, ont voté la poursuite de la grève. Les syndicats demandent une augmentation de salaire de 33 %, des hausses de 58 à 67 % ont été obtenues, selon les catégories. — (A.F.P.)

Cameroun

● LE PRESIDENT AHMADOU AHIDJO a procédé, jeudi 8 novembre, à un remaniement ministériel. Conseiller du chef de l'Etat, M. Guillaume Bwele a été nommé ministre de l'Information et de la culture. Le ministre des finances, M. Marcel Yondo, est remplacé par le président des chemins de fer camerounais, M. Gilbert Ntang.

Pakistan

● LE GENERAL EN RETRAITE ASGHAR KHAN, chef de l'opposition Tehrik parti centriste, a lancé, de la prison où il est actuellement détenu (le 19 octobre), un appel à la grève générale en invitant les Pakistanais à suspendre toute activité le 17 novembre, date à laquelle devaient se dérouler les élections générales dont le général Zia ul Haq a, le 19 octobre, déclaré l'ajournement.

Portugal

● M. MARIO SOARES, secrétaire général du parti socialiste portugais, a présenté, le jeudi 8 novembre, le programme que son parti entend appliquer s'il remporte les élections législatives du 2 décembre. M. Soares a annoncé que les socialistes lutteraient en priorité contre la hausse du coût de la vie, le chômage et la pénurie de logement. Ils mettront en place un système de sécurité sociale et augmenteront les allocations de personnes âgées et des titulaires de pensions.

Roumanie

● M. FRANCOIS MITTERRAND est arrivé jeudi 8 novembre à Bucarest pour une visite à l'invitation de M. Nicolas Ceausescu, chef de l'Etat et du parti roumain.

Suède

● HUIT RESSORTISSANTS POLONAIS ont été arrêtés mercredi 7 novembre par la police suédoise qui les soupçonne d'espionnage. Ces arrestations ont eu lieu dans la région de Tidaholm, à 200 kilomètres au sud-ouest de Stockholm, où ces huit personnes, dont quatre femmes, venaient de louer une maison de campagne. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

● LE MINISTRE TCHÉCOSLOVAQUE des affaires étrangères a protesté la semaine dernière auprès des chefs des missions diplomatiques des Etats-Unis, de Suède et de Norvège contre les prises de position de leurs gouvernements sur la récente condamnation des six membres du VONS, a-t-on appris le jeudi 8 novembre à Prague de source diplomatique. Les ambassadeurs de France, du Canada, de Belgique, des Pays-Bas et d'Italie ont été convoqués pour le même motif, mais ces derniers n'ont pas revêtu un caractère de protestation, précise-t-on de même source.

Yougoslavie

● LE MARCHEAL TITO A RECU LE MINISTRE CHINOIS des affaires étrangères, le jeudi 8 novembre, à Belgrade (Bosnie). M. Huang Hua, qui se trouvait en visite officielle en Yougoslavie depuis mardi, a notamment informé le chef de l'Etat yougoslave du déroulement et des résultats de la tournée européenne de M. Hua Guofeng. Il devait quitter ce vendredi Belgrade pour Bucarest. — (Reuter.)

Le verdict prononcé en février contre M^e Croissant va être examiné en cassation par la Cour fédérale

De notre correspondant

Bonn. — La Cour fédérale de Karlsruhe doit se prononcer, le 14 novembre, sur les pourvois en cassation, présentés aussi bien par la défense que par l'accusation, contre le verdict du tribunal de Stuttgart, qui, le 16 février, a condamné M^e Klaus Croissant à trois mois de prison (le Monde du 19 février 1979). En fait, les délibérations de la semaine prochaine seront surtout consacrées à la demande du parquet qui vise à obtenir une aggravation de la peine prononcée contre l'avocat.

Si le pourvoi de l'accusation était rejeté, M^e Croissant devrait, en principe, être libéré vers le 5 janvier. Compte tenu de la détention provisoire, il aura en effet accompli la totalité de sa peine. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'il bénéficie des mesures de clémence qui, dans l'Etat du Bade-Wurtemberg, interviennent traditionnellement à l'occasion des fêtes de Noël. Encore les autorités judiciaires allemandes n'ont-elles pas jusqu'ici fait preuve de beaucoup de souplesse à l'égard de M^e Croissant, puisque celui-ci aurait normalement dû être mis en liberté après l'exécution des deux tiers de sa peine.

Une procédure accessoire — mais très importante pour l'intéressé — concerne la prolongation de son passeport. La convention franco-allemande sur l'extradition prévoit, en effet, que, après sa libération, le condamné doit bénéficier d'un délai de trente jours, durant lesquels il peut de nouveau se rendre à l'étranger avant que les autorités judiciaires ne soient en mesure d'engager contre lui de nouvelles poursuites. Or la justice française, lorsqu'elle s'est prononcée pour l'extradition de M^e Croissant dans la République fédérale, n'a pas

accepté tous les chefs d'accusation formulés à son encontre.

En théorie, du moins, il est donc possible que l'on envisage ici d'engager contre l'avocat une seconde procédure lui reprochant d'avoir été « membre d'une association terroriste », crime qui peut entraîner jusqu'à dix ans de prison. Rien, toutefois, ne saurait être entrepris dans cette direction avant que M^e Croissant ne se soit vu accorder les moyens de quitter la République fédérale. Le tribunal administratif de Stuttgart a, certes, considéré, le 18 octobre, que la municipalité ne pouvait pas refuser la prolongation du passeport de l'avocat, mais ce jugement n'est pas encore exécutoire et peut encore faire l'objet d'un appel. Jusqu'ici, donc, M^e Croissant n'est pas assuré que, même après sa sortie de prison, il disposera des documents nécessaires pour quitter légalement la R.F.A., s'il le désire.

JEAN WETZ.

[M^e Robert Badinter, Jean-Denis Bredin, Joe Nordmann, J.-J. de Féllice, M.-F. Schmidlin et Philippe Waquet, avocats français de M^e Klaus Croissant, indiquent, dans un communiqué, que sont le pourvoi du parquet fera l'objet des débats du 14 novembre. Ils redoutent que celui de Klaus Croissant ne reste limité à une procédure écrite, non débattue oralement en audience publique.]

Les avocats rappellent d'autre part leur lettre de protestation à M. Raymond Barre contre « les violations flagrantes de la convention franco-allemande d'extradition », et notamment le fait que M^e Croissant ne puisse sortir du territoire allemand après sa libération.

Ils invitent tous ceux que préoccupe le sort de M^e Croissant à adresser des télégrammes de protestation aux autorités françaises et allemandes.]

RÉVEILLONS

Pourquoi ne pas passer les fêtes de fin d'année à l'étranger ?

Destinations	Départ	Nbre de Jours	Prix (F)
ATHÈNES	29/12	4 Jours	3.390
BUDAPEST	29/12	5 Jours	2.550
BRUXELLES	30/12	3 Jours	1.445
COPENHAGUE	29/12	4 Jours	2.590
DUBLIN	29/12	4 Jours	2.635
ISTAMBUL	29/12	4 Jours	2.850
LÉNINGRAD	29/12	4 Jours	2.250
LISBONNE	29/12	4 Jours	2.350
LONDRES	29/12	4 Jours	2.085
MARRAKECH	29/12	5 Jours	2.650
MOSCOU	29/12	4 Jours	2.400
TANGER	28/12	6 Jours	2.930
VARSOVIE	30/12	4 Jours	2.400
VIENNE	29/12	4 Jours	3.850

Brochure gratuite sur demande

le tourisme français

96, rue de la Victoire. Tél. 280.67.80

ص: ا من الا صل

Le Monde

politique

L'examen du budget de l'agriculture par les députés : les

Passable, mais peut mieux faire, c'est en gros l'impression qui se dégage de la discussion sur le budget de l'agriculture de l'Assemblée nationale. L'U.D.F. soutient avec mollesse son ministre, le R.P.R. reste dans l'expectative. Les socialistes, par la voix de M. Joxe, démolissent les auto-satisfactions de M. Méhaignerie, mais, par celle de M. Huguet, reconnaissent qu'une inflexion favorable est donnée avec l'accroissement des crédits d'équipement. Le parti communiste, enfin, toujours soucieux d'être à la pointe des revendications paysannes, celles des pro-

ducteurs de vin, de lait et de mouton, s'intéresse visiblement plus à la dimension européenne du débat qu'au budget proprement dit.

C'est qu'en réalité les esprits sont ailleurs. Ils sont d'abord à Strasbourg, où l'Assemblée européenne vient d'adopter des textes, qui, s'ils étaient appliqués, auraient des effets directs sur la politique agricole nationale. L'ensemble des parlementaires français s'y est opposé. Comment des désaccords pourraient-ils se manifester à Paris, alors qu'à Strasbourg le « parti français » rivalise avec nos partenaires euro-

péens ? C'est le premier paradoxe de ce débat. Le second est affaire de calendrier : ce budget tire sa logique des options de la loi d'orientation agricole, dont les députés n'ont pas encore été saisis. Difficile d'inventer l'accompagnement quand la phrase musicale n'est pas encore écrite. Il apparaît enfin peu logique aux parlementaires d'exprimer des avis sur le chapitre des industries agro-alimentaires, en présence du seul ministre de l'agriculture, qui est en fait dessaisi de ce secteur. M. le secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires est absent, et M. Joxe le fait remarquer.

M. Méhaignerie a, pour son budget 1980, des ambitions limitées. Il dégage quatre priorités. C'est-à-dire que parmi les crédits d'équipement augmentent ceux consacrés au remembrement, à l'hydraulique et à la forêt. La recherche agronomique est aussi particulièrement bien lotie. Il colmate les vides d'eau, dont l'ouverture lui avait été reprochée lors de la précédente discussion budgétaire : la subvention au BAPSA et l'enveloppe de la bonification d'intérêt ne représentent plus que 56 % du budget, contre 57,3 %. Ce budget est volontaire, mais de là à en faire un « bon budget », il y a une

Jeu 8 novembre, l'Assemblée nationale a examiné les crédits du budget de l'agriculture, qui s'élèvent à 25,3 milliards.

M. BISSON (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances pour les dépenses ordinaires, insiste sur une nécessaire modernisation de l'agriculture : « Si, dans les conditions actuelles des échanges internationaux, les exportations agricoles ne compensent pas, et de loin, le déficit pétrolier, il faut, à moins que nous nous devions d'exploiter au maximum les avantages dont nous disposons », il rappelle que la balance commerciale des exportations est de 24 milliards de francs, et déclare que le développement de la production va se heurter à un environnement extérieur hostile : « nous la pression conjuguée des organisations de consommateurs et du gouvernement britannique, on assiste à une mise en cause des incitations actuelles de la politique agricole commune ». Il assure que les mesures proposées « pour mettre fin au déséquilibre du marché laitier risquent de remettre en question le maintien d'une grande partie des 550 000 producteurs de lait français ».

M. JOXE (P.S.), rapporteur spécial pour les dépenses en capital, souligne que trois actions seulement bénéficient d'une certaine priorité : le remembrement, les travaux hydrauliques et la forêt. Il déclare que l'exode rural se poursuit et que les grandes exploitations « de type capitaliste se renforcent ». De 1970 à 1977, explique-t-il, les 5 000 plus grosses exploitations agricoles françaises ont réussi à acquérir 103 000 hectares, et c'est malgré tout un dispositif législatif qui devait empêcher les cumuls. L'endettement de l'agriculture, affirme-t-il, croît plus vite que celui de nos principaux partenaires de la C.E.E. : « la politique agricole commune est, avant tout, une politique destinée à favoriser le renforcement des grandes exploitations du nord de l'Europe », ajoute-t-il. Se fondant sur une enquête réalisée par l'U.D.F., il conclut que le revenu moyen des agriculteurs des régions les plus riches de la C.E.E. est de 100 000 francs, contre 40 000 francs pour les agriculteurs de la région parisienne.

M. JOXE (P.S.), rapporteur spécial pour les dépenses en capital, souligne que trois actions seulement bénéficient d'une certaine priorité : le remembrement, les travaux hydrauliques et la forêt. Il déclare que l'exode rural se poursuit et que les grandes exploitations « de type capitaliste se renforcent ». De 1970 à 1977, explique-t-il, les 5 000 plus grosses exploitations agricoles françaises ont réussi à acquérir 103 000 hectares, et c'est malgré tout un dispositif législatif qui devait empêcher les cumuls. L'endettement de l'agriculture, affirme-t-il, croît plus vite que celui de nos principaux partenaires de la C.E.E. : « la politique agricole commune est, avant tout, une politique destinée à favoriser le renforcement des grandes exploitations du nord de l'Europe », ajoute-t-il. Se fondant sur une enquête réalisée par l'U.D.F., il conclut que le revenu moyen des agriculteurs des régions les plus riches de la C.E.E. est de 100 000 francs, contre 40 000 francs pour les agriculteurs de la région parisienne.

M. PASTY (R.P.R.) : une crise grave

Dans la discussion générale, M. PASTY (R.P.R.) déclare : « Ce n'est pas une crise grave au sein des institutions européennes ». Il ajoute que deux conceptions de l'agriculture s'affrontent au sein de la communauté : « Celle des États maritimes tournée vers le commerce international (...) et celle des États continentaux et de l'intérieur qui, à l'exception de l'agriculture, représente un élément essentiel de leur puissance économique. (...) L'attitude actuelle des responsables de la communauté, affirme-t-il, est une déviation de leur incapacité à choisir entre ces deux conceptions. (...) Il demande que soient révisés à l'intérieur de la communauté les conditions d'une concurrence normale reposant sur les principes fondamentaux de la libre circulation des produits, de la préférence communautaire et de la solidarité financière ».

M. PASTY (R.P.R., Creuse) évoque le vote intervenu jeudi à Strasbourg réduisant les

dépenses budgétaires consacrées à la politique agricole commune. Il déclare : « Ce vote ouvre une crise grave au sein des institutions européennes ». Il ajoute que deux conceptions de l'agriculture s'affrontent au sein de la communauté : « Celle des États maritimes tournée vers le commerce international (...) et celle des États continentaux et de l'intérieur qui, à l'exception de l'agriculture, représente un élément essentiel de leur puissance économique. (...) L'attitude actuelle des responsables de la communauté, affirme-t-il, est une déviation de leur incapacité à choisir entre ces deux conceptions. (...) Il demande que soient révisés à l'intérieur de la communauté les conditions d'une concurrence normale reposant sur les principes fondamentaux de la libre circulation des produits, de la préférence communautaire et de la solidarité financière ».

LE BUDGET ET LES INSTITUTIONS

Le R.P.R. fait un accueil très réservé à la proposition de M. Barre

Invité par le chef de l'Etat à faire en sorte que la procédure adoptée par l'Assemblée nationale dans le déroulement de la discussion budgétaire ne contrevienne pas aux lois constitutionnelles (« le Monde » du 2 novembre), M. Raymond Barre a, jeudi 8 novembre, à l'hôtel Matignon, réuni le groupe R.P.R. et Roger Chénard, président du groupe U.D.F., en présence de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Il a examiné avec eux les moyens de surmonter le désaccord qui oppose le gouvernement au R.P.R. à propos du montant des économies budgétaires réclamées par les députés gaullistes.

Entre M. Raymond Barre et le R.P.R., le dialogue de sourds se poursuit. Le premier ministre a réaffirmé son refus de répondre favorablement à la demande d'économies de 2 milliards de francs formulée par le groupe gaulliste, du moins telle que cette demande est présentée par celui-ci. L'hôtel Matignon souligne, en effet, que « le gouvernement particulièrement attentif à toutes les économies possibles dans les dépenses de l'Etat avait présenté un budget dans lequel la progression du train de vie de l'Etat était strictement contenue ». Or, le R.P.R. persiste à juger dérisoire le montant des économies proposées par le gouvernement (200 millions de francs).

M. Barre a renvoyé une nouvelle fois la balle dans le camp gaulliste. « Si la majorité de l'Assemblée nationale a émis un tel effort supplémentaire d'économies soit réalisé, le gouvernement aurait toujours indiqué qu'il souhaitait répondre favorablement à cette demande et qu'il était prêt à mettre à la disposition des parlementaires tous les éléments d'information dont ceux-ci avaient besoin pour apprécier l'ampleur et les conséquences des économies qu'ils proposeraient », indique-t-on à l'hôtel Matignon. Autrement dit : si les députés gaullistes pensent que d'autres économies peuvent être réalisées,

Le premier ministre a proposé la constitution d'un groupe de travail « comprenant des représentants des deux formations de la majorité autour du ministre du budget qui serait chargé d'ici à la fin de la discussion budgétaire, à l'Assemblée nationale, de dégager des propositions d'économies ».

M. Labbé a fait un accueil très réservé à cette proposition. Il a indiqué notamment que le groupe R.P.R. était « prêt à examiner dans le détail les propositions d'économies qui seraient faites par le gouvernement », mais qu'il appartenait à celui-ci, et non aux députés, de « prendre l'initiative » de ces propositions.

(...) Nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

Il nous sommes prêts à accepter un vrai débat sur les dépenses publiques, à condition qu'on ne vote rien sans nous. Ce n'est pas nous qui sommes responsables des excédents. Notre contribution dans le domaine agricole est de 785 millions de francs et nous n'en recevons en retour que 571.

POUR VOS PREMIERES LUNETTES

LEROY met à votre disposition 50 spécialistes qui choisiront avec vous, une monture moderne, bien adaptée à votre visage et à votre personnalité. Pour le confort de votre vue.

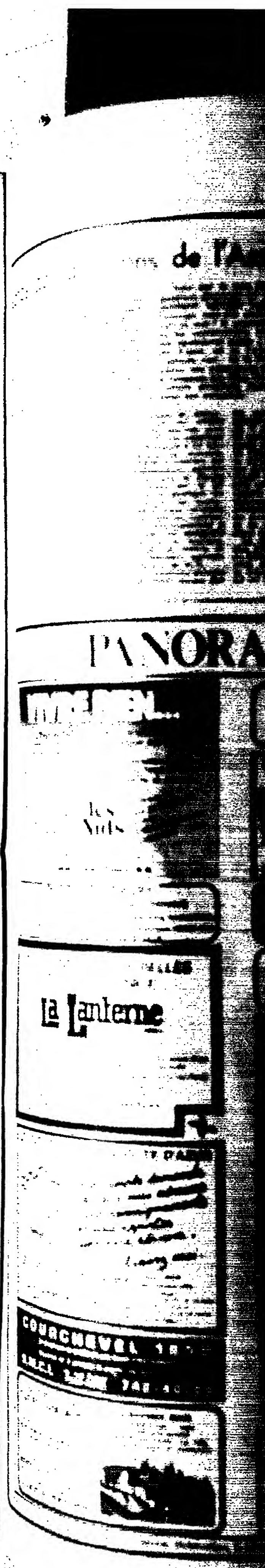
LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon

147, rue de Rennes
18, bd Haussmann
5, place des Terres

27, bd St-Michel
127, St-Antoine
30, bd Barbès

du Lundi au Samedi inclus
* et aussi un service d'urgence médicale.



M. Bourges : notre technologie égalera celle des États-Unis et de l'U.R.S.S.

Non au référendum communal

Le débat sur la loi de programmation militaire sera le terrain de la bataille pour le référendum communal. Sans voir, pour l'instant, l'agréable de la présentation d'un rapport. Les sénateurs reprennent ensuite, jusqu'à 1 heure du matin, l'examen de la loi. Ils développent les responsabilités des collectivités locales et émettent à l'information des élus et des citoyens, des propositions d'aménagement, puis à la consultation des habitants. Un ample débat s'engage alors sur la question : *un référendum*.

« Je ne sais pas s'il va y avoir, déclare M. DE TINGUY (Un. cent. Vendée), rapporteur de la commission des lois, une consultation des citoyens à l'échelon communal. La commission répond : Non ».

M. BECAM, secrétaire d'Etat à l'intérieur, a été vu. Que le Conseil d'Etat a-t-il consulté ? Il est vrai que les conseillers d'Etat sont partagés sur cette affaire. Il est vrai qu'ils ont conclu à la disposition de l'Etat de la loi. Mais c'est au Conseil constitutionnel qu'il appartient de se prononcer en derniers analyse.

« Je ne pense pas, dit-il, au long de ce débat qu'on ne peut pas faire la part ? L'audace, la prudence, est de dire que le résultat de la consultation sera positif ».

« Et non du conseil municipal ».

Par 286 voix contre 2, la proposition gouvernementale est repoussée, et les sénateurs approuvent 230 voix contre une disposition proposée par la commission des lois, à laquelle le secrétaire d'Etat a cédé, et qui prévoit une consultation des citoyens de la commune sur les affaires communales, mais souligne le rapporteur, « une consultation, c'est-à-dire un avis qu'on n'est pas obligé de suivre ».

A. G.

Le Comité interministériel du patrimoine, créé par le décret du 19 mars 1978, s'est réuni pour la première fois le 8 novembre sous la présidence de M. Raymond Barre, premier ministre. Si le ministère de la culture et de la communication est le responsable du patrimoine culturel, l'environnement et du cadre de vie étaient, au premier chef, concernés par cette réunion, le plupart des ministères étant également représentés puisqu'il s'agit de gérer une part non négligeable du patrimoine, ainsi que les mesures d'entretien et de conservation.

Les mesures étudiées et adoptées par le comité marquent un tournant dans la politique patrimoniale du gouvernement, qui semble ainsi devenir cohérente, passant des vœux pieux aux actions concrètes.

Ces divers groupes de travail avaient préparé le travail du comité. Le premier, animé par M. Michel Mancelot, président de la classe des monuments historiques, avait examiné les moyens

de garantir l'utilisation des monuments historiques par des personnes privées ; le second, présidé par M. Robert Toulmond, directeur général, avait étudié les problèmes posés par le financement de cette réutilisation ; le troisième, présidé par M. Jean-Philippe Lachaud, président de l'établissement public du Musée du XIX^e siècle, a examiné les ressources financières, procédures et mécanismes propres à favoriser la réutilisation des bâtiments anciens.

Le comité a décidé, qui concerne essentiellement les quelque trente mille immeubles inscrits au titre des monuments historiques, que le 31 décembre 1983, quels que soient les travaux en cours, les constructions de qualité non protégées, suivant trois ans d'évaluation, devront être détruites. L'abandon du patrimoine privé ; en facilitant la transmission des bâtiments aux associations de successeurs (première condition pour la sauvegarde des héritages), en favo-

COMITÉ FRANÇAIS CONTRE LA FAIM - CAMBODGE
42, rue Camborne - 75740 PARIS CEDEX 15.

Les organisations syndicales réformistes ont accueilli favorablement la nomination de M. Matteoli au ministère du travail. La C.G.T. et la C.F.D.T. se montrent C.G.T. et la C.F.D.T. se montrent, elles, plus réservées.

● M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, déclare connaître très bien M. Matteoli. « C'est un homme droit, ouvert au dialogue », dit-il.

M. Raymond Barre a déclaré jeudi, à la sortie de l'Elysée :
 « Premièrement, M. Matteotti est un homme qui a une grande expérience des problèmes du travail et de l'emploi. Président des Charbonnages de France, il a eu à résoudre de nombreux problèmes qui, dans certains cas, ont été des problèmes difficiles.
 Il s'en est acquitté avec capacité et succès.
 « Second, raison, M. Matteotti est un homme qui a bien compris les problèmes régionaux. Il a été longtemps en prise directe avec le problème de l'emploi et du chômage dans le Centre, et il a vu de près de quoi il s'agit. Il est d'ailleurs de la République a pensé qu'il était bon que, dans l'équipe générale du pays, une expérience acquise dans une grande entreprise comme la S.N.C.F. et les difficultés puisse être mise à profit pour traiter des problèmes généraux de l'emploi.
 « Enfin, M. Matteotti est à tout prix un homme fidèle à l'idée de participation. Vous connaissez ses sentiments à l'égard du général de Gaulle, du général de Larminat, Boulin, et vous connaissez aussi ses sentiments, ce soit un homme sur lequel on ne puisse pas discuter les questions de principe, les questions de matière qui puisse être chargée de ce dossier de la participation. »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F. présenté au comité central, réunit le mercredi 7 et le jeudi 8 novembre, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), un long rapport consacré à la situation de la jeunesse et à l'activité du mouvement communiste en direction des jeunes. Le comité central a décidé de lancer un « appel à la lutte » des jeunes pour la défense de leurs droits, le changement de la société, la construction d'un monde nouveau, et pour « vivre une vraie vie d'être humain ».

M. Mitterrand a affirmé que le comité central n'avait pas cédé de la situation politique et il a rappelé la position exprimée par M. Georges Marchais dans « l'Humanité » (« le Moniteur ») : « Le comité central du P.C.F. ne se laisse pas entraîner par les reprises des attaques contre les communistes », M. Roland Lebel a souligné que les attaques contre les communistes ont été reprises par la presse et souligne « l'importance et la nécessité du travail de la presse communiste ». L'un des motifs des attaques du P.C.F. contre la presse, a proposé de l'affaire Soulin, est en effet que ce parti est agité par les attaques de la presse et qu'il ne peut pas se défendre. M. Mitterrand a souligné que les attaques de la presse contre les communistes ont été reprises par la presse et souligne « l'importance et la nécessité du travail de la presse communiste ». L'un des motifs des attaques du P.C.F. contre la presse, a proposé de l'affaire Soulin, est en effet que ce parti est agité par les attaques de la presse et qu'il ne peut pas se défendre.

Le comité central a entendu, d'autre part, des informations sur la mise en place du nouvel Institut de recherches marxistes sur la réunion du conseil national, fixée aux 8 et 9 février prochain, et au cours de laquelle doivent être examinés les blâmes des intellectuels, et sur « la réunion commune du bureau politique et du secrétariat de la fédération de Paris, le 11 janvier dernier ». Cette dernière « information » a été faite par M. E. Laurent, membre du secrétariat, dont l'intervention doit paraître dans « l'Humanité », lundi 13 novembre.

M. PIERMANN estime que « la stratégie générale d'adaptation de nos besoins des sociétés multinationales et de recherche d'une action politique plus large — autrement dit, d'un consensus — pour mettre en œuvre cette politique, est la suivante : la jeunesse de la façon suivante :

« Au plan économique et social, avec le développement du chômage et des formes instables de contrats de travail, il s'agit de faire de la jeunesse travailleuse une main-d'œuvre sans droits, sans statut, sans protection sociale, sans possibilité de se libérer, déplaçable, malléable à loisir. »

« Au plan politique, une pression s'exerce sur la jeunesse pour qu'elle dépose les armes politiques, les responsabilités politiques, sont l'objet d'un accordement systématique. Associer le jeune de la jeunesse et la bourgeoisie à la confusion est le prétexte sous lequel on se rendrait compte de la jeunesse respective Des naissances pour que la bourgeoisie ne guère à empêcher des parties qui se trouvent dans la situation que la jeunesse ne peut pas s'entraîner. Pour lui imposer quand elle dispose de tous pouvoirs. Pour que soit atteinte la capacité d'intervention de la jeunesse dans la vie publique et nationale. »

» Au plan idéologique, les forces du capital s'efforcent à isoler et à démoraleiser la jeunesse en utilisant, par un mélange, et simultanément, de mensonge et de vérité. C'est ainsi que, à la manière de M. Beullac, les défenseurs du système en place se donnent les airs de moralistes et de moralistes réalisateurs dans la même mesure où ils encouragent les attitudes de lutte et l'immoralité. Je dirai même qu'ils organisent celle-ci, et qu'ils ont pu, peut-être, en l'Etat omnipotent, qui ne peut paralyser la France ne peut paralyser un trafic de drogue aussi massif, dégrader des milliers d'années de prévention de la délinquance, comme ils ont effacement tous les liens entre la dignité humaine. Cette idéologie qui rabaisse la liberté à la condition de toutes les pulations d'un individu, comment le maître de ses décisions, comment la réalité complètement manipulée de la libération dont un journal comme l'«*Observateur*» peut promouvoir la libération s'est fait le promoteur de la libération ? peut donner à cette attitude une couverture «*progressiste*».

assises nationales de février 1979. Le
ne s'était alors pas représenté. En
mal 1979, toujours militant inscrit au
R.P.R., M. Matteoli devient l'un des
secrétaires généraux de l'association
Carrefour du gaullisme créée par
M. Roland Nungesser, député (R.P.R.)
du Val-de-Marne.

Bien que n'ayant jamais brigué de
mandat électoral, M. Matteoli a tou-
jours été actif dans les instances du
mouvement gaulliste. Il a justifié
les espoirs que met le R.P.R. dans
la nomination du nouveau ministre.

Parallèlement à son action mili-
tante, M. Matteoli a, depuis 1948,
poursuivi sa carrière d'architecte
nagat. Normand, 1983 directeur du
service des matériaux et équipements de

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, il devient en 1957 secrétaire du conseil d'administration et, en 1973 président du conseil d'administration des Charbonnages de France. Au Conseil économique et social, il préside depuis 1978 la section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture. De 1988 à 1992, il fut commissaire à l'industrialisation du Nord - Pas-de-Calais.

Son action à la tête des Charbonnages a notamment permis à cette entreprise de réduire, sans créer de conflits sociaux, effectifs d'engagements massifs de la conversion de cette Industrie.

Au mouvement gauchiste, sa longévité prouve suffisamment que M. Matteoli s'était acquis l'estime des dirigeants successifs de la formation. Se gardant d'appartenir ouvertement à une cotéris, il y représentait le libéralisme et l'ouverture des gauchistes dits de gauche. De taille moyenne, toujours vêtu avec soin de costumes sombres, le cheveu brun, l'œil clair derrière d'épais sourcils, M. Matteoli est doté d'une éloquence précise et claire, qui n'est parfois pas dépourvue de conviction.

**à la jeunesse
à la lutte**

bre du secrétariat du P.C.F., s
suni le mercredi 7 et le jeudi
Val-de-Marne), un long rappor
jeunesse et à l'activité du part
unes. Le comité central a décidé
des jeunes pour la défense de
la société, la construction d'un
une vraie vie d'être humain ».

Le comité central n'avait pas dissimulé qu'il a rappelé la position exprimée dans « l'Humanité » (« le Monde », « l'Unité-Dimanche », M. Roland Leroy) sur les comportements habituels d'une telle importance et la nécessité de la vigilance contre les attaques du P.C.F. contre le P.S. Boulin, est en effet que ce parti a été soutenu à ses propres journaux, à ses revues, à sa « morale du journalisme » à ses « méthodes » qui comptent beaucoup pour les électeurs communistes.

d'autre part, des « informations » de l'Institut de recherches marxistes, actuellement fixée aux 8 et 9 février prochain, doivent être examinés les propositions de la réunion commune du bureau de la fédération de Paris, le 11 janvier. L'information a été faite par M. Pauliat, dont l'intervention doit être terminée le 12 novembre.

» Au plan politique, une forte pression s'exerce sur la jeunesse pour la dépolitiser. Les partis politiques, les responsables politiques, sont l'objet d'un dénigrement systématique. Avec le régime de jume de la « bande à quatre », la confusion entre les détenteurs de la puissance et les détenteurs sur leurs natures et les rôles respectifs. Des naïfs pensent que la bourgeoisie ne gagnait rien à trahir des partis qui la représentaient. Illusion que cette idée. Peu lui importe les partis quand elle dispose de tous les pouvoirs. Pour que soit atteinte la cause de l'intervention des travailleurs dans la vie publique et notamment celle des femmes.

M. Fiterman a ajouté : « Ce que nous proposons au comité central, c'est de lancer à la jeunesse un appel clair et déterminé à prendre tout d'un coup la parole et de classe contre la classe, d'exploiteuse et avec la classe ouvrière, un appel à lutter d'abord sur tous les terrains pour défendre sa vie et construire son avenir ».



1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

1

1

1
2
3
4
5



1
2
3
4
5

[illegible]

[The page contains faint, illegible markings and a large dark smudge at the top.]

POLITIQUE

LES SUITES DU DÉCÈS DE ROBERT BOULIN

L'enquête sur la violation du secret de l'instruction dans l'affaire de Ramatuelle

Le procureur de la République de Paris entend pendant sept heures M. Henri Tournet

Continuant l'enquête préliminaire dont l'a chargé M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, pour rechercher si des violations au secret de l'instruction ont été commises dans l'affaire des terrains de Ramatuelle, le procureur de la République de Paris, M. Christian Le Guenec, a entendu pendant sept heures, jeudi 8 novembre, M. Henri Tournet.

En sortant, ce dernier a déclaré aux journalistes : « Je suis très heureux d'avoir fait une déclaration à M. le procureur de la République en ce qui concerne cette affaire de violation du secret de l'instruction, car mes avocats sont sur le point de demander qu'une enquête soit menée à ce sujet par M. Van Rymsdyck, juge d'instruction à Caen. En effet, il me paraît évident que la violation du secret de l'instruction a commencé dès juillet 1978, à l'occasion de la suspension de mes prérogatives dans la Légion d'honneur, avec la prise d'un décret du 7 août et la parution de ce décret au « Journal officiel » du 19 août. Je dis de nouveau ma croyance dans le fait que la bonne foi du président de la République, du premier ministre et du grand chancelier a été surprise en la matière. »

Évoquant ensuite l'affaire de Ramatuelle, M. Tournet a déclaré : « Je n'ai jamais contacté le premier le moindre organe d'information, depuis ma libération, le 9 juillet 1978, mais je souligne cependant le fait que je ne suis pas lié par le secret de l'instruction. Depuis juillet 1978, je suis soumis à des pressions de toutes sortes et insultes de toutes parts dans des conditions déplorables. M. Tournet a encore déclaré vouloir s'en tenir à « trois principes fondamentaux » :

1. — Respect de l'institution démocratique dont M. Giscard d'Estaing est actuellement le garant ;

2. — Respect de l'autorité judiciaire qui doit juger des affaires de son ressort avec impartialité, mais aussi dans le calme et la sérénité reconstruits ;

3. — Respect de la liberté de la presse, base de la démocratie, à la condition que les informations publiées par cette presse soient l'expression incontestable des vérités reconnues fondées, quelles que soient les personnalités en cause. »

Les chefs de cour de Caen chez M. Peyrefitte

MM. Jean Ducros, premier président de la cour d'appel de Caen, et Albert Daussey, président du tribunal de grande instance de cette ville, ont été reçus, jeudi 8 novembre en soirée, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, à qui ils ont fait part de leur émotion devant les attaques dirigées contre M. le juge d'instruction Van Rymsdyck.

Après leur entrevue, MM. Ducros et Daussey se sont déclarés « intimement convaincus que ce magistrat a toujours fait preuve d'une totale discrétion et d'un respect absolu du secret de l'information », et qu'il ne s'est montré ni haineux ni partisan envers qui que ce soit, « référence aux accusations portées contre le juge d'instruction de Caen dans la lettre posthume de Robert Boulin. » Lorsque seront connus les résultats de l'enquête en cours, tout le monde en sera, comme nous, persuadé », ont ajouté les deux magistrats. « Alors — bientôt nous l'espérons — apparaîtra, pour tous, le caractère irréprochable du juge Van Rymsdyck. Sans, bien entendu, pour ceux qui sont de parti pris, les malveillants, ceux qui ont la haine au cœur. »

L'affront

Le 19 août 1979, le *Journal* a publié un décret du président de la République : en application des dispositions du code de la Légion d'honneur, M. Tournet (Henri, Pierre, Jean, Marie), officier de la Légion d'honneur du 28 décembre 1961, est « suspendu provisoirement » du droit de se prévaloir de ce titre et des prérogatives qui s'y rattachent.

Cette décision est prise, précise le décret, en application, notamment, de l'article R. 106 du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire (le *Monde* du 7 novembre) qui prévoit que « lorsque, devant la gravité des faits reprochés au légionnaire, le grand chancelier estime que celui-ci ne saurait profiter des délais que nécessite l'instruction normale de sa cause pour continuer à se prévaloir de son titre de membre de la Légion d'honneur et des prérogatives qui s'y rattachent, il propose au grand maître, après avis du conseil de l'ordre, la suspension provisoire immédiate du légionnaire en cause sans préjudice de la décision définitive qui sera prise à l'issue de la procédure normale ».

Certains juristes se déclarent surpris de cette interprétation du code — et M. Henri Tournet a d'ailleurs déposé un recours au Conseil d'État contre cette décision. Il relève, en effet, que l'article R. 106 vise « la procédure disciplinaire devant le conseil de l'ordre », laquelle ne peut s'exercer que dans deux situations tout à fait différentes : — en cas de condamnation pénale ;

— en cas de sanction pénale, auquel cas, le ministre des armées (article R. 100), les préfets (R. 101) ou les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires et consuls (R. 102) doivent informer le grand chancelier des faits ou fautes graves commis par les légionnaires ; aucune disposition ne semble prévoir, en revanche, que le ministre de la Justice doive

tenir le grand chancelier informé des instructions pénales ouvertes à l'encontre des membres de l'ordre, auquel il doit, en revanche, transmettre les « copies de tous les jugements et arrêts rendus en matière criminelle et correctionnelle concernant des membres de l'ordre » (article R. 90).

Le grand chancelier n'a pas été saisi par les interlocuteurs visés par les articles R. 100, R. 101 et R. 102 ;

— il a agi en violation de la règle du secret de l'instruction pénale, paraissant même y ajouter une confusion entre inculpation et culpabilité avérée. D'autre part, M. André Vidart, qui a déposé le recours au conseil d'État, estime, dans son mémoire amplifié, que la procédure disciplinaire n'a pas été respectée. La « suspension totale ou partielle » — une des trois peines prévues par l'article R. 89 — ne pouvait être prononcée qu'après que l'intéressé eût été averti par M. le

grand chancelier de l'ouverture d'une action disciplinaire à son encontre et qu'il eût été donné connaissance des pièces de son dossier, et après qu'il eût été entendu à cette occasion à sa défense (articles R. 103 et 104). Aucune de ces garanties n'aurait, en l'espèce, été respectée.

Enfin, la publicité donnée à cette affaire est, juge M. Tournet, tout à fait nuisible à ses intérêts et susceptible d'affecter son opinion que peuvent avoir de lui le juge d'instruction comme les témoins de l'affaire dans laquelle il est mis en cause. Tous ses propos le prouvent. M. Tournet — qui s'attendait à recevoir d'une année à l'autre la cravate de commandeur, grâce, notamment, aux recommandations de ses amis Robert Boulin et Jacques Foccart — a été durement ébranlé par la suspension dont il fait l'objet. « On peut tout me faire, déclare-t-il récemment : me mettre en prison, me faire voler, mais ma Légion d'honneur, c'est sacré. » Qu'il aille à la justice immanente. Mais cela n'a rien à voir avec la liberté de la presse qui doit absolument exister (...).

« Die Zeit » : une crise profonde

De notre correspondant

Bonn. — Jusqu'ici la presse ouest-allemande a fait preuve, dans l'ensemble, de pas mal de prudence et de réserve dans ses commentaires sur l'affaire Boulin et les autres « scandales » qui agitent la vie politique française. En dépit de leurs efforts pour ne pas trop dénigrer la situation de l'autre côté du Rhin, les journaux de la R.F.A. ne parviennent quand même pas à dissimuler leurs inquiétudes sur « l'état de la démocratie française ».

Des inquiétudes similaires agitent d'ailleurs les milieux gouvernementaux, bien que ceux-ci fassent de leur mieux pour dissimuler leurs préoccupations. De

puis quelques années déjà, la politique de la R.F.A. s'appuie tout spécialement sur une étroite coopération avec le gouvernement français. Alors que les tensions se sont multipliées dans les rapports avec Washington, le « couple franco-allemand » paraissait offrir une base solide pour l'action internationale de la République fédérale. Aussi, les récentes péripéties politiques en France amènent-elles aujourd'hui les dirigeants de Bonn à se demander si tous leurs calculs ne risquent pas d'être compromis par l'instabilité profonde qui paraît aujour-

d'hui se manifester en France et qui se traduit par des prises de position « révision déclinantes » de leur politique étrangère. Comme en beaucoup d'autres occasions, sous la signature de Klaus-Peter Grottel, se pose le « couple franco-allemand » la question de la situation française. Les manchettes de cette correspondance paraissent donc donner à penser que les réactions ouest-allemandes. Sous le titre « Les affaires pèsent sur la République », on peut lire encore que « la presse est mise en bon état d'alarme » alors que « les politiciens se lavent les mains ». Une introduction résume les thèmes de cette analyse : « Les diamants de Bokassa ont tout d'abord placé le président dans la pénombre. Maintenant le suicide du ministre du travail cause des remous sans cesse plus larges. Les scandales conduisent à se demander quel est l'état de la démocratie française. »

S'efforçant de voir clair dans une situation extrêmement complexe, le correspondant de *Die Zeit* constate tout d'abord que l'affaire Boulin « secoue le paysage politique français comme un tremblement de terre ». Aussi y voit-il le symptôme d'un malaise fondamental. Celui-ci serait dû essentiellement au fait que la démocratie « est devenue une voie à sens unique » : les électeurs donnent leurs voix aux politiciens et seraient ensuite ignorés. De même est critiqué le système en vertu duquel les ministres ne sont pas responsables devant le Parlement mais exclusivement devant le chef de l'État. Plus grave encore serait le fait que « l'opposition n'a plus de rôle à jouer » et que les « questions concrètes » sur les circonstances de la mort de Robert Boulin ou sur les rapports entre le président Giscard d'Estaing et Bokassa. La conclusion du journaliste ouest-allemand est que la France serait en proie à une crise profonde permettant de mettre en doute le fonctionnement de sa démocratie.

JEAN WETZ.

LE FRONT NATIONAL : un régime corrompu.

Le Front national (extrême droite), que préside M. Jean-Marie Le Pen, « s'étend de l'indignation du chef de l'État devant des campagnes de presse qu'il ne se fait, pourtant, pas faute de nourrir, au détriment de ses concurrents politiques, lorsqu'il était ministre des finances ». Il « s'étend » aussi, « des propos du président de l'Assemblée nationale parlant d'assassiner » alors qu'il a, pour sa part, surélevé à des accusations bien plus graves : le « régime corrompu » et la « fausse démocratie trahies par la « bande des quatre » et incitant un gouvernement de saint public au service de la nation. »

... et celles du P.C.

L'humanité du 11 octobre : Michel Naudy écrit : « L'Élysée peut régler des démentis qui n'en sont pas, il restera l'essentiel, à savoir, comme toujours, la politique. » Car les rumeurs, les pierres et les plaquettes peuvent bien être contées, le néo-colonialisme giscardien demeure et les parachutistes font régner son ordre à Bangui. M. Robert Ballanger demande, dans une question écrite au premier ministre, le 11 octobre, d'établir le montant des cadeaux offerts par les chefs d'État.

Les réactions du P.S.

M. François Mitterrand, le 30 octobre à Lisbourg : « Qui ne serait bouleversé par cette mort et par le drame qu'elle traduit ? Comme l'a fait le P.S., je m'incline devant la douleur de sa famille et de ses amis et je pense que ce serait faire œuvre nécessaire que d'apporter dans cette affaire toute la clarté utile. » M. Georges Filloud, le 30 octobre au Palais-Bourbon : « Nous ne nous associerons pas à la campagne de ceux qui, dans ces circonstances tragiques, ne manqueraient pas d'accuser la presse. La presse accompli son devoir en informant les citoyens. »

... et celles du P.C.

M. Georges Marchais, le 30 octobre, déclare : « Je tiens à dire aujourd'hui que, si mes yeux, quels que soient les préjugés que l'on peut éventuellement faire à l'égard du public, rien ne saurait justifier les campagnes de discrédit personnel, campagnes « nourries d'affirmations sans preuves, d'insultes, de manipulations des faits déformés ou grossis, quand ce n'est pas de la falsification, du mensonge et de la haine. »

Les réactions du P.S.

M. François Mitterrand était intervenu à l'Assemblée nationale, le 5 octobre (avant que le Camard enchaîné ne lance l'affaire) pour signifier : « Les parties de chasse en Centrafrique, les aspects touchants, les scènes de famille, mon parent, mon frère ! » Notre pays a été couronné », ajoutait-il.

Les réactions du P.S.

M. François Mitterrand, le 10 octobre, après les révélations du Camard enchaîné : « Dans l'état actuel de cette affaire, je ne suis pas juge des faits, mais beaucoup d'éléments m'échappent. C'est une affaire si délicate que je me garderai de tirer des conclusions sur lesquelles je n'aurais pas moi-même réfléchi. » M. Paul Quilès, le 10 octobre au Palais-Bourbon : « Il s'agit d'une affaire trop sérieuse, tant en cause l'honneur du président de la République, pour pouvoir la faire passer à la légèreté, avant tout, prouver l'irréfutable des faits. »

Les réactions du P.S.

Le groupe socialiste dépose, le 10 octobre, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur les conditions de l'intervention militaire française en Centrafrique ». L'exposé des motifs évoque « le rôle qu'aurait pu jouer dans cette affaire certains intérêts particuliers liés notamment à de très hauts personnages de l'État. »

Les réactions du P.S.

M. Georges Filloud écrit dans *Répertoire*, le 16 octobre, à propos du démantèlement des archives de l'Empire Centrafricain : « Il y avait bien des soldats (...). On les a vus (...). M. Peyrefitte l'a reconnu. Alors, c'est au ministre de la défense de parler. Que faisait-il ses hommes ? Sur ordre de qui ? Pour quelle mission ? (...) Nous vous le redisons, messieurs : parlez ou partez. »

LA MORT DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Libres opinions

L'homme du 18 juin et le parti gaulliste

par DANIEL ANGLADE

Pendant quelques années encore, on se demandait si le général de Gaulle avait été l'homme du 18 juin ou le parti gaulliste. La réponse est venue avec la mort du général. On a vu que le parti gaulliste n'était qu'un parti de circonstance, un parti de façade, un parti de circonstance. Le général de Gaulle était l'homme du 18 juin, et le parti gaulliste n'était qu'un parti de circonstance.



REVERSO

la montre la plus snob de l'année

JAEGER-LECOULTRE

Genève

حزب الامم المتحدة

Le Monde

Société

LA MORT DE JACQUES MESRINE

Jacques Mesrine a été enterré, ce vendredi 9 novembre, au cimetière de Clichy (Hauts-de-Seine).

Avant l'inhumation, une cérémonie religieuse a eu lieu à l'église Saint-Vincent-de-Paul à Clichy, dont les portes avaient été fermées, tandis qu'une centaine de personnes stationnaient à l'extérieur.

Les conditions dans lesquelles le gangster a été tué par les policiers, le 2 novembre, à Paris, ont suscité, chez des lecteurs qui nous ont écrit, inquiétude, voire indignation. Certains n'hésitent pas à parler d'« exécution », voire d'« assassinat légal ».

Mesrine avait prévenu qu'il ne se laisserait pas prendre sans réagir ni tirer sur les policiers (il était constamment armé). Il avait prouvé sa détermination en tirant sur les policiers lors de la première tentative de remise en prison de M. Henri Lelièvre.

Jacques Mesrine avait tout fait pour que son odyssée criminelle s'achève ainsi. Il s'y attendait. Il avait donc fixé lui-même une règle du jeu où tout était permis. Mais qui doit, en l'occurrence, fixer la règle ? La loi ou le criminel ?

Mesrine tué, beaucoup de Français ont été soulagés. Les circonstances de sa mort paraissent être passées au compte profits et pertes de la peur collective. — Br. F.

M. J.-L. Pajart, de Paris, écrit :

Le contentement marqué par de nombreux citoyens au dévouement de l'« affaire Mesrine » ne doit pas masquer un autre aspect, beaucoup plus fondamental que l'élimination d'un malin. La police a-t-elle procédé à un règlement de comptes en abattant un ennemi, a-t-elle agi comme un justicier ou, conformément à la loi, comme un auxiliaire de la justice devant appréhender un criminel et le livrer ?

Les faits tels qu'ils ont été relatés dans la conférence de presse des responsables dont les médias se sont fait largement l'écho sont à cet égard très clairs. J. Mesrine aurait été tué depuis plusieurs jours par des policiers qui se seraient trouvés à quelques mètres de lui, son domicile était connu, l'appartement et la remise de la voiture auraient dû, dans ces conditions, être réalisables.

Il n'en a rien été. Un piège a été tendu et le feu a été ouvert sans sommation. L'ami de J. Mesrine est sorti de la voiture et elle a été incendiée alors qu'elle s'enfuyait. Il faut noter que tout n'avait aucune chance de s'échapper. Un acte de police n'est pas une chasse, un fermat, quel que soit le risque de l'opération.

Ces faits peuvent paraître mineurs. Il ne peut en être ainsi dès lors que les libertés publiques sont en cause et que pèse une présumption selon laquelle un organisme public a outrepassé ses droits : lorsque une police devient son propre justicier, elle se porte atteinte à la séparation des pouvoirs, fondement de nos institutions.

La démocratie est une chose fragile au maintien de laquelle chacun doit apporter son concours vigilant et constant.

M. C. Lefrant, de Paris, estime :

A supposer la condamnation à mort de Jacques Mesrine justifiée, comme je le pense, ce n'était pas aux forces de police d'en décider. Seule une cour d'assises, à l'issue d'une procédure légale assurant le respect des droits de la défense, avait qualité pour prononcer le châtiment suprême dans un arrêt susceptible d'un pourvoi en cassation.

Ainsi, les droits de l'homme, qui s'appliquent même aux personnes les plus abjectes, et la séparation des pouvoirs, l'exécutif s'étant substitué à la justice, ont été bafoués.

Il est grave qu'aucune association de défense des droits de l'homme et qu'aucun barreau ne s'en soit ému.

DES POLICIERS MANIFESTENT CONTRE L'INSUFFISANCE DU BUDGET

La réunion d'information que le syndicat indépendant de la police nationale se proposait d'organiser, jeudi 8 novembre, à 10 h. 30, sur le parvis Notre-Dame, ayant été interdite par la direction générale de la police nationale, M. Paul Guigou, secrétaire général du S.I.P.N., a tenu, lors d'une conférence de presse réunie au siège du syndicat une heure plus tard, de « particulièrement choquante » l'attitude de la D.G.P.N., ajoutant que cette façon de faire constituait « une atteinte à la liberté d'expression d'une organisation syndicale représentative et comportait des risques de jurisprudence ».

La réunion prévue initialement avait pour but d'alerter l'opinion publique quant aux « déclarations notables du budget de l'intérieur, chapitre police, qui viendra en discussion le 12 novembre à l'Assemblée nationale ». Selon l'organisation syndicale, le budget 1980, « a budget de misère », devrait, s'il était voté en l'état, se traduire par la suppression de cent vingt-six emplois.

Dans la matinée du 8 novembre, observant une grève du zèle, les policiers affiliés au S.I.P.N. ont distribué des tracts à la population, où l'on pouvait notamment lire : « Français, Français, nous ne pouvons plus assurer votre sécurité. Soyez prudents ».



la compagnie aérienne du Moyen-Orient.

APRÈS L'AGRESSION CONTRE UN POLICIER A ANTONY (Hauts-de-Seine)

Coups de feu dans un quartier convenable

Les enquêteurs de la 10^e brigade territoriale recherchent toujours les mobiles de l'agression perpétrée, dans la nuit du 6 au 7 novembre, à Antony (Hauts-de-Seine), contre un gardien de la paix, M. Jean-Claude Perron. Hospitalisé à Boucaut, la victime, qui serait hors de danger, n'a encore pu, toutefois, être entendue par ses collègues (« Le Monde » du 9 novembre).

Qui viendrait chercher dans la cité des Bas-Graviers, à Antony, l'image trop galvaudée des H.L.M. lépreuses qui ceinturent tant de banlieues, aurait fait fausse route. Deux tours massives plantées parmi quelques immeubles s'en tenant sagement à cinq niveaux, des façades étonnamment propres, des pelouses chichement caloulées mais bien tenues, et, tout autour, des pavillons astiqués des pieds à la tête, voilà pour le décor. Et qui aurait pu croire, jusqu'à ces derniers jours, sentir passer dans ces dos, à la nuit tombée, le petit frisson de l'angoisse en aurait été pour ses frais.

« Poli et aimable »

« Ici, aux Bas-Graviers, rien que des jeunes couples avec des enfants, généralement très polis. Et rien que des gens convenables, des gens tranquilles », dit la gardienne. Les Perron, qui habitent la cité depuis 1974 avec leurs deux fillettes, ne font pas exception à la règle : « Des personnes très discrètes », comme les décrit une voisine. Mais lui, le « fil », n'avait-il pas tendance, peut-être, à « rouler des mécaniques » ? « Jamais, jamais », répond-il.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

A LA COUR DE CASSATION

La police et l'ouverture du coffre d'une automobile

Comme les magistrats de la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris et de la treizième chambre de la cour de Paris, la chambre criminelle de la Cour de cassation a estimé que M. Michel Trignol, éducateur, avait commis un délit, le 27 janvier 1978, en refusant d'ouvrir le coffre de sa voiture lorsque des policiers, Porte Maillot, à Paris, le lui demandèrent, à l'occasion d'un des barrages mis en place pour retrouver les ravisseurs de M. Edouard-Jean Empain.

Condamné en première instance à un mois d'emprisonnement avec sursis et 500 francs d'amende, et en appel à une simple amende de 500 francs avec sursis non inscrite à son casier judiciaire, M. Trignol avait formé par l'entremise de son avocat, M. Martine Scemama, un pourvoi contre l'arrêt de la cour d'appel, afin que la cour suprême pût se prononcer sur la légalité de la fouille des coffres de voitures, qu'il considère comme une atteinte injustifiée à la liberté individuelle des citoyens. Soutenant le pourvoi, M. Arnaud Lyon-Caen a plaidé que les juges de fond avaient détourné de son objet l'article 4 du code de la route, qui a trait aux infractions de la circulation routière, en l'appliquant au cas de M. Trignol. Il a également fait état d'un arrêt rendu le 12 janvier 1977 par le Conseil constitutionnel, qui a déclaré contraire à la Constitution une loi permettant la fouille des véhicules, « porte ouverte à l'arbitraire ».

Statuant sur le rapport de M. Paul-Julien Doll, conseiller, la chambre criminelle, présidée par M. Pierre Mongin, a rejeté le pourvoi conformément aux conclusions de M. Clerget, avocat général, remarquant que l'officier de police judiciaire qui interpella M. Trignol agissait « en application des dispositions des articles 53 et suivants du code de procédure pénale, dans le cadre d'investigations conduites selon un plan précis de recherches et relatives à un crime flagrant d'enlèvement et de séquestration de personnes consommé dans la même ville ».

M. LANFRANCO PACE A ÉTÉ EXTRADITÉ

M. Lanfranco Pace, trente-deux ans, a été remis, jeudi 8 novembre, aux autorités italiennes (nos dernières éditions), après que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris eût donné un avis favorable à son extradition mercredi 7 novembre (« Le Monde » du 9 novembre). M. Pace a été remis à la Chancellerie en annonçant son extradition, faisait l'objet d'un mandat d'arrêt en date du 29 août 1978 délivré par les autorités italiennes et comportant quarante-six chefs d'inculpation. La chambre d'accusation n'en a retenu que deux, la séquestration et l'assassinat de M. Aldo Moro, estimant que M. Pace avait eu un rôle de complice dans cette affaire, a autorisé son extradition.

M. Lionel Jospin, secrétaire national aux relations internationales du P.S., a déclaré : « L'arrêt d'extradition prononcé par la cour d'appel de Paris à l'encontre de Lanfranco Pace constitue une nouvelle atteinte aux règles du droit français. Une fois de plus, l'arbitraire se substitue au droit. Le parti socialiste, qui a toujours affirmé son attachement aux principes du droit et aux traditions de la France, dénonce l'arbitraire de Lanfranco Pace ne soit pas extradé. Il met à nouveau en garde l'opinion publique, au moment où s'engage la discussion sur la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme, contre les risques que toute législation d'exception peut faire peser sur les libertés ».

L'AFFAIRE « ALLO, P.S. MOSELLE » EST RENVOYÉE EN CORRECTIONNELLE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz a ordonné, jeudi 8 novembre, le renvoi devant le tribunal correctionnel de Metz de M. Serge Barcellini, premier secrétaire de la Fédération socialiste de Moselle, accusé d'infraction au code électoral. Il est reproché à M. Barcellini d'avoir laissé en service le 12 mars 1978, jour du scrutin pour le premier tour des élections législatives, un répondant téléphonique que le magistrat instructeur considère comme un document électoral au même titre que les bulletins et circulaires interdits par l'article L. 49 du code électoral.

C'est M. Jean-Marie Ransch, maire de Metz, sénateur (U.D.F.-C.R.), qui, visé par le contenu de la cassette du répondant faisant état « de la fraude des votes par correspondance et par procuration », avait déposé une plainte contre X pour moyens de propagande illégaux. Une ordonnance de non-lieu avait été rendue en mai 1978 par le procureur de la République de Metz. M. Ransch avait fait appel. Pour le parti socialiste, cette affaire constitue « une atteinte aux libertés de communication et d'expression et un nouvel exemple du grignotage quotidien des libertés entreprises par le pouvoir » (« Le Monde » du 10 octobre).

Avant de partir vers le Moyen-Orient, une décision importante s'impose

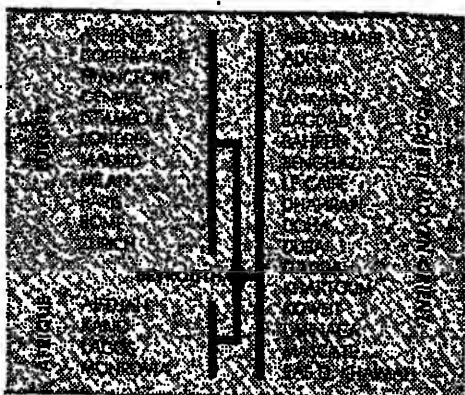
Le choix d'une compagnie aérienne peut paraître d'une importance toute relative d'autant plus qu'elles sont toutes tenues de respecter les mêmes normes, fixées par accord international.

Et pourtant, si vous deviez, — ou souhaitez — visiter plusieurs centres du Moyen-Orient, ne serait-il pas préférable de choisir une compagnie qui les dessert tous ?

Vous avez tout intérêt à vous informer sur ce que MEA vous offre dans ce domaine : Via Beyrouth, elle relie Paris à Djeddah, à Abou Dhabi et à Dubaï tous les jours à Koweït et à

Dhahran six fois par semaine, à Bahrein et à Doha cinq fois par semaine, enfin à Mascate trois fois par semaine. Elle dessert aussi tous les autres centres importants de cette région.

Comme pour toute autre décision d'ordre commercial, vous ne pouvez choisir à bon escient que si vous possédez tous les éléments nécessaires. Pour les obtenir, il vous suffit de contacter votre agence de voyages, ou MEA, 6 rue Scribe, 75009 Paris. Téléphone : 266-93-57.



la compagnie aérienne du Moyen-Orient.

Le Monde

LES QUATRE PREMIERS

CASSEZ LES PRIX

nouvelles frontières

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

MARTINE CHEZ LES GUIDES DE HAUTE MONTAGNE

Première de cordée

ELLE deviendra — peut-être — guide de montagne. Ni à l'école, ni à la maison, elle n'a jamais eu de guide. Elle est née à Paris, le 10 novembre 1959, sous le nom de Martine Rolland-Journet. Elle a 20 ans, elle est blonde, elle est sportive. Elle a fait du ski, de la randonnée, de la escalade. Elle a été élue « Miss Montagne » en 1978. Elle a été élue « Miss Montagne » en 1978.

Guide ! Un de ces mots magiques que les politiciens et les journalistes ont utilisés à satiété, mais toujours au masculin. D'ailleurs, la haute montagne est changeante et si dure ne réclame-t-elle pas une poignée masculine à la hauteur des éléments qui s'y déchaînent ? Existe-t-il beaucoup de voleuses portant des noms de héros alpins du genre dit « fabuleux » : Mummery, Colledge, Whymper, Charles, Terry ?

« La montagne, j'en fais seulement depuis huit ou neuf ans. Avant, j'habitais Grenoble où j'ai passé un B.T.S. de secrétaire bilingue. Je pratiquais la parashutisme qui m'a familiarisée avec le vide. C'est avec mon mari, guide lui-même, que j'ai découvert la montagne. » Tous deux gèrent la station de ski de Crêt de la Neige (Hautes-Alpes) et, à leurs moments de loisir, ils gagnent les sommets. Par des voies faciles, puis par des TD (très difficile) et des ED (extrêmement difficile). Perou, Népal, face ouest des petites Jorasses, éperon Tournier aux Druives, etc., etc.

La naissance d'un garçon n'arrête pas son élan et l'idée grandit peu à peu. En Martine, d'usage de cette montagne dont elle s'est éprise comme moyen de gagner sa vie tout en se faisant plaisir. Après tout, pourquoi pas elle ? Quelques professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme, tels que Paul Keller et Henri Agrest, l'encouragent dans ce projet. « J'ai attendu de me sentir totalement prête au point, c'est-à-dire de réussir les courses en les dominant vraiment et en tête. »

Cet été, elle se jette à l'eau et présente son dossier à l'examen

probatoire. Il doit obligatoirement comporter vingt courses de niveau D (difficile) dont la moitié en haute montagne. Le sien n'est pas mince ! Elle a « fait » notamment la « triple direct » de l'extradominante Capitan dans le parc californien du Yosemite — quatre jours d'escalade artificielle sur 1 000 mètres de roche pure. — la face nord de l'Olan par la voie Devies-Gervasutti, la face nord de la Meije et la directe américaine des Druas. Elle est admise à concourir aux trois épreuves qui se déroulent dans la vallée de Chamonix.

La première permet de tester, en terrain varié, au-dessus du télésiège de l'index, l'aisance, la rapidité et l'efficacité des candidats sur les rochers mouillés et sur les petits névés.

L'épreuve de rocher se déroule dans les dalles des Chalmières près du col des Montets. « Du 4 sup. à 5. Ce n'est pas très bien passé bien que ce soit ma partie forte. Dès la première longueur de corde, j'ai volé. » Un silence. « J'avais présenté cet examen pour moi et pas pour intéresser les journalistes. Mais j'étais la seule femme. J'en ai eu aux trousses durant toutes les épreuves. J'étais très tendue. Je grimpais en second. J'ai voulu mettre le paquet... et mon pied a glissé. La nouvelle de mon « échec » a couru comme une traînée de poudre. N'ayant plus rien à perdre, elle se présente décontractée à l'examen de glace qui a pour cadre le glacier de Tacconnaz. Elle « passe » bien.

Sur deux cent dix candidats, soixante-dix-neuf sont reçus avec un minimum de 12 de moyenne. Les cinquante premiers seront admis au stage d'aspirant-guide de l'été prochain. Sauvée par la glace, Martine fait partie de ces heureux élus. « Ce projet, qu'il y en a au moins trente derrière moi, je dis ça parce qu'un a prétendu que j'avais été reçue par piston. » Elle devient la première femme à franchir le barrage de l'examen probatoire (1).

Il lui reste, en août 1980, à consacrer cinq semaines de stages à la glace, au rocher, au

secours en montagne, à la pédagogie et au ski. Théorie et pratique. Il arrive que deux ou trois stagiaires par promotion soient recrutés. Si elle n'est pas du nombre, elle recevra le titre d'aspirant

comme secrétaire, la situation est identique. Monitrice de ski de fond et peut-être guide, l'exercice des métiers saisonniers qui me permettront, au contraire, de consacrer plus de temps à mes



rant-guide. Dans un délai de deux à cinq ans, elle devra obtenir son diplôme de guide à part entière. L'une des fortresses mâles aura vécu.

« Je suis un cobaye. Certes, il y a toujours eu des femmes qui grimpaient bien. Elles étaient confondues dans les rôles de second de cordée. C'est un problème de générations. Les jeunes grimpeuses ont plus l'habitude de nous voir monter en tête. Pendant l'examen, je dois dire que mes camarades m'ont énormément encouragée. »

Combien de fois ne lui a-t-on pas jeté à la figure l'objection de la force musculaire ! Oui, la force musculaire seule capable de tirer le client de la crevasse où il est tombé. « D'abord, nous, les femmes, nous nous montrons plus endurant au cours des efforts soutenus. Et puis, j'ai déjà sorti quelques-uns d'une crevasse en démultipliant la corde. Dans le Capitain, j'ai tiré à bout de bras un sac de 80 kilogrammes. La force musculaire, que l'on dit « virile », est une question d'entraînement. »

Et le foyer, la famille ? Une femme peut-elle se plier au rythme fou des guides qui, l'été, réalisent une course par jour, histoire de gagner un maximum pendant la trop brève saison ? « Ce sont des arguments de vieux ! Quand la femme travaille, que ce soit comme guide ou

enfant. » Son mari n'était pas toujours d'accord avec ses projets, mais il l'a entraînée techniquement, soutenue moralement, et ne s'est jamais opposé à sa vocation.

Ce qui plaît à Martine en montagne, c'est l'aventure. Se coller avec le rocher, dominer le corps, miser sa peau, sur sa peur. « Nous avons une vie qui est trop bien réglée. Lorsque les femmes partent en bateau ou à moto, ils veulent vivre des choses imprévues. En montagne, c'est la même chose. » Mais le guide ne cherche pas la proesse. Il doit être pédagogue, n'est-ce pas ? « Les clients demandent, de plus en plus, que nous leur expliquions la technique, que nous les fassions monter en tête, afin qu'un jour ils se débrouillent par leur propres moyens. Le guide devient une super-assurance et un pédagogue. »

Elle détache une dernière flèche féministe — oh ! très doucement féministe : « Nous, les femmes, nous ne cherchons pas comme les hommes l'exploit en montagne. Nous grimpons pour notre plaisir. »

ALAIN FAUJAS.

(1) En 1955, une femme avait participé au raid d'aspirant-guide pour lequel aucun examen n'était exigé ; elle avait été cotée au terme de l'examen. Certains guides estiment que cet échec était surtout dû au fait qu'il s'agissait d'une femme.

Des ports de plaisance moins chers

Les anneaux corsaires

LES assises nationales du Conseil national supérieur de la plaisance et des sports nautiques (C.N.S.P.N.) qui viennent d'être réunies à Deauville ont évoqué la question des installations portuaires. L'Etat, depuis 1977, se dégage, et passe le relais aux collectivités locales et régionales. Leur budget étant bien sûr limité, il ne faut plus s'attendre à la réalisation de grands ports de plaisance en France. L'appel au financement privé est lui aussi plus délicat. La création de ports artificiels se justifie, en effet, par les opérations immobilières associées. Celles-ci étant dorénavant interdites, il est probable que les très gros investissements nécessaires à la construction de digues et de ports ne pourront pas être équilibrés par la vente ou la location des seuls postes de mouillage, à moins d'atteindre des prix exorbitants. Il va donc falloir abandonner l'idée d'avoir pour chaque bateau un anneau, et l'on se tourne vers une meilleure utilisation des ports existants, notamment par le stockage des bateaux sur terre, éventuellement facilité par une mise à terre et une remise à l'eau gratuites.

Pour les nouveaux équipements portuaires, la politique gouvernementale s'oriente vers des équipements légers, et c'est, de toute façon, la seule voie qui ne puisse suivre les communes et les régions avec les budgets dont elles disposent. C'est donc un retour à des mouillages plus rustiques (sur tonne, sur corps mort, entre pilotis), dans des criques naturellement abritées et avec une infrastructure réduite à un minimum. Ces nouveaux postes de mouillage devraient être moins chers que les places au porton, mais ils ne sont pas encore étudiés, donc le luxe imposé aux plaisanciers n'est pas toujours jugé indispensable... sauf par les gérants de ces ports, qui

justifient ainsi les tarifs élevés. Un autre point, touchant l'éthique même de la plaisance, a été abordé au cours des assises : la responsabilité des organisateurs de courses, récemment remise à l'actualité par le drame du Fastnet. Les organisateurs anglais n'ont jamais été mis en cause, alors que, en France, deux instructions judiciaires sont en cours, à La Rochelle (pour homicide par imprudence) et à Marseille pour non-assistance à personne en danger contre des organisateurs de « régates ». La situation est rendue confuse par un décret de mars 1978, donnant aux préfets maritimes la responsabilité de toutes les actions en mer. Or les arrêtés pris par certains préfets pour réglementer les courses dans leur zone ont conduit plusieurs organisateurs à annuler les épreuves et les entraînements d'hiver en Atlantique. Ces textes sont non seulement difficiles à voir appliquer, mais ils signifient un transfert de responsabilités des skipper à l'organisateur. Se considérant comme adultes, les plaisanciers s'insurgent contre une telle évolution.

Enfin, les assises ont montré la volonté très ferme du conseil national d'éviter toute initiative se traduisant par une contrainte supplémentaire pour le plaisancier (le spectre du permis voile s'éloigne...) ; c'est un résultat non négligeable d'avoir fait admettre à l'administration que, malgré le phénomène sociologique que représente la plaisance, les un million cinq cents mille pratiquants sont des gens responsables qui ont besoin d'informations, et non de réglementation. Il est vrai que le principal argument est de taille : le nombre des accidents mortels est très bas : trente-sept morts en 1978 pour toute la plaisance, chiffre en régression par rapport aux années précédentes.

LOIC CARADEC.

Mille kilomètres encore sauvages

Une mer d'Égypte pour Henri de Monfreid

PRES de mille kilomètres d'une côte sauvage et ensablée toute l'année, longeant une mer hyaline dont les pétroliers et les flottes étrangères n'ont pas encore réussi à trouer le calme mystérieux à la Henri de Monfreid. Tel est le cadeau royal que l'Égypte, grâce à la paix, vient d'offrir aux amateurs de voyages pas comme les autres.

De Suez à Bérénice, face au Sinaï, puis à l'Arabie, s'étend sur 200 000 km² la province égyptienne de la Mer-Rouge, peuplée seulement de 70 000 habitants. Depuis plus de dix ans, cette région était interdite aux étrangers en raison de l'état de guerre. Depuis plus de cent ans, le canal de Suez avait ruiné ses ports, l'avait comme retranchée du monde. Pourtant la toponymie égyptienne de cette côte, quelques vestiges antiques des bons faiseurs, les mines d'émeraude de Ouadi-Sakali — dont le produit orna les coffres des pharaons, des califes et des sultans d'Égypte — les deux monastères, toujours actifs, de Saint-Paul et de Saint-Antoine, où naquit le monachisme chrétien, attestant le rôle joué jadis par cette contrée. En 1850, Flaubert et Maxime du Camp n'hésitèrent pas à quitter les temples de Thèbes et les almes d'Esna, et à faire neuf jours de chameau, aller-retour, pour voir Kossé, sur la mer Rouge, où s'embarquaient alors pour La Mecque et des pèlerins du fond de l'Afrique, de pauvres nègres qui sont en marche depuis un an, deux ans (...), de vieux Turcs avec leurs femmes portées dans des paniers. Flaubert eut, là aussi, « l'un des plaisirs les plus voluptueux de sa vie : un bain de mer dans la mer Rouge ». Il vit « le fond de l'eau (...) plus varié de couleurs,

à cause de toutes ses coquilles, coquillages, madrépores, coraux, etc., que n'est au printemps une prairie couverte de primevères ». Les salissures de notre époque ont jusqu'ici égaré la plus grande partie de cette côte. Sur maintes plages, on n'a pas encore perdu pied dans l'eau verte, bleue, rose, laiteuse ou transparente, que déjà entre les touffes de madrépores, apparaissent, familiers ou indifférents, des dizaines et des dizaines de poissons extravagants. Leurs noms comparatifs — papillon, perroquet, citron, ange, cardinal, bagnard, Napoléon, Picasso, lion, lune, lapin, clown... — ne donnent qu'une très faible idée de la variété de couleurs et de dessins arborés par le peuple sous-marin de la mer Rouge. Il faut aller jusqu'en Amérique, sur la côte septentrionale de la Jamaïque, pour trouver en un même lieu autant d'espèces variées et colorées de poissons.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 23.)

Vacances marocaines une semaine de 1390 à 1950

MARRAKECH 1 1390 F à 1950 F
FES/MARRAKECH 1 1710 F à 2320 F
AGADIR 1 1520 F à 2050 F
Voiture 4 places
Voyage 4 places
HOTEL 4 places

atlantide 2000
23, rue de la République 92201 Nanterre
01 47 22 00 01

CASSEZ LES PRIX

PARIS-ALGER A-R	940 F
PARIS-MARRAKECH A-R	980 F
PARIS-TUNIS A-R	1 000 F
PARIS-ISTANBUL A-R	1 300 F
PARIS-MONTREAL A-R	1 850 F
PARIS-NEW YORK A-R	1 850 F
PARIS-SANAA A-R	2 450 F
PARIS-BANGKOK A-R	à partir de 2 550 F
PARIS-NAIROBI A-R	2 600 F
PARIS-DELHI A-R	3 050 F
PARIS-BOMBAY A-R	3 050 F
PARIS-LIMA A-R	3 250 F
PARIS-TOKYO A-R	4 150 F
GENEVE-POINTE-A-PITRE A-R	à partir de 2 280 F
GENEVE-PORT AU PRINCE A-R	à partir de 2 280 F
BALE-NEW YORK A-R	1 560 F
BALE-MEXICO A-R	2 580 F
BRUXELLES-NEW YORK A-R	1 540 F
MULHOUSE-DAKAR A-R	à partir de 1 750 F

Vois à dates fixes

* avec prestations touristiques
A VOIS VARA



nouvelles frontières
Nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS 329.12.14
5, rue Billère 38000 GRENOBLE 87.16.53 et 54

LIC703A

Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.



Trentino: le nom de tes vacances.

OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME (O.N.I.T.)
22, rue de la Paix - PARIS 75002
Tel. 01 47 33 60 00

مكتبة الأمل

Le guide... oublié

Il y a une mer d'Égypte pour Henri de Monfreid. Et encore, si on en croit les Arabes, cette mer n'est pas la mer Rouge, mais la mer d'Égypte, celle-ci à l'exclusivité de ces deux curiosités que sont le lamenin, écrivain marmiteur dont l'imagination a fait la sirène, et le trépan, non moins écrivain bête marine.

La limpidité de la mer et la richesse des fonds, bien plus que la permanence d'un soleil souvent trop fort et la finesse d'un sable fréquemment soulevé par le vent, sont les attraits sur lesquels l'Égypte compte fonder l'essor touristique de sa province oubliée. Déjà à Hourghada (appelée aussi Ghardaka), modeste chef-lieu du gouvernorat de la Mer-Rouge, à 400 kilomètres au sud de Suez, la chaîne américaine Sheraton a inauguré un hôtel de luxe les pieds dans l'eau, tandis que le Club Méditerranée vient d'ouvrir son premier village de vacances en Égypte (1).

Baptisé Magawich, du nom d'îles qui lui font face, le nouveau village touristique est composé de deux cents bungalows (quatre cents lits) jettés sur le sable, entre mer et djebel. Un équipement ultra-sophistiqué comprenant même la dernière invention pour le safari visuel sous-marin, l'aquascope (le Monde du 12 septembre 1979), fait de Magawich le paradis des plongeurs sous-marins (2). Des horizons d'avenir se dessinent sur la mer, tandis que le Club Méditerranée vient d'ouvrir son premier village de vacances en Égypte (1).

Baptisé Magawich, du nom d'îles qui lui font face, le nouveau village touristique est composé de deux cents bungalows (quatre cents lits) jettés sur le sable, entre mer et djebel. Un équipement ultra-sophistiqué comprenant même la dernière invention pour le safari visuel sous-marin, l'aquascope (le Monde du 12 septembre 1979), fait de Magawich le paradis des plongeurs sous-marins (2). Des horizons d'avenir se dessinent sur la mer, tandis que le Club Méditerranée vient d'ouvrir son premier village de vacances en Égypte (1).

Une mer d'Égypte pour Henri de Monfreid

(Suite de la page 19.)

Il y a aussi l'envers du décor. Magawich aurait pu devenir une petite Afrique du Sud si M. Alain Fouquet-Ahial, délégué du Club Méditerranée en Égypte, n'avait aboli, dès qu'il en eut connaissance, un règlement odieux interdisant au personnel égyptien du Club de se baigner sur la plage du village. Celui-ci risque d'être soumis à des coupures d'eau tant que l'aqueduc venant de la vallée du Nil, à 200 kilomètres à l'ouest, n'aura pas été achevé. Si les plages jouissant les installations touristiques ont été déminées plutôt deux fois qu'une,

nombre de criques tentantes resteront un fruit défendu tant que le programme de déminage de l'armée égyptienne, qui doit durer plusieurs années, ne sera pas achevé. Les requins doivent aussi être signalés, malgré la rareté de leurs méfaits, recensés ces dernières années.

Cependant, les menaces les plus graves pesant sur ce qui pourrait devenir un eden des vacances sportives hors des sentiers battus viennent du tourisme lui-même, et d'une manière plus générale, du développement économique que Le Caire planifie pour la mer Rouge. Dans une île face à Hourghada, nous avons vu les premiers touristes, véritable vol de perdants, dévaster en quelques heures une plage de matin du monde, brisant les madrépores,

sortant de l'eau les coquillages, avant d'abandonner le tout sur le sable au moment du départ. Plus au nord, les recherches pétrolières, avec leurs manipulations sous-marines, ont commencé les ravages, bien plus terribles encore que ceux des baigneurs ignorants.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Suisse courtoise

Nous avons reçu de M. Marcel Chapard, de Mazon, la lettre suivante :

Je viens de passer quinze jours dans le Tyrol, et j'ai dû, à l'aller et au retour, traverser la Suisse et y coucher. Je vous fais part de quelques impressions et réflexions ressenties lors de ce voyage et de ce séjour.

Excellence des indications données par les panneaux routiers, visibles, bien placés (répétition parfois à gauche de la route pour les limitations de vitesse, interdictions de doubler). Fini — dès qu'on a franchi notre frontière — de voir des panneaux rouillés, cabossés, cassés, tordus, souillés d'inscriptions politiques. Nos responsables des Travaux publics ou autres ne pourraient-ils faire un voyage d'enquête dans ces pays et s'inspirer des modèles de panneaux efficaces pour les introduire chez nous ?

Propreté des routes, des bas-côtés, des aires de repos le long des autoroutes, des lieux touristiques, sacs-poubelles nombreux

et... utilisés et ramassés régulièrement par les services de nettoyage.

Gentillesse des gens envers les touristes qui n'est pas considérée comme un intrus ou un gêneur. Malgré l'accueil de la langue (je ne pratique pas l'allemand et la plupart des autochtones, Suisses, Allemands ou Autrichiens, ne parlent pas le français) chacun se dévouait pour nous satisfaire.

Je me rappelle le receveur des postes de Zell-am-See (Tyrol) venant lui-même dans la cabine téléphonique pour essayer de m'obtenir une communication avec la France, et celui de Mont-sur-Lausanne compulsant lui-même l'annuaire pour me trouver le numéro cherché. Dans les bureaux de poste autrichiens, on trouve un dépliant en quatre langues à l'usage des touristes. Ne pourrait-on avoir la même courtoisie en France ?

Il y aurait encore beaucoup à écrire (trop, hélas !) car la comparaison avec nos pratiques n'est guère en notre faveur.

FESTIVAL POUR LA FANTASIA

MILLE chevaux et cavaliers ont participé au troisième Festival de la fantasia qui a eu lieu à Meknès, au Maroc, du 26 au 30 septembre.

La Fantasia est à la fois un jeu et un rite. Miment les ancestraux assauts guerriers, les cavaliers somptueusement équipés de selles brodées d'or et de fusils incrustés d'argent s'élançant par troupes (« sorbas ») et, lancés au galop, achevant leur course par une salve synchronisée. Ces démonstrations folkloriques font partie de chaque fête au Maroc où le cheval est au centre des manifestations sociales, officielles et populaires.

En 1977, l'Office du tourisme marocain, désireux d'attirer des visiteurs en arrière-saison, a décidé de mettre à profit ces expressions folkloriques en créant un Festival de la fantasia. La ville de Meknès organise ainsi de puis trois ans, au cours du mois de septembre, cette manifestation. Un millier de cavaliers, venus de toutes les provinces, campent avec leurs chevaux durant plusieurs jours dans un vaste village de tentes caldées. Sous le regard des spectateurs endigués par des barrières, chaque après-midi, jusqu'au coucher du soleil, ils parcourent, au galop, des kilomètres, l'immense champ mis à leur disposition au rythme saccadé des galops et des sauts.

Florales

Les mille fleurs de Montréal

Q'EST-CE qui fait courir Montréal ? Après avoir accueilli l'exposition universelle de 1967, les Jeux olympiques de 1976, la métropole québécoise organise les Florales internationales en 1980 (1). Ce dynamisme sur les bords du Saint-Laurent se traduit notamment par la prolifération de tours de bureaux, la construction d'autoroutes urbaines et la création d'une « ville souterraine », longue de 25 kilomètres et composée de galeries marchandes, qui permet de rejoindre en sortant d'une gare ou d'une station de métro, sans mettre le nez dehors, différents hôtels, des salles de spectacle ou son bureau. De quoi oublier le froid ou la canicule que l'on peut retrouver en muquant dans le vieux Montréal, désuet et discret, laissé de côté par l'acier, le verre et le béton.

Le commerce et les sports hier, les fleurs demain. — Notre

Les grandes productions de l'Europe et de l'Amérique réunies

Montréal distant de plus de 1 000 kilomètres.

C'est sur cette île Notre-Dame que s'est, notamment, déroulée l'exposition universelle. Pour l'aménagement des Florales, les pavillons des provinces de l'Atlantique, de la Grèce, d'Israël, de la Trinidad-et-Tobago, finissent d'être démolis. Sept autres pavillons seront en partie ou entièrement démolis. C'est le cas de l'ancien pavillon des Nations unies sera transformé en garderie, celui des Indiens du Canada en jardin pour enfants, tandis que celui de la Jamaïque deviendra un café-théâtre. Le pavillon de la France accueillera une grande exposition commerciale horticoles. Une fois les Florales terminées, l'île Notre-Dame deviendra un parc floral. Une manière habile d'utiliser une île créée de toute pièce pour l'exposition de 1967.

Entre Montréal et Notre-Dame, la petite île Sainte-Hélène. Là se dérouleront, dans le cadre des Florales, des manifestations culturelles. Le visiteur curieux pourra y découvrir les restes de fortifications. C'est ici, en effet, en 1760, que Bougainville, qui donna son nom à une plante, comé par les Anglais, brûla les derniers drapeaux fleurdelisés. Une vieille histoire.

JEAN PERRIN.

(1) Florales internationales du samedi 17 mai au jeudi 30 mai. Florales extérieures du samedi 31 mai au lundi 1er septembre.

VOYAGE EN VOITURE

A partir de 49F le jour.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

Voiture de 1200 cm.

TOURISME

NOUVEAU REPERTOIRE

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

Idées d'été

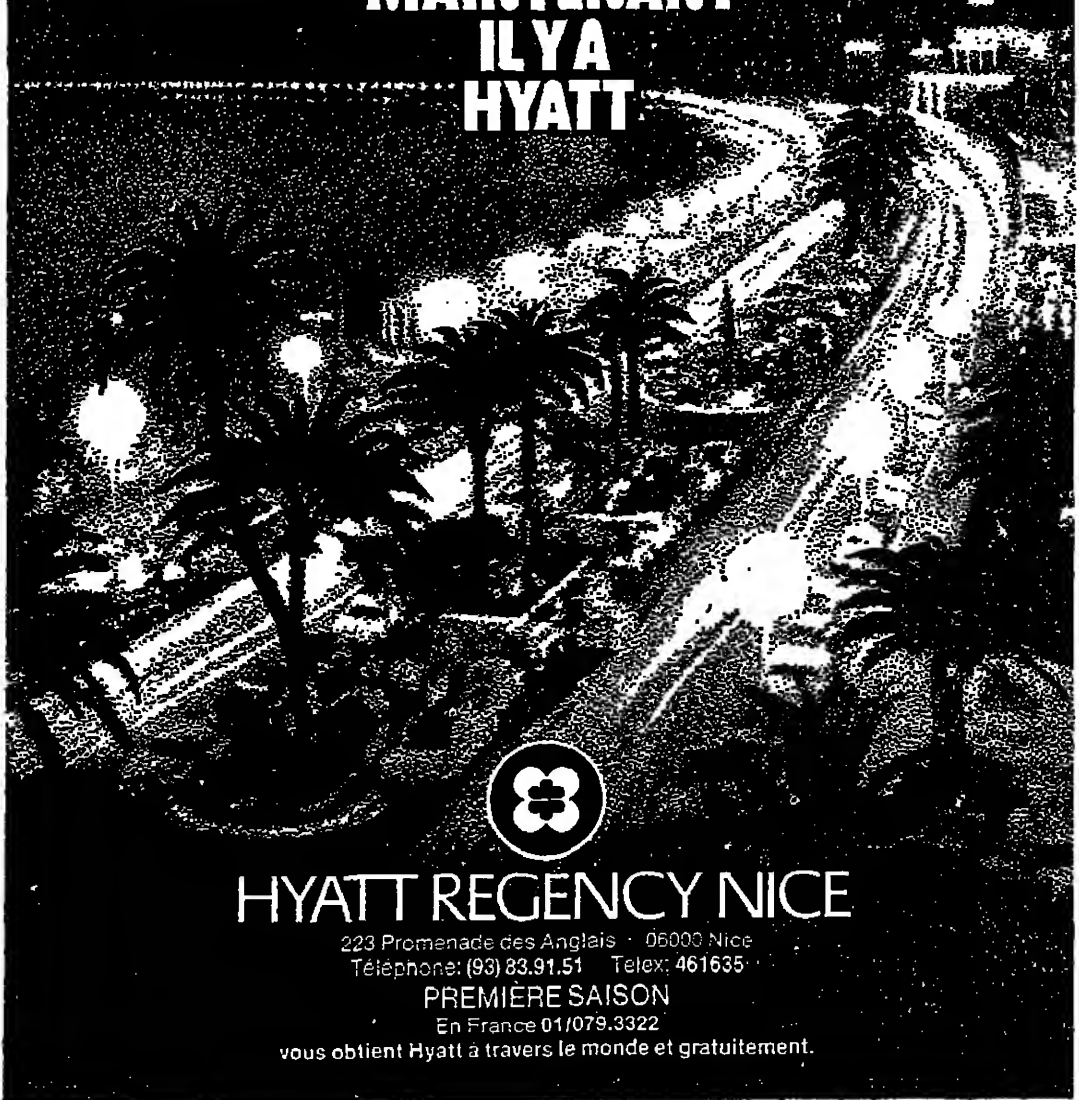
Idées d'été

Idées d'été

VOUS SOUVENEZ-VOUS QUAND LA PROMENADE DES ANGLAIS POSSÉDAIT TOUT, À L'EXCEPTION D'UN NOUVEL HOTEL LUXUEUX?

Maintenant sur ce fameux boulevard de Nice s'élève le nouvel hôtel de classe Hyatt Regency. Un hôtel pour dilettes, avec sa façade tournée vers la mer, sa piscine sur le toit chauffée par le soleil du midi et ses terrasses privées caressées par les brises de la méditerranée. Avec ses 335 chambres, un restaurant pour gourmets, sauna et massage, et parking intérieur des plus pratiques. Il est sans aucun doute le plus bel hôtel et le plus nouveau de Nice.

MAIS MAINTENANT ILYA HYATT



HYATT REGENCY NICE

223 Promenade des Anglais - 06000 Nice

Téléphone: (93) 83.91.51 - Telex: 461635

PREMIÈRE SAISON

En France 01/079.3322

vous obtient Hyatt à travers le monde et gratuitement.

SPECIAL WEEK-END A LONDRES. TOUT SUR LE CHARME LONDONNIEN EN QUELQUES PAGES!

En feuilletant les pages de notre brochure vous trouverez toutes les informations sur les possibilités de séjours à Londres ou dans le reste de l'Angleterre et sur ce que vous pourrez et aurez envie d'y faire le temps d'un week-end.

Normandy Ferries

Pour obtenir notre brochure retourner ce bon à Normandy Ferries 9, place de la Madeleine 75008 Paris ou à votre Agent de Voyages.

M. _____

Adresse _____

désire recevoir la brochure Big Ben Tours.

مكتبة الأصيل

Le Maroc direct
AVEC VOTRE VOITURE ET LE CAR-FERRY

L'AGADIR
COMANAV ferry

Demandez nos propositions
CIRCUITS et SÉJOURS

Renseignements: COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R.
toutes agences de voyages SNCM PARIS - 75002 - 12 rue Godot de Mauroy

NICE

Week-end
2 nuits hôtel****
Avion Paris-Nice-Paris
1.076 F. JET TOURS

**Inde du Nord
Népal**

DELHI · JAIPUR · AGRA
KHAJURAH · BENARES
KATHMANDOU grand circuit
16 j. - f. 8.170*

KUONI c'est aussi
KENYA "safari Bwana Simba" 10 j. - f. 7.140*
MEXICO
YUCATAN · COZUMEL
circuit / séjour 15 j. - f. 9.980*
FLORIDE · LOUISIANE
circuit 15 j. - f. 12.230*

* Prix minimum
au départ de Paris

un monde
de différence

VOYAGES KUONI
75008 PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09
75009 PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14

ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Sports équestres

Où faire du cheval à Paris? Nulle part

Le manège historique de la Société parisienne d'équitation (S.P.E.), où caracolèrent les monstres sacrés de la Belle Époque, entraînant dans leur sillage les plus hautes figures de la politique et de la diplomatie, vient de faire peau neuve.

Planté en bordure du Jardin d'acclimatation, à une centaine de mètres de la porte de Madrid, cet édifice discrètement enfilé dans la verdure faisait, ces derniers temps, pitié à voir avec ses murs altérés par le salpêtre, ses poutres vermoulues, ses pare-bottes mal rebâchés, l'ensemble noyé dans des éclairages de veilleuse funèbre. Paroli décor n'incitait guère les jeunes cavaliers des temps modernes à pousser leurs montures au-delà du pas (d'entretien).

« C'est pas des cavaliers que l'instruit », lançait naguère encore en début de reprise, et sans faire le détail, le jeune moniteur, emmitouflé jusqu'aux oreilles dans un raglan, ne comptant plus ses campagnes d'hiver, l'hiver, en fait, installé comme pour l'éternité dans le vieux manège du colonel Chippin, homme de bien s'il en fut, par ailleurs totalement inconnu des palmarès. Gilsoua...

À présent, nous baignons dans des clartés stimulantes, l'architecture et le décorateur présentés ayant eu le bon goût de réaliser quelque chose de pimpant, de flatteur, de gai, quelque chose susceptible d'insuffler aux claquettes les plus étiques une vigueur oubliée.

L'affaire n'a pas été menée sans mal, et sans doute eût-elle échoué sans l'énergie et l'habileté du docteur Jean Caucanas, président de la société. Le bois de Boulogne, en le sait, appartient à la Ville de Paris, le manège du Jardin d'acclimatation est donc locataire de la Cité pour qui — air connu — un sou est un sou. Bref, pas question de demander à M. Chirac, qui a pourtant l'âme bucolique, une aide financière quelconque destinée à la restauration du manège. Donc, du côté de Lutèce, robinets fermés. Coût de l'opération envisagée, 18 millions légers. Il fallait tout de même les trouver. Étroitement liés au sort de Pégase, l'administration des haras allongea pour sa part 12 millions et la société ayant versé en argent frais 6 millions, le tour était joué.

Le désert ou presque

La menace, il est vrai, ne date pas d'hier, elle remonte au jour où la dernière biche et son faon — environ 1948 — basculèrent sous le capot d'un automobiliste pressé. Qu'ils fussent à pied ou à cheval, les promeneurs comprennent vite qu'avec la disparition du plus bel ornement de sa faune, l'ancienne forêt de Rouvray avait vécu. Dès lors, les cavaliers virent leur nombre diminuer au fil des mois, les drames d'automne constatés et fidèlement rapportés par la chronique n'étant point de nature à stimuler leur zèle.

Où en sommes-nous? Au point mort. Le 1^{er} novembre, nous crû-

Et voici les mille trois cents membres du club disposant de cent vingt chevaux, comblés dans leurs aspirations cavalières, sans parler des deux cent quarante enfants instruits sur poney. L'étrange, l'étrange et non explicable, c'est que tous ces sportifs — le benjamin a cinq ans, le doyen quatre-vingt-six — sont pratiquement condamnés à travailler en circuit fermé, le bois de Boulogne éveillant, chez la plupart, des images proches du cauchemar. Le macadam est à la sortie des écuries, et où commencent le macadam finit la sécurité du cavalier. La circulation automobile, même en ce lieu protégé, y est intense et le respect de l'homme — ou de l'enfant — juché sur un animal hypersensible est, dans la plupart des cas, tenu pour superflu.

Malheureusement, les sentiers, de 100 mètres en 100 mètres, sont coupés par l'asphalte où s'ébattaient des « moutons » en délire. Au total, nous avons rencontré entre 10 h. et midi, une dizaine de cavaliers, dont une jeune et charmante amazone, la taille pincée dans une courte redingote, le rein incurvé sans exagération, le genou bien marqué, comme il se doit, à l'intérieur de la jupe. Mais la monte dans les « fourches » nous paraît en 1979 aussi anachronique que dangereuse. L'Association nationale des amazones traditionnelles dût-elle, pour avoir risqué cette opinion, nous accabler de ses foudres.

Une dizaine de chevaux au bois pour trois cent cinquante autres bloqués aux écuries, en comptant, outre ceux de la Société parisienne d'équitation, les pensionnaires du Club du polo et du Cercle parisien de l'étrier, les chiffres se passent de commentaire.

« La vérité, nous disait à ce propos M. Lionel Macaire, responsable de la section équestre du polo de Bagatelle, c'est que la promenade à cheval au bois n'est vraiment praticable et agréable qu'en semaine et à la fine pointe de l'aube. Alors, les lève-tôt peuvent se payer le luxe d'un canter bien corré avant que ne rouille, très vite envahissant, le flux des voitures sur le chemin du bureau. Après... »

Un geste lent de la main souligne combien l'aventure par la suite est soumise à des chances incertaines.

ROLAND MERLIN.

A ANGOULÊME

Vieux moulins sous les remparts

DURANT vingt ans, de 1939 à 1959, le circuit des remparts d'Angoulême a vu courir les plus grands noms du sport automobile. C'est là qu'en 1949 Maurice Trintignant, sur sa Simca Cordia, pulvérisa le record du tour avec une moyenne de 73,342 kilomètres. Trente ans plus tard, il était de nouveau à Angoulême pour un circuit ressemblant. Depuis l'année dernière, les Assises de l'automobile ancienne permettent effectivement aux collectionneurs, aux membres des clubs de voitures anciennes, à tous ceux qu'une Bugatti fait rêver et qu'une Amilcar transporte d'enthousiasme, de se retrouver dans la capitale charentaise. Deux types de manifestations sont en fait proposés : pour les spectateurs — et ils étaient bien cinq mille — expositions, démonstrations, reconstitution à petite vitesse du

circuit historique. — Maurice Trintignant et Guy Ligier étaient à cette année en vedettes ; pour les amateurs éclairés, rallies et concours ; cent vingt véhicules anciens s'étaient inscrits. Leurs propriétaires, tout comme les représentants des clubs, pouvaient également, en s'inscrivant à des commissions qui traitaient essentiellement des problèmes techniques, participer aux Assises proprement dites.

La manifestation, qui après sa deuxième année d'existence peut s'enorgueillir d'avoir su concilier l'utile — carrefour de rencontre pour les grands amateurs, propriétaires d'Angoulême — et l'agréable, connaît en 1980 sa troisième édition, avec sans doute le rassemblement des Bugatti et peut-être — lutte « antigaspil » oblige — celui des Vespa et autres scooters.

LOTO

c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros

RÉSIDENCES | secondaires ou principales Campagne • Mer • Montagne

Proposons André Hérault terrains à bâtir toutes surfaces. Maisons de caractère et maisons village. Crédits personnalisés. NOUVEAU 44, allée Paul-Biquet - 34500 BÉZIERS. Tél. : 67 75-45-48.

BÉZIERS - PRIEURÉ partie 18° 210 km sud Paris, très belle demeure, usage privé collectif ou commercial (licence 4). 2 niveaux 630 m² habitables, 16 pièces dont 10 chambres confort, 18-20 carres, terrain 7 000 m² parc. Prix 800.000 F.

CABINET THIOLLET, tél. (48) 37-31-12 B.P. 6, 34500 Mèhun-sur-Yèvre.

BOUSSILLON. — Canot-Plage, villa séjour, 4 chambres, tout confort, construction récente, impeccable.

PERPIGNAN. — quartier agréable, villa séjour, 3 ch., garage, jardin, bon rapport local. Prix 210.000 F. Sur Plage, bel F.2, plein Sud, jolie vue plage - mer - montagnes, tout confort. Prix 145.000 F. meublé, grand balcon-terrasse, vue Forêt-montagne, impeccable. Prix 205.000 F.

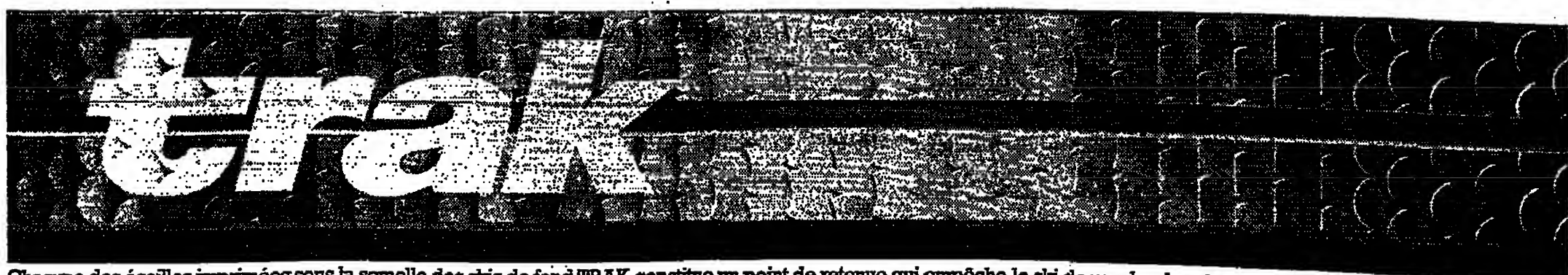
ÉTUDE ARAGO
T. 21-00-40 - 86200 ST-CYPRIEN Plage

Vacances de ski

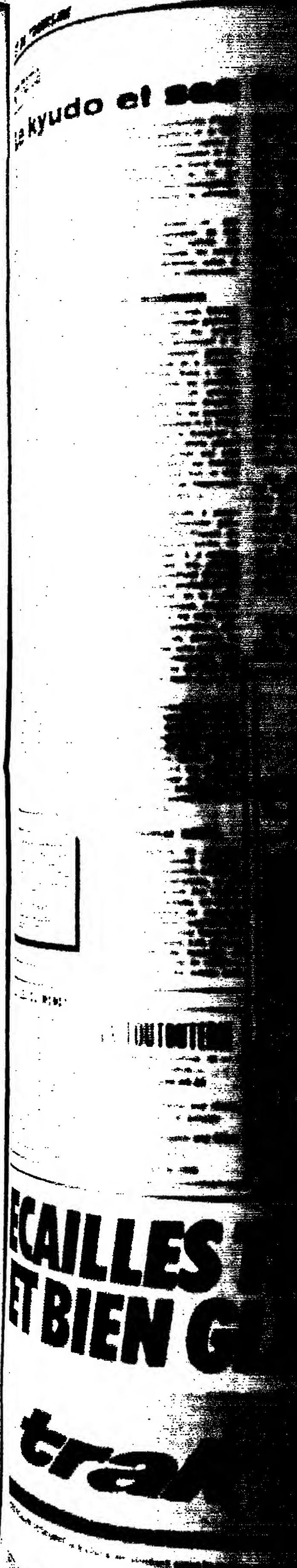
Établissez-vous dans l'Arène Blanche, un des plus beaux et des plus étendus réseaux de pistes de ski (140 km) 24 téléphériques et remontées mécaniques, 100 km de pistes de ski alpin, 60 moniteurs de ski. En plus, 45 km de pistes de ski de fond (circuits de 1, 5, 10 et 20 km).

Park Hotel Waldhaus
H. Waldhaus
Choix des services de haute qualité

SKIS DE FOND A POUR MIEUX ACCROCHER



Chacune des écailles imprimées sous la semelle des skis de fond TRAK constitue un point de retenue qui empêche le ski de reculer dans les montées. La disposition et le profil de



à Paris? Nulle part

Il y a une seule ville où l'on peut trouver tout ce qu'il faut pour passer un week-end agréable : Paris. Mais attention, il ne faut pas se laisser tenter par les offres de dernière minute. Pour profiter pleinement de la capitale, il faut réserver à l'avance. Les hôtels de Paris sont très prisés, surtout en hiver. Les prix sont élevés, mais la qualité est au rendez-vous. Si vous voulez éviter les déceptions, réservez maintenant. Vous ne serez pas déçu. Paris est une ville unique, avec ses monuments, ses musées, ses parcs. C'est la ville idéale pour un week-end. Ne manquez pas l'occasion. Réservez maintenant.

Paris est une ville unique, avec ses monuments, ses musées, ses parcs. C'est la ville idéale pour un week-end. Ne manquez pas l'occasion. Réservez maintenant. Vous ne serez pas déçu. Paris est une ville unique, avec ses monuments, ses musées, ses parcs. C'est la ville idéale pour un week-end. Ne manquez pas l'occasion. Réservez maintenant.

LES ILES DU MONDE

Vols seuls valables 1 an pour tous
AU DÉPART DE BRUXELLES

	A/R	A/R
AUCKLAND	3 490	2 235
HAWAÏ	2 170	2 100
HONOLULU	2 280	1 170
MADAGASCAR	3 325	2 880
MADEIRA	2 325	880
NAIROBI	2 050	3 870
NOUMEA	4 225	6 135
PAPETE (Tahiti)	2 825	2 225
REUNION	2 825	1 170
SEYCHELLES	3 120	2 280
SYDNEY	2 740	3 940

NOUVEAU MONDE, 8, r. Mabillon
75006 PARIS - Tél. : 338-44-49
Licence n° 1.171.

Consultez-nous pour la carte complète
si votre famille réside à l'étranger.

Art martial

Le kyudo et ses ficelles

KYUDO : le mot fleur bon l'Asie lointaine, mystérieuse et fascinante. Il claque tel un défi. Ceux qui en ignorent le sens, et pour certains n'en soupçonnaient même pas l'existence, n'ont pourtant pas à s'en inquiéter. Le kyudo est largement popularisé au Japon puisqu'on cite le chiffre de plus de cinq cent mille « pratiquants » parmi lesquels une majorité de femmes. Mais, en France, où il est implanté de fraîche date, il n'a encore rallié à sa cause qu'une cinquantaine de personnes. Leur détermination prouvé, il est vrai, une rapide propagation.

La première raison de cette méconnaissance est de ce relatif isolement est peut-être que les adeptes du kyudo se méfient des définitions à brève-pourpoint aux intentions plus ou moins racoleuses. Ils se situent délibérément en marge du cadre sportif traditionnel auquel on aurait tendance à les rattacher d'office. La seconde tient — ou plus exactement tenait — à l'absence de lien d'évocation conséquent épistémologiquement adapté et réservé à la pratique du kyudo. Car cette seconde remarque peut enfin disparaître partiellement : le premier doji (1) de kyudo digne de ce nom en Europe vient d'être inauguré. Il se présente comme une sorte de baraque avec un parquet tout en bois d'où les tireurs visent la cible posée au pied d'une butte de sable, à 28 mètres de là. Il se trouve dans un coin des 55 hectares du splendide centre sportif de Lormes-de-Madères, à Draveil (Seine-et-Marne). Grâce à lui, le kyudo va donc avoir pignon sur rue. Il lui appartient dorénavant de se faire reconnaître comme une discipline à part entière.

Accessible à tous sans distinction d'âge ni de sexe, le kyudo ressemble apparemment au tir à l'arc tel que nous le connaissons en France, mais il est pratiqué dans des conditions sensiblement différentes. En effet, indiquent les spécialistes, le but du kyudo n'est pas la cible mais soi-même. Il est, précèdent-ils, une des voies qui permettent la maîtrise du ki (énergie vitale). Celle-ci est

obtenue par une recherche d'harmonie entre la posture et la respiration. La respiration calme et profonde libère et canalise le ki, lequel permet sans la force musculaire d'accomplir le tir. Le kyudo n'est pas une thérapeutique, mais il apporte la sérénité et l'harmonie.

C'est sans doute ce qui explique l'enthousiasme de ces amateurs éclairés, initiés au kyudo un peu comme on entre en religion et devenus ainsi à leur manière des missionnaires.

Des missionnaires

Le premier d'entre eux, Michel Martin, est un énergique gaillard de trente-cinq ans. Au terme d'un long périple personnel il a décidé de se consacrer pleinement à la pratique et à l'enseignement du kyudo. Tout a commencé pour lui avec les révoltes de l'adolescence. « Je sentais alors en moi une force brutale, une puissance que je ne pouvais pas contrôler », raconte-t-il. Pour calmer la bête et la dompter, il essaya le rugby. « Mais, pour-suit-il, c'est le karaté qui m'a bien fait comprendre les limites de cette violence, son but, et m'a offert la possibilité de l'exprimer dans un certain cadre. »

Convaincu et décidé à poursuivre cette « recherche profonde », il quitte la France en 1984, sans un sou en poche, en direction du Japon. Il y restera huit ans. Lui qui n'a obtenu qu'un modeste certificat d'études primaires devient professeur de français, animateur de la radio, assistant à l'université, réalisateur de films. « Je me suis totalement adapté », tatomis, dit-il. Jusqu'au jour où, devenu un fervent adepte des arts martiaux en général, il rencontre par hasard celui qui va devenir son maître vénéré et dont il sera le dernier disciple.

Anzawa, à quatre-vingt-un ans, est digne dans l'âme de kyudo. On ne fait sans doute pas mieux dans le genre. Des quatre coins du Japon, on accourt pour écouter son enseignement. Michel Martin est toujours au premier rang. Jusqu'au jour où Anzawa — sent-il sa mort prochaine ? — le charge d'aller porter la bonne parole en Europe.

Un nouveau marché

On remarquera, au passage, derrière cette volonté d'expansionnisme, des objectifs commerciaux à peine dissimulés, et qui sont dans la nature des choses. Il faut, pour le kyudo, un matériel spécial, conçu de manière artisanale : l'arc asymétrique — la poignée est plus basse que le milieu — mesure 2,10 mètres, il est composé de lamelles de bambou ou de corde de chanvre. Les flèches sont du même bois.

« LES ILES DU MONDE »

Vols seuls valables 1 an pour tous
AU DÉPART DE BRUXELLES

	A/R	A/R
AUCKLAND	3 490	2 235
HAWAÏ	2 170	2 100
HONOLULU	2 280	1 170
MADAGASCAR	3 325	2 880
MADEIRA	2 325	880
NAIROBI	2 050	3 870
NOUMEA	4 225	6 135
PAPETE (Tahiti)	2 825	2 225
REUNION	2 825	1 170
SEYCHELLES	3 120	2 280
SYDNEY	2 740	3 940

NOUVEAU MONDE, 8, r. Mabillon
75006 PARIS - Tél. : 338-44-49
Licence n° 1.171.

Consultez-nous pour la carte complète
si votre famille réside à l'étranger.

LA TOUTOUTERIE

— 42, passage Jouffroy, 43 —
— 75009 PARIS —

Tél. : 246-08-20

Articles en tous genres pour chiens,
chats, oiseaux et poissons

« La plus ancienne magasin pour chiens
de Paris »

(création 1916)

« Professionnel du vide »

RENE DESMAISON a-t-il exorcisé ses démons ? Huit ans après le drame des Grandes-Jorasses, où, accroché à la pointe Walker, il vit mourir son jeune compagnon Serge Goussault, six ans après son livre-plaidoyer *Trois cent quarante-deux heures dans les Grandes-Jorasses* (1), l'ex-guide de Chamonix vient de reprendre la plume. *Professionnel du vide*, l'ouvrage qu'il nous livre, est apparemment une narration plaisante et sereine sur le métier de guide. On s'élève même aux tartarines d'un certain Charles Courteroch, bedaine rebondie et roboré en pente, qui, tenté par le démon des « premières », demande des courses sans commune mesure avec ses possibilités réelles. On souffre aussi mille morts avec les alpinistes encochés dans la face nord de l'Eiger, cette montagne-ogre. On est ému par l'obstination d'une Janine Bocquington, tenail-

lée par la maladie, qui court après le bonheur sur les cimes. Bref, on comprend mieux qu'être guide « n'est pas de la tarte ». L'apprentissage rigoureux à l'école de « Cham » sous la férule rigide de Jean Franco et Armand Charlet n'ouvre pas les portes du paradis. Il y a le danger toujours présent, les clients capricieux, les collègues anxieux, la compétition sans merci que se livrent sans le dire les meilleurs de la corporation. Et il y a maintenant en plus le poids des ans, qui durcit les articulations, limite le champ des possibilités. Peut-être un certain désenchantement. « Aujourd'hui, je grimpe toujours », écrit Desmaison. Le même amour m'habite, avec, en plus, le souci d'écarter, les exigences du métier. Je ne suis pas moins heureux, mais ce n'est plus tout à fait la même chose. Pas facile de vivre de ce que l'on aime, d'être seul responsable de soi. »

Mais le professionnel du vide

a-t-il vraiment exorcisé ses démons ? Une lecture attentive nous dit que non. Oh ! il n'y a pour montrer les tourments de l'âme qu'une note de douze lignes. Douze lignes pour nier avoir pris des photographies de son compagnon à l'agonie en février 1971 sous le sommet des Grandes-Jorasses. Douze lignes qui viennent peut-être trop tard, car aujourd'hui le principal témoin du drame, Gérard Devouassoux, le guide qui avait alors secouru Desmaison est mort emporté par une avalanche dans l'Everest. Douze lignes qui font que René Desmaison restera l'un des alpinistes les plus controversés dans un monde de la montagne dont « j'ai aussi partie, reconnaît-il, l'hypocrisie, le mensonge, la mythomanie ». — A. G.

(1) Ed. Flammarion (1973).
(*) René Desmaison, *Professionnel du vide*, Ed. Arthaud, 222 pages illustrées.

Spéléologie

Vigie du monde souterrain

QU'EST-CE que la spéléologie ? Est-ce une technique qui permet de s'enfoncer sous terre... et d'en revenir avec un attirail complet ? Est-ce la science des cavernes comme le laisse entendre l'étymologie du mot ? Ni l'un ni l'autre et les deux à la fois. C'est ce que Bruno Dressier et Pierre Minvielle montrent dans leur livre, très documenté et richement illustré.

« Sous terre, où l'on a rendez-vous avec les forces vives de la nature, toutes les ressources de l'humanité, peuvent être mobilisées. Tuni et si bien que la spéléologie réveille peut-être

moins une attitude momentanée qu'un comportement d'ensemble, une façon d'être avec les autres et avec la nature, une correspondance, une identité avec les splendeurs sincères du sous-sol », disent d'entrée les auteurs.

Pour le montrer, il faut une revue de détails de tous les aspects de l'exploration souterraine : d'abord l'histoire de la découverte des cavernes depuis l'homme de Cro-Magnon ; puis l'approche de l'environnement souterrain minéral, froid, obscur, humide, tourmenté, qui hante une lumière au front des alpinistes-hommes grenouilles-navigateurs : ensuite l'organisa-

tion d'une expédition avec ses mille détails, ses risques et ses peines ; enfin, la préface scientifique de la spéléologie avec la topographie, l'écologie souterraine, l'archéologie.

Restait à trouver une philosophie au terme de ce travail encyclopédique. Les auteurs en proposent : « Le droit du spéléologue réside dans l'utilité de son rôle. La spéléologie doit se faire connaître comme la vigie du monde souterrain. »

★ La Spélio, de Bruno Dressier et Pierre Minvielle, Ed. Denoël, Coll. Connaissance et technique, 266 pages.

L'autriche, le pays qui fête l'hiver.



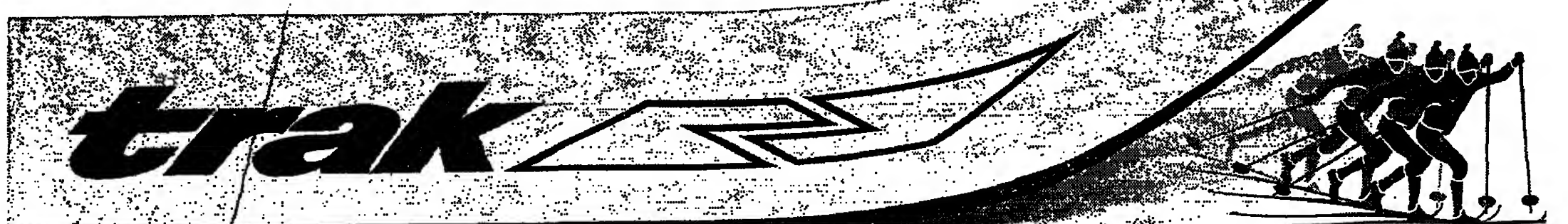
En Autriche, l'hiver n'est pas une saison : c'est une fête. Chaque vallée est un nouvel enchantement, chaque village une surprise. Une fête où chacun est heureux à sa façon. Les skis aux pieds, dans la solitude d'une forêt enneigée ou le soir, dans l'ambiance animée d'une taverne. Pour être de la fête, renvoyez le coupon à l'adresse ci-dessous ou allez voir votre agent de voyage. 7 jours en demi-pension à partir de 590 F.

Pour recevoir une documentation complète sur l'Autriche, renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Office National Autrichien
du Tourisme
12, rue Auber, 75009 PARIS
AUSTRIAN AIRLINES AUSTRIA

ECAILLES TRAK ET BIEN GLISSER.



ces écailles optimisent la surface en contact avec la neige, ce qui améliore la glisse du ski après la poussée. A VOUS LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ.

مكتبة الأصيل

Plaisirs de la table

Les carcans du menu

L'ASCENSION démentielle des prix amène beaucoup de restaurateurs à proposer des menus à prix fixe. Personnellement, je suis contre le menu. Parce que j'aime décider moi-même de mon choix, ne pas me régaler dans le carcan du menu, et par exemple, choisir deux entrées en place d'un plat, ou encore une entrée, un fromage et un dessert. Dans leur esprit, ce menu est un attrape-client. Il suffit pourtant d'étudier la carte pour constater qu'il ne représente qu'un mince effort financier de leur part, et je ne pense point que, dans ce cas-là, le « menu » soit un frein à la baisse des prix.

De reste, à examiner attentivement les cartes d'avant-guerre et même d'il y a une dizaine d'années, on s'aperçoit que les additions monstrueuses sont le fait non du prix du plat principal mais de celui des entrées et des desserts (avec aussi le fromage). Il était alors normal qu'une entrée coûte le tiers, le quart du plat. Également le dessert. Aujourd'hui (et c'est peut-être la raison de la « nouvelle cuisine » qui utilise des produits chers), l'entrée est aussi chère que le plat et le « grand dessert » à la mode aussi ! Passons.

Bien entendu, il y a certains menus qui sont logiques. En premier lieu, celui des *Bistrot de la Gare* à Montparnasse, aux Champs-Élysées, le dernier en date boulevard des Italiens. Celui de la chère *Toutoune* (60 F s.c.), 5, rue de Pontoise; tél.: 326-56-81; celui de l'étonnant ami Bourdeau (le *Gourmet de l'Isle*, 42, rue Saint-Louis-en-l'Île (tél.: 336-70-27); 50 F: voire celui des dîners amusants

de l'Atelier Maître Albert, 1, rue Maître-Albert (tél.: 633-13-78), à 80 F, vin compris. Mais les autres ? Certes, Roger Lamasère, à eu raison de proposer, au déjeuner, une carte aux nombreux plats (dont le célèbre foie gras) permettant de ne pas dépasser les 150 F (Lamasère, 22, rue de Valenciennes; tél.: 295-46-53). Et, en passant, je signale de légères et agréables transformations de la salle, ainsi que, toujours, la vente à emporter du foie gras dans sa robe naturelle, du cassoulet véritablement toulousain, du coq au vin en pots de grès millésimés et, bientôt, après les gelées, des premières truffes fraîches (du Périgord, pas d'Espagne !).

Certes, le *Fouquet's* n'a pas tort de proposer à ses habitués, entre deux rendez-vous d'affaires, ou travail et cinéma, un accès débarrassé aux plats du jour de la voiture suivi d'une bonne approche des desserts pour 100 F, carafe de bordeaux Fouquet's et café compris (89, Champs-Élysées; tél.: 723-70-80). Et j'ai été le premier, je crois, à signaler le menu de *Paul Chêne* (123, rue Lauriston; tél.: 727-63-17) à 87 F. Parce que c'est un menu « autour du marché » et, en somme, le plat et le dessert du jour. Mais, de grâce, ne nous extasions pas sur ces menus chinois, petites bequées ou autres atteignant ou dépassant les 100 F et qui, si les entrées étaient

chiffrées honnêtement, seraient bien inutiles. Un exemple de bel équilibre reste le menu du *Repaire de Cartouche* (99, rue Amelot; tél.: 700-25-85) où les entrées vont de 12 F, 14 F, 16 F (avec, à 30 F, une assiette landaise qui est un plat à elle seule) pour des plats de 33 F à 50 F, et où les desserts ne dépassent pas 18 F. Carte ou menu ? Je dédie à ces néo-enthousiastes du prix fixe cette réflexion d'Anne-Marie Carrière dans son dernier livre : « Le mariage, c'est un peu comme le restaurant. Ce qui paraît bon à la carte, ça ne dit plus rien au menu ! »

LA REYNIÈRE.

Miettes

● Deux nouveaux « coquilles » au bar du *Fouquet's*: Lady Fouquet's (long drink) et Lord Fouquet's. Recette de ce dernier pour les amateurs: 4/10 Southern comfort (liqueur de whisky), 3/10 whisky pur malt et 3/10 vermouth dry, une carafe.

● A Gordes (Vaucluse) le *Mas Tourteron* va réouvrir en fin d'année, après la tragique disparition de Jean Chaudat. C'est Mathilde Chaudat qui sera au « piano », proposant sa bonne cuisine de femme et régionaliste. A signaler aussi le *Palais Saint-Charles* à Mont-Rot (Seine-Maritime) où une autre cuisinière, Mme Launay, mène une poularde au cidre qui enchante ses clients.

● La Bretagne: deviendrait-elle une région aussi gourmande que la Bourgogne ou le Sud-Ouest ? Il me paraît que M. Plouzanec (le *Relais du roy* à Guingamp, tél. 43-76-62)

garde ses prix modérés pour des plats plus qu'intéressants, comme les rillettes de rouget ou le turbot poché à la bigarade.

● Jean-Marie Clément qui fut le chef du *Monde* des châteaux après avoir travaillé avec Vanet, Chapel et Manière est « rentré chez lui ». Le voici au fourneau du restaurant *Sainte Marguerite* (14, Nethoussandstrasse à Hingene-Wintem, téléphone 031-99-13-95).

● Des foies gras d'oie ou de canard magnifiquement préparés « à l'aristocrate » (les meilleurs sont naturellement des Landes) expédiés dans les vingt-quatre heures par camion frigorifique. Adresse: Bruno de Coulon de Labrousse « le Beaudou » à Coutras (33-230).

● Très bel album signé Marie-Laure et Jacques Verroust, chez

Berger-Levrault: *Franchises d'hier et d'aujourd'hui*. Du sucre de pomme de Rouen aux violettes de Toulouse, des calissons d'Aix aux bûches de Cambrai, un tour de France sucré et « en douceur » illustré de belles photos. Ne sont oubliées que les massapains d'Issoudun, d'Alsace !

● Des nouveaux en 1980 dans la chaîne *Relais et Châteaux*: L'Abbaye Saint-Michel, à Tonnemont; le Domaine de Bassilly, à Aire-sur-Adour; le *Relais de Handilly*, à Gray; l'*Hôtel des Neiges*, à Courchevel; le *Béringère*, aux Deux-Alpes, et, à Mouans-Sartoux, La Mourraichonne. Dans ce village, je recommanderais plutôt le *Palais des Coqs*, plus simple, plus « vrai », et où les portions son d'honnête homme.

Philatélie

N° 1610

FRANCE : Œuvre originale de Salvador Dali

La série « Création philatélique » — un choix pour les collectionneurs ! — va s'enrichir d'une œuvre originale, spécialement réalisée pour la cause par Salvador Dali. Remarquons simplement, sur notre cliché, quelle fut exécutée par l'artiste en l'an 1978. Vente générale le 19 novembre (49/79). — Retrait prévu le 9 janvier 1981.



3,00 F, brun, rouge, jaune, bleu et noir.

Format 36,55 x 48 mm. Gravé par Claude Durand. Tirage: 8 000 000 d'exemplaires. Impression: taille-douce, Atelier du timbre de Pérouzeux.

Mise en vente anticipée: — Le 27 et 28 novembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la poste, 24, boulevard de Vaugrand, Paris-15^e. — Obligation « F.P. ». — A la B.P. rue du Louvre, Paris-1^{er} et au bureau de poste de Paris 41, 5, avenue de Belfort, Paris-7^e. — Boîtes aux lettres spéciales pour « F.P. ».

Au Musée de la poste: Durant les deux jours de mise en vente anticipée du timbre-poste de Salvador Dali, les 27 et 28 novembre, de 9 h. à 18 h., le Musée de la poste (24, boulevard de Vaugrand) présentera au public quinze sculptures inédites de l'artiste. L'exposition privée initialement n'a pu être réalisée, compte tenu de la proximité de l'exposition de l'œuvre de Dali au Musée d'art moderne du Centre Pompidou.

Catalogue 1978-1980 édité par les postes suédoises, trente-six pages et couverture, en couleurs. Il contient les timbres suédois 1978, que le service philatélique peut encore vendre directement au collectionneur. — F.P.A. Postens Frimärksärling, S-101 18 Stockholm, Suède.

● OXYGENE — Les émissions de 1978, en album, sont vendues par le Département de Postal Service, Nicosia (Cyprus).

Bureaux temporaires des manifestations

● 75008 Paris (Maison des centres, 8, rue Jean-Goujon), le 9 novembre. — 3^e Salon philatélique d'automne (thème: « Littérature et religion »).

● 80000 Amiens (Logis du roy), le 11 novembre. — 50^e anniversaire de la mort de Foch et de Clemenceau.

● 92278 Bois-Colombes (Hôtel de ville), le 17 novembre. — Exposition philatélique franco-britannique Jeune.

● 31000 Toulouse (13, boulevard d'Arcade), les 17 et 18 novembre. — Exposition des postes philatéliques de Midi-Pyrénées.

● 42000 Guéret-Pontis (salle des fêtes, place du Nord), les 17 et 18 novembre. — Congrès départemental de philatélie.

● Vallée d'Andorre: au Cercle des arts et des lettres, 24, avenue Carmany, « Les Escalades » (Andorre-la-Vieille).

— le 19 nov.: Concours international de photographie.

— le 4 déc.: Nuit littéraire.

Nouvelles brèves

● HÉLIOLOGUE — L'ancien timbre, type « Lion héraldique », à 0,50 fr., depuis le 1^{er} octobre, est imprimé sur papier polyestér non phosphorescent.

● CANADA — Quatre timbres représentant des hydronaves: 27, 27, 36 et 36 cents, imprimés se tenant par deux.

● COCOS (Iles). — Série « Noct 1979 »: 25 et 55 cents. Tous les timbres portent la mention « Noct 1979 » entre parenthèses.

● LUXEMBOURG — Série « Caricatures 1979 », quatre timbres: sous-verre: 2 fr. + 25 c., le Printemps: 5 fr. + 25 c., l'été: 8 fr. + 50 c., le Charité: 12 fr. + 1 fr., l'Automne: 20 fr. + 8 fr., l'Hiver: 20 fr., d'après photos de François Schroeder, par Courvoisier S.A.

● NOUVELLE-GALEDONIE — Rodéo de Nouméa, 12 fr. Destin et gravure de Claude Andréotto.

ADALBERT VITALYOS.

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
André PERREAU et son fils - Roger PERREAU-ROCHE
à la terrasse et dans l'élégante salle à manger
Le Flaminche
HUTRIE, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci - Paris 6

BRASSERIE LUTETIA
544.30.10
23 rue de Sévres - PARIS 8^e
1 Entrée avec fruits de mer
+ 1 plat + 1 dessert
service inclus 58 F
Prix moyen à la carte 75 F
NOUVEAU DECOR

754.74.14 **Dessirier** 380.50.72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Fèreire) 17^e

« La côte de bœuf »
4, rue Saunier-Leroy, 75017 Paris
Fermé samedi soir et dimanche.
227-73-50.

lesoufflé
ANDRÉ FAURE
sa bonne cuisine française
et ses soufflés
SALLE CLIMATISÉE
30, rue de MONTMARTRE - F. 610
(Cité du Ventre) tél. 268.27.19

C.C.A.
GRANDS VINS
CHAMPAGNE
ALCOOLS et CHOCOLATS
HEIDSIECK MONOPOL
Belle Vente par 6 - la Bte 4080 F
SAVIGNY LES BEAUNE 76
Vente par 6 - la Bte 38.80 F
Ch. PONTET FUMET 71
St-Emilion Gd cru
recommandé
Vente par 12 - la Bte 33.50 F
SUGARD « LUTICE » 51.80 F
COTÉ D'OR Bte 1 kg 37.80 F
Tél. contre remboursement: magasin principal
103, rue de Turenne 75003 PARIS
277.59.27
Nouveaux Informations-Commodore
31, av. Matisse Pigeot 75015 PARIS
FOUR DES HALLES - Métro 1 - Porte Berger

1975-1976
DEUX GRANDES ANNEES
POUR LE BORDEAUX
LA SICA
LES VIGNOBLES DE BORDEAUX
vous propose
une casse-dégustation
12 bouteilles
vins de propriétaires
Graves
St-Emilion
St-Pierre de Mons-33210-LANÇON
Veuillez me faire parvenir,
sans engagement de ma part,
votre proposition détaillée.
Nom
Adresse

Rive droite

La Salade de St-Jacques au coquillage
Ce soir, à la Rotisserie de l'Inde
vous viendrez, qu'en pensez-vous ?
Rotisserie Rivoli
24, rue de Valenciennes - Tél. 262.78.00

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, rue George-V - 75008 Paris - Tél. 723-41-48, 723-41-49

Le Crain Bleu
Spécialités
Lyonnaises
et Foréziennes
dans la salle à manger
« Le plus agréable de Paris »
GARDE DE PARIS-LYON - 1^{er} étage
RESERVATION 22 343.00.06

CHEZ GEORGES
SES PLATS DU JOUR SON PETIT SALE
CONGRÈS DES PÊCHES TROUSSES
73, Bd. PEREIRE - 75015 PARIS
PORTER MAILLOT

LE MONT-BLANC
NOUVELLE FORMULE
MENU A 50 F S.N.C.
La Soupière
Terrine de canard maison ou
Pâté maquepoux au vin blanc.
Lapin au baillif frais ou
Filet de bœuf vapeur à l'ail.
Fromages ou Dessert.
5 Entrées et 5 Plats du jour
au choix tous les jours.
2, r. Cramail-Périer (7^e) - 551-58-40
Fermé samedi, 6^e étage.

LA PETITE CHAISE
FINE CUISINE DANS UN CADRE
D'EPOQUE. MENU 39 F vin comp.
36, r. de Grenelle - 222-13-35, t.l.j.

« Il y a quelque chose
de changé aux
Champs-Élysées.
Un bon restaurant
où l'on
se sent bien »
(extraits du Livre d'Or)
Les Jardins d'Edgard
92 RUE LA BOETIE (S^e). TEL. 359.08.20
Jusqu'à 1 h du matin. F. Sam. midi & Dim.

l'étoile d'or
RESTAURANT - BAR
HOSTELLERIE depuis 1960
1580, Henri III règne, Montaigne
publie ses essais. Depuis cette date,
aux marches de l'Île-de-France, sur les
bords de l'Alsace, l'Hostellerie du Lion
d'Or perpétue ses traditions d'accueil
et de cuisine. Foie gras, gibiers,
rôtisserie dans l'âtre.

MAISON PRUNIER
TRAKTIR
500-89-12
RESTAURANT - POISSONNERIE
16, av. Victor-Hugo (16^e) PARIS

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (8^e) - 874-45-44 et 65 (face Wagram)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)
Sa FABULEUSE CHOUROUTE
le DÉLICIEUX JANNEY DE PÔRCE - CONFIT DE CANARD - POMMES SAUTÉES
CHU C. O. J. C. A. EMPORTEUR
KANTERBRAU
7 rue de la Mairie 10^e - 602.00.94 - DE 5 H DU MATIN A 2 H DU MATIN

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 96 F vin, café, service compris
SPÉCIALITÉS A LA CARTE
Pole gras frais aux râlins - Coquilles St-Jacques aux cèpes - Magret
de canard au poivre vert - Pâtilla à la languette - Bonfils tranchés
CHIFFONNIER DE SAISON - FRUITS DE MER - VENTRE A EMPORTEUR
SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DÉJEUNERS D'AFF. - DINERS
SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE
123, av. de Wagram (17^e) - 227-81-50, 64-24 - Parking assuré

Hostellerie du Lion d'Or
TEL. 359.08.20
02200 VIC-ANNE
RESTAURANT - BAR
HOSTELLERIE depuis 1960
1580, Henri III règne, Montaigne
publie ses essais. Depuis cette date,
aux marches de l'Île-de-France, sur les
bords de l'Alsace, l'Hostellerie du Lion
d'Or perpétue ses traditions d'accueil
et de cuisine. Foie gras, gibiers,
rôtisserie dans l'âtre.

TOUS VOS REPAS, RÉCEPTIONS, CÉRÉMONIES GROUPE - FAMILLE - AFFAIRE

Les Assiettes au Bœuf
9, boulevard des Italiens
Place St-Germain-des-Prés - 123, Champs-Élysées
31 F 50 snc

Les Bistros de la Gare
59, boulevard du Montparnasse
73, Champs-Élysées - 38, boulevard des Italiens

16 au 19 novembre
à bord du
Nomadic.
40 viticulteurs avec une centaine de crus
à bord du S/S Nomadic, port Debilly, Paris 16^e
(près de la Péniche Ile-de-France, face à la Tour Eiffel)

Badier tapis
DU 10 NOV. AU 1ER DEC. 79
DE 9 H. A 19 H.
SOLDES
NOCTURNE D'OUVERTURE LE 9 NOV.
DE 20 H. A 22 H.
5000 M2 DE MOQUETTE
50 % SUR 100 TAPIS
40 % SUR 500 TAPIS
30 % SUR LES TAPIS D'ORIENT
25 % SUR LES PAPIERS
20 % SUR LA
PEINTURE
ETC...

94, BD
DE GRENELLE
75015 PARIS
TEL. 579.92.54
MÉTRO
LA MOTTE-
PICQUET
& DUPLEX.

SCIENCES

L'ère de la biologie triomphante

(Suite de la première page.)

Parallèlement aux progrès considérables qui ont été réalisés dans la génétique moderne, la mise à la disposition des chercheurs d'outils d'investigation de plus en plus raffinés et de plus en plus puissants leur permet d'élucider peu à peu les mécanismes fondamentaux de la vie des organismes vivants.

On sait aujourd'hui, avec beaucoup de précision, comment ceux-ci utilisent les matières premières disponibles dans leur environnement immédiat, les transforment pour fabriquer de nouvelles molécules, se reproduisent, etc.

Biologie cellulaire, biologie moléculaire, microbiologie : un vocabulaire nouveau a été forgé pour baptiser les différentes branches de cette science qui s'approfondissent peu à peu et dont la médecine a été un des premiers bénéficiaires.

Au début des années 70, la biologie devait faire un nouveau pas en avant, celui-ci même qui permettrait de beaucoup de progrès, aujourd'hui d'une ère nouvelle. Les chercheurs savaient pourquoi

— en particulier pour le traitement de l'information que contient le code génétique — l'organisme vivant élémentaire (bactérie ou cellule) fabrique telle substance en consommant telle autre. Peu à peu ils ont appris à contrôler cette activité, d'abord dans certaines bactéries, en particulier en leur apprenant à réaliser des synthèses de molécules qu'elles ne savent pas normalement faire, en modifiant l'hérédité du micro-organisme, en incluant dans son bagage génétique les instructions nécessaires à la fabrication de ce nouveau produit, qui leur est normalement inconnu. Des équipes américaines, anglaises et françaises notamment ont ainsi pu ordonner à des bactéries communes — du type *Escherichia coli* ou *Bacillus subtilis* — de synthétiser de l'insuline, de la somatostatine ou de l'ovalbumine. L'outil permettant de réaliser cette opération est baptisé — suivant les arrière-pensées de chacun : génie génétique, recombinaison génétique *in vitro* (ces deux termes ayant la faveur des chercheurs qui sont « pour »), ou manipulations génétiques.

Une panoplie de méthodes

D'autres méthodes, classiques ou modernes, permettent aussi de modifier le programme génétique d'un organisme vivant : il y a belle lurette qu'on sait, dans le règne végétal, croiser des espèces pour modifier leurs caractéristiques. Beaucoup plus récemment apparaît une nouvelle méthode, l'hybridation cellulaire, est également riche de promesses : elle permet, par exemple, de fabriquer des anticorps sur mesure (1). Ainsi se complète une panoplie de méthodes qui devraient bientôt ouvrir la voie à la « fabrication », presque à volonté, d'organismes vivants capables de réaliser des actions voulues par l'homme : on va pouvoir, à grande échelle, « maîtriser les micro-organismes au travail ».

Cette idée n'est pas en soi nouvelle, et il y a des centaines de milliers d'années que l'infinitement petit est au service des organismes supérieurs : certaines plantes ne peuvent vivre qu'en symbiose avec une bactérie ou un champignon, et l'homme lui-même ne pourrait survivre sans les milliards de micro-organismes à l'œuvre sur sa peau ou dans sa flore intestinale. Ce qui paraît évidemment plus nouveau, c'est l'idée de profiter délibérément

de l'action des micro-organismes pour agir sur le monde qui nous entoure. En fait, il y a longtemps que l'homme, sans le savoir du moins au départ, a mis les micro-organismes au travail : le vin, la bière, le pain, le fromage, la choucroute, pour prendre quelques exemples quotidiens, doivent tout, ou presque, à l'action invisible des colonies de levures ou de bactéries.

La « bio-industrie », ou les « biotechnologies », ne sont pas en elles-mêmes des créations récentes. Et elles sont déjà intégrées dans des unités industrielles très modernes, et particulièrement dans l'industrie du médicament : antibiotiques, vaccins, vitamines, stéroïdes par exemple, sont massivement produits grâce à la fermentation.

De nombreuses autres branches industrielles profitent de cette méthode de base : on sait produire de l'acétone-butanol par fermentation depuis 1917, de l'acide lactique depuis 1937. La moitié de la production française d'alcool éthylique est réalisée par fermentation. Un groupe industriel comme Rhône-Poulenc estime que 4 à 5 % de son chiffre d'affaires trouve son origine dans les techniques de fermentation.

Jusqu'à présent, les micro-organismes qu'utilise l'industrie, pour produire un nombre très respectable de molécules différentes, sont essentiellement le fruit du hasard : les chercheurs essaient de voir dans des conditions variées d'environnement et de milieu nutritif, ce que peuvent produire bactéries et levures trouvées dans la nature. Ou bien, prenant des colonies de micro-organismes déjà à l'œuvre dans la fabrication de tel ou tel composé, ils provoquent des mutations génétiques, par exemple, en les soumettant à des produits chimiques ou à des rayonnements radioactifs. L'étude systématique de ces micro-organismes « mutés » fait parfois apparaître des propriétés intéressantes : production de la même substance qu'au départ, mais avec des rendements meilleurs, ou des conditions d'élevage plus faciles à assurer, ou production de nouvelles substances. Dans tous les cas, le succès est avant tout une question de chance.

Les nouvelles techniques génétiques permettent justement d'ignorer ce facteur chance, et de froter la bactérie, la levure, ou la cellule à produire la substance choisie par le « manipulateur », et parfois fort éloignée de ce que cet organisme fait naturellement.

Ce « viol de la nature » n'est pas sans danger. Une bactérie « manipulée » pourrait fort bien se trouver dotée, par hasard ou par

Des possibilités étonnantes

Danger ou pas, ce serait bien la première fois dans l'histoire que l'homme déciderait en renonçant totalement aux nouvelles techniques de la biologie moderne, d'arrêter le progrès : surtout, ce serait se priver de possibilités apparemment étonnantes.

Qu'on en juge : à entendre les chaires de la biologie nouvelle, celle-ci pourra à la fois résoudre les problèmes de l'énergie, de l'alimentation mondiale, des pollutions et des déchets, des pénuries de matières premières. L'enthousiasme doit évidemment être tempéré, on le verra, du fait des facteurs extérieurs qui freinent nécessairement d'une manière ou d'une autre, l'essor de ces techniques.

● **DANS LE DOMAINE MÉDICAL** on produira, par exemple, par voie biologique, des hormones obtenues aujourd'hui, à grand prix, par des synthèses très difficiles, ou des produits

la volonté du « manipulateur », d'un grand pouvoir pathogène, par exemple si la modification de son bagage génétique la rend capable de sécréter une toxine dangereuse éventuellement inconnue. A quoi les partisans de l'ingénierie génétique répondent que, notamment pour la fabrication de vaccins, de nombreux laboratoires manipulent quotidiennement des virus ou des bactéries qui peuvent être mutés pour l'homme, mais qui n'ont jamais provoqué de catastrophe. D'autre part, font-ils valoir, dans la nature elle-même, les processus de « manipulations génétiques » surviennent parfois spontanément.

Autre danger potentiel : le risque de déséquilibre écologique que ferait courir une nouvelle espèce de bactérie ou de plante capable, par des propriétés particulières, de se développer très rapidement aux dépens des espèces pré-existantes. Là encore, les défenseurs du génie génétique invoquent la nature, en relevant que ce sont justement des mutations génétiques qui sont à l'origine de nouvelles espèces : c'est donc un phénomène normal.

Ces réponses ne sont pas nécessairement satisfaisantes, et l'on peut, par exemple, faire un parallèle inquiétant avec les « évolutions provoquées », dans certaines espèces de micro-organismes, par l'usage immodéré d'antibiotiques qui a pu conduire à l'apparition de souches résistant à tous les antibiotiques connus.

ple en faisant pousser des levures (2) capables de synthétiser ces molécules.

● **DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE**, la production de méthane à partir de la fermentation de déchets organiques ou végétaux est déjà une réalité. Un objectif séduisant est la production directe d'hydrogène par des micro-organismes (algues par exemple) auxquels on donnerait la capacité de synthétiser une enzyme (l'hydrogénase) pouvant transformer en hydrogène gazeux les atomes d'hydrogène libérés par la photosynthèse.

● **DANS LE DOMAINE DES PRODUITS ENTIÈREMENT NOUVEAUX** pourraient, dans le secteur industriel, être issus d'organismes manipulés : des « biopolymères », par exemple, pourraient fabriquer des caoutchoucs, ou encore, la fabrication contrôlée d'enzymes pourrait complètement modifier les processus de production, par exemple, en chimie fine : une synthèse complexe, nécessitant de nombreuses étapes en « chimie classique », peut laisser la place à une réaction unique de constitution sur un enzyme. De telles techniques sont déjà courantes, faisant par exemple appel à la

fixation d'enzymes sur un support (verre, matière plastique).

● **LA TRANSFORMATION *IN SITU* DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES** est réalisable par l'intermédiaire de bactéries : au Canada est exploitée un gisement d'uranium où des bactéries transforment sur place certains sulfures, présents dans le minerai, en acide sulfurique qui solubilise l'uranium.

● **DANS LE DOMAINE DES DÉCHETS AGRICOLES OU INDUSTRIELS** peuvent être valorisés par des bactéries contribuant à la lutte contre la pollution : General Electric cherche actuellement à breveter aux États-Unis une souche bactérienne capable de digérer les hydrocarbures.

Ces idées, pour la plupart, ne relèvent plus de la science-fiction, et les industriels suivent attentivement l'évolution de toutes ces techniques nouvelles, pouvant modifier profondément toute une série de « filières » techniques.

XAVIER WEEGER.

Prochain article :

II. — DES INDUSTRIELS DANS L'EXPECTATIVE

(1) *Le Monde* du 12 avril 1979.

(2) *Le Monde* du 10 octobre 1979.

L'ACADÉMIE A DÉGÉRNÉ SES GRANDS PRIX

L'Académie des sciences a fait connaître la liste de ses grands prix pour 1979 :

● **Prix Charles-Léopold Mayer** (220 000 francs), à deux Britanniques, M. David Elze et D. David Phillips, pour leurs travaux sur l'étude de la structure tertiaire des protéines et du mécanisme de l'activité catalytique des enzymes par cristallographie aux rayons X.

● **Prix Ampère de l'Électricité de France** (200 000 francs), à M. Claude Cohen-Tannoudji, professeur de physique atomique et moléculaire au Collège de France, pour l'introduction du formalisme de l'atome « habillé » par ses interactions avec une onde électromagnétique, et pour les diverses applications qu'il en a faites.

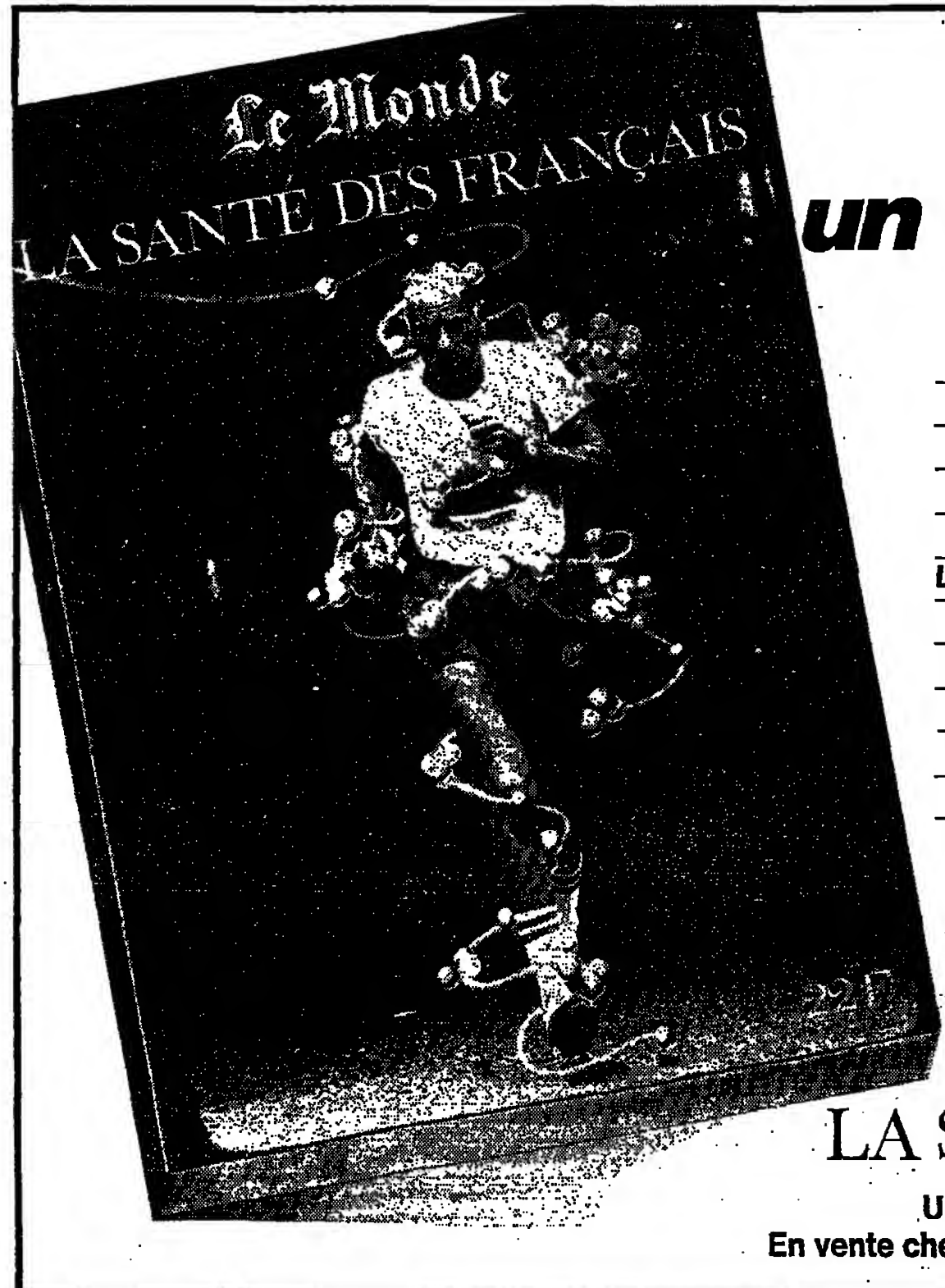
● **Prix du Commissariat à l'énergie atomique** (180 000 francs), à M. Philippe Nozières, professeur à l'université de Grenoble, pour l'approche nouvelle qu'il a introduite dans l'étude théorique des phénomènes collectifs, notamment dans les solides et les liquides quantiques.

● **Prix Jaffé** (80 000 francs), à M. Serge Feneuille, directeur de recherche au C.N.R.S., directeur du laboratoire Aimé-Cotton, pour ses travaux sur la théorie de la structure atomique et les problèmes d'interaction lumière-atomes posés par l'utilisation des lasers.

● **Prix fondé par l'État** (40 000 francs) à M. Marc Fellous, pour sa contribution à l'étude des antigènes de membranes des spermatozoïdes humains et leur importance sur le développement et la différenciation.

● **Prix Joannides** (40 000 francs) à M. Pierre Jollès, directeur de recherche au C.N.R.S., pour ses travaux sur les relations entre la structure des protéines et leurs propriétés catalytiques, immunologiques et cristallographiques.

● **Prix Doistau-Smitte Blutel** (30 000 francs) à M. Jean-Pierre Guiraud, ingénieur civil des mines, professeur à l'université de Paris-VI, pour ses travaux sur la théorie cinétique des gaz et l'application systématique des méthodes de développements asymptotiques à divers problèmes de mécanique des fluides.



La santé, un débat essentiel

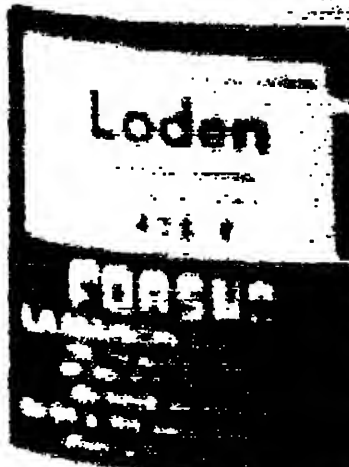
De quoi souffre-t-on, de quoi meurt-on aujourd'hui ?

- Les derniers progrès thérapeutiques
- Les coûts de la médecine
- Les systèmes d'assurance maladie
- L'hospitalisation publique ou privée
- Le développement de l'industrie de la santé
- Le statut des médecins
- La prévention - La recherche
- Les manipulations génétiques
- L'alcool, le tabac, la drogue
- Ce qui se passe à l'étranger
- L'avenir

Le Monde

LA SANTÉ DES FRANÇAIS

Un numéro spécial des dossiers et documents
En vente chez tous les marchands de journaux - 232 pages - 22 F



1350

هكذا من الأهل

INFORMATIONS «SERVICES»

Vivre à Paris

Garages hors de prix

M. GEORGES MESMIN, député (U.D.F.) de Paris, avait signalé au ministre de l'économie une situation qui préoccupe beaucoup d'automobilistes parisiens.

« Le blocage du prix de location des emplacements pour voitures dans les garages commerciaux, expliquait-il, maintient depuis de très nombreuses années, à un niveau, à Paris et dans les grandes villes, la disparition de nombreux établissements, leurs propriétaires ayant intérêt à vendre ceux-ci à des promoteurs immobiliers.

« Dans le même temps, des emplacements nouveaux ont été construits à des coûts très élevés et les particuliers qui les possèdent pratiquent des prix de location bien supérieurs aux prix pratiqués par les professionnels.

« La Ville de Paris, elle-même, continuait M. Mesmin, lorsqu'elle loue des emplacements au sol, sans gardiennage et soumise aux intempéries, pratique des tarifs supérieurs à ceux des garages commerciaux.

Comment remettre de l'ordre dans cette affaire ? N'est-il pas possible, en particulier, de modifier la législation sur les prix, demandait, en conclusion, le député de Paris.

Voici la réponse que vient de lui adresser le ministre :

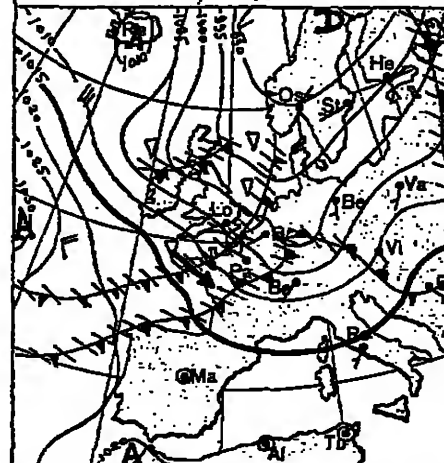
« Les prix des garages commerciaux parisiens ont pu être licitement augmentés dans la limite de 45 % par rapport à 1971. En outre, le taux de majoration par rapport au tarif normal dont bénéficient les établissements en zone bleue, qui était de 12 % en 1971, a été porté à 18 % en 1976 ; les tarifs licites ont augmenté de 44 % pendant cette période. Cette mesure ayant été précisément prise en vue d'améliorer la rentabilité des garages situés au centre de Paris.

« Dans le même temps, et dans cette même période, il a été prévu que les tarifs applicables aux véhicules de cinquième catégorie pouvaient faire l'objet de tarifs spéciaux déposés par les exploitants. En application de ces dispositions, les intéressés ont pu déterminer eux-mêmes leurs tarifs pour ces véhicules, l'administration s'étant seulement opposée à la mise en vigueur des tarifs de location mensuels, manifestement trop élevés.

« La réglementation des prix, conclut le ministre, ne saurait donc être tenue comme principalement responsable de la réduction du nombre des garages commerciaux à Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-11-79 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 novembre à 0 heure et le samedi 10 novembre à 24 heures :

Des masses d'air froid venant du nord-ouest s'étendront rapidement sur toute la France, où elles donneront un temps instable et plus froid.

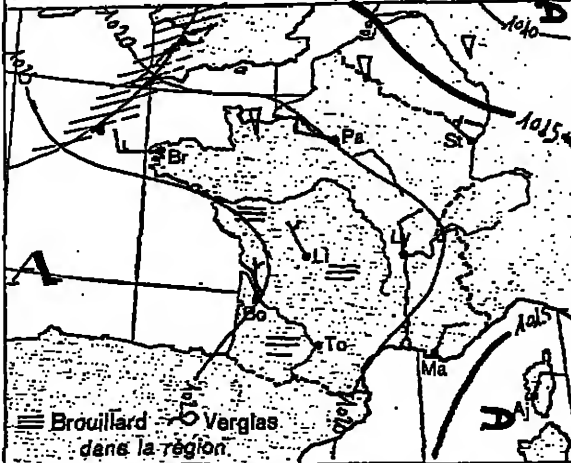
Samedi 10 novembre, le temps de secteur nord-ouest, assez modéré et brumeux dans l'après-midi, sera fort ou fort près de la Manche et de la mer du Nord, ainsi que sur le littoral méditerranéen. Le ciel sera très variable, les éclaircies alternant avec des nuages d'instabilité, qui donneront des averses. Celles-ci, nombreuses et souvent fortes de la Manche au Rhin, au Massif Central et aux Alpes, seront accompagnées de chutes de neige au-dessus de 800 mètres. En fin de journée, l'instabilité s'atténuera en Bretagne, en Vendée et en Aquitaine, et les vents s'affaibliront.

Les températures, en baisse, seront comprises entre 3°C et 6°C le matin, 10°C à 12°C l'après-midi.

Vendredi 9 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1017 millibars, 752 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre

PRÉVISIONS POUR LE 10-11-79 DÉBUT DE MATINÉE



Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 novembre : le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 : Alacoc, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 16 et 10 ; Besançon, 14 et 5 ; Clermont-Ferrand, 19 et 9 ; Dijon, 14 et 8 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 10 et 5 ; Lyon, 18 et 11 ; Marseille, 20 et 11 ; Nancy, 13 et 7 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice, 19 et 10 ; Paris - Le Bourget, 15 et 8 ; Pau, 10 et 9 ; Perpignan, 21 et 9 ; Rennes, 15 et 4 ; Strasbourg, 15 et 9 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 18 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 8 degrés ; Amsterdam, 10 et 5 ; Athènes, 21 et 10 ; Berlin, 7 et 4 ; Bonn, 14 et 4 ; Bruxelles, 10 et 5 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Coppenhague, 8 et 3 ; Genève, 18 et 11 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 10 et 3 ; Madrid, 20 et 2 ; Moscou, 4 et 1 ; New-York, 10 et 8 ; Palma-de-Majorque, 22 et 10 ; Rome, 19 et 15 ; Stockholm, 5 et 0 ; Téhéran, 19 et 12.

La journée commémorative du 11 novembre sera particulièrement placée cette année sous le signe des femmes — mères, veuves et filles — éprouvées par les guerres.

Après avoir assisté à une messe solennelle, célébrée à 19 heures en l'église Saint-Louis-des-Invalides, dimanche prochain, le président de la République se rendra à l'Arc de triomphe de l'Étoile à 18 heures. Puis le chef de l'État présidera un grand déjeuner au château de Vincennes, auquel sont conviés des représentants de veuves et de mères de combattants. M. Giscard d'Estaing y annoncera une série de mesures en leur faveur.

Dans une lettre au préfet de région, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance a décliné l'invitation qui a été faite à ses veuves, filles et mères de disparus. « Bien qu'attachée à la commémoration des formations du 12 novembre 1918, nous ne saurions cautionner la suppression de la célébration officielle de l'écrasement de l'hitlerisme le 2 mai 1945 », écrit notamment l'ANCR.

BREF

ACTION SOCIALE

ENFANTS AVEUGLES. — L'Association nationale des parents d'enfants aveugles ou gravement déficients visuels (A.N.P.E.A.) organise, le samedi 10 novembre, à 14 heures, à l'A.V.H., 5, rue Duroc, 75007 Paris, un colloque sur le thème : « La guidance parentale et le service de suite, clés du développement de l'enfant aveugle ».

* ANPEA, 74, rue de Stèves, 75007 Paris, tél. 567-75-68.

COLLOQUES

LA MAISON INDIVIDUELLE. — Habitation principale ou résidence secondaire, la maison individuelle sera l'objet d'un colloque qui aura lieu, le mercredi 14 novembre, dans les locaux de l'hôtel Nikko, à Paris. Banquiers, élus, promoteurs, hauts fonctionnaires et architectes assisteront de dégager l'avenir d'un mode d'habitation menacé par son succès même. La maison individuelle symbolise la liberté, mais elle se révèle dévoreuse d'espace. Jusqu'où les pouvoirs publics la supporteront-ils ?

* Groupe de recherche sur l'économie de la construction et de l'aménagement (GRECAM), Tour Maine-Montparnasse, 23, avenue du Maine, 75735 Paris Cedex 13, tél. 533-67-91.

STAGES

COURS DE LANGUES RÉGIONALES.

Océan : cours de provençal destiné aux lycéens (baccalauréat). Lycée Paul-Bert, 7, rue Huyghens, 75014 Paris, tél. : 320-32-64.

* Institut de langue et littérature d'O.C. pour les étudiants de DEUG, licence et maîtrise. Inscriptions closes le 20 novembre. Université de Paris-IV, 16, rue de la Sorbonne, 75006 Paris.

PRESSE

« A l'appel de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. », les délégués d'entreprises du livre de toutes les régions se sont rassemblés jeudi 8 novembre devant le siège de la Fédération patronale pour exiger « l'ouverture rapide » de négociations sur les revendications des quelque 95 000 ouvriers concernés, en particulier sur les salaires, l'emploi, la mensualisation et la pré-retraite. Dans un communiqué, le Livre C.G.T. estime que la date proposée pour une telle réunion par le patronat — le 10 décembre ? est « inacceptable » parce que trop éloignée.

« Perspectives juniors », un hebdomadaire destiné aux jeunes de quatre à quatorze ans vient de faire paraître son premier numéro. En vente tous les mardis à Paris, au prix de 2 francs, il comprend une sélection de spectacles pour le week-end et le mercredi : théâtre, cirque, cinéma, marionnettes et jeux.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 novembre 1979 :

DES DECRETS

« Portant réforme de la procédure en matière civile devant la Cour de cassation et modifiant certaines dispositions de procédure civile ;

« Relatif à l'assimilation à des services militaires des services accomplis dans les groupes mobiles de sécurité (formations supplétives) et à la validation pour la retraite des périodes de captivité subies en Algérie par des personnels de nationalité française ;

« Portant publication de l'échange de notes franco-espagnols des 10 juillet 1978 et 9 juillet 1979 concernant l'avenant du 20 avril 1978 modifiant l'arrangement du 20 mai 1969 relatif à la création d'un bureau à contrôle nationaux juxtaposés en gare d'Irun.

LOTO

TIRAGE N° 45
DU 7 NOVEMBRE 1979

4	12	28	40	45	46
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE 13

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	3 2 479 074,40 F
5 BONS NUMEROS	17 218 741,80 F
5 BONS NUMEROS	1 114 10 014,20 F
4 BONS NUMEROS	65 872 169,30 F
3 BONS NUMEROS	1 373 168 11,70 F

PROCHAIN TIRAGE LE 14 NOVEMBRE 1979

VALIDATION JUSQU'AU 13 NOVEMBRE 1979 APRES-MIDI

ROULETTE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

Bien dormir sur un bon canapé.

nous avons choisi cette semaine ce merveilleux canapé-lit « top-sior » ou duvet, trouvant sa place dans tous les styles. Se fait en toutes dimensions.

Une boutique très spécialisée en canapé-lit s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles

LA GUERANDE

La Boutique du Canapé-lit
PARIS (7^e) - 549-23-62
13 bis, rue de Grenelle

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2537

HORIZONTALEMENT

I. Est spécialement conçu pour mettre du liquide. — II. Pas comme la rose. Peut se voir côté d'un saurien. — III. Donne pour être dans le ton. Qu'on de laisse donc pas vieillir. Participe qui évoque les éclats. — IV. Donne la rose. Souvent heureuse quand elle est riche. — V. Qui concerne un canal. — VI. Milieu du bar. — VII. Indispensable pour faire la peau. — VIII. Endroit où l'on voit le jour. Peut porter la barre. Vaste plaine. — IX. Abréviation pour le patron. — X. On ne peut pas être comblé. — XI. Se fixe au mur. Travail de lisseuse. — XII. Surtout pour un feu. Fin de partie. N'est pas rendue volontiers. — XIII. Nom qu'on peut donner à celui qui cherche à nous dépasser. — XIV. Princesse hindoue. — XV. Qui n'a donc rien à payer. Peut être assimilé à un jeu de cartes. — XVI. D'un auxiliaire. Pas hess. — XVII. Participe. Sans raison. Peut être utilisé quand commémoratif. Un bruit inquiet. — XVIII. Evénement.

VERTICALEMENT

1. Ont intérêt à écarter. Utiles pour celui qui veut commander. — 2. Une vieille machine. — 3. Utile. — 4. Moment où l'on ouvre des boîtes. — 5. Mineur. Pour une messe. Doit être mis sur la voie. — 6. Habitée des fées. — 7. Fruit qui vaut une prune. — 8. Gros quand on fait la culbute. Se livrer à une opération qui exige bon pied et bon œil. — 9. Chers familiers. Nom de genre. Mot d'enfant. — 10. Pronom. Valait huit pintes. Fait perdre bien des boutons. — 11. Peut être assimilé à une tête de comédie. — 12. Un sacré bouc. Rivière qui évoque un massif. — 13. Passe à Cahors. Qui font donc de l'effet. — 14. Prend facilement la mouche. S'agrandissent petit à petit. — 15. Protège une phalange. Peut être de garde. Mis au courant. — 16. Dans l'équipement du chasseur. Evoque un pas martial. Draine la Tarentule. — 17. Pas livres. Signe musical. Possessif.

Solution du problème n° 2536

Horizontalement

I. Annulées. — II. Volvodies. — III. Emeutes. — IV. Zili. — V. Ta. Aspect. — VI. Uri. — VII. Réor. — VIII. Béna. — IX. Ure. — X. EG. — XI. Salubre. — XII. Et. — XIII. Nea.

Verticalement

1. Aventurouse. — 2. Nom ;

PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

« L'art hellénistique grec », 11 h, musée du Louvre, porte Denon (ABGUS).
« La mosaïque et l'islam », 15 h, place du Fuit-de-l'Érmitage (ABGUS).
« Le Paris des « Dieux ont soif », 11 h, musée de la Ville de Paris (Mme Bartier).
« Les parties hautes de Notre-Dame, interdites depuis 18 h, 15 h, musée de la Ville de Paris (Mme Bartier).
« Du canal Saint-Martin au très bel hôpital Saint-Louis », 15 h, musée de la Ville de Paris (Mme Bartier).
« Le Sénat et le palais du Luxembourg », 15 h, 15 h, rue de Tournon (Mme Hager).
« De Saint-Sébastien à Saint-Julien-le-Pauvre. Vie des étudiants du Moyen Âge. Vieilles histoires de la rue aux dévotions du Petit Châtelet », 15 h, musée de la Ville de Paris (Mme Bartier).
« Les hôtels de Mondragon et Moyan Agé ; dragons et tapisseries », 15 h, 3, rue d'Antin (Mme Bartier).
« Parties hautes et terrasses de Notre-Dame », 14 h, 45, façade portico central (M. de La Roche).
« Les salles égyptiennes du Louvre », 15 h, musée du Louvre (Guides Visites).
« Couvents et jardins de la rue de Charonne », 15 h, 15 h, musée Alexandre Dumas (M. Leclerc, Paris inconnu).
« Le Banque de France en l'hôtel Oulland », 15 h, 1, place de Malesherbes (Toussaints culturels).

GUY BROUTY.

la Boutique Féerique

des
TROIS QUARTIERS

Reflets des vœux,
des désirs et des souhaits.
Reflets de l'amitié:
1000 cadeaux vous attendent
à la Boutique Féerique
au 4^e étage

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

CONFÉRENCES

14 h. Palais des congrès, salle Bolleau : « Echnakar, un genre de vie » (F. Dupuis).
16 h. 30. Palais des congrès, salle Bolleau : « Echnakar, un genre de vie » (F. Dupuis).
20 h. 30. 189 bis, rue Saint-Martin : « La cryptanalyse » (M. Garrio).
14 h. 45. 64, rue du Rocher : « Le Troisième Ciel » (M. Blandin).
« Kessel, héros de légende » (Mme Avray).
« Paul-Il réclame la durée du travail ? » (Jean Havre).
Club du Faubourg-Théâtre Tristan-Bernard, 15 h. 151, rue Saint-Jacques : « Transports et environnements » (Association de géographes français).

Le Monde

Service des Abonnements
17, rue de Valenciennes
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-21

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	135 F	250 F	360 F
TOUR PAYS ÉTRANGERS	155 F	290 F	420 F
PAR VOIE NORMALE	200 F	380 F	550 F

(Par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
115 F 325 F 480 F 615 F

II. — SUISSE-TURQUIE
220 F 420 F 612 F 800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse (deux volets ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Rédigé par la S.A.S.I. Le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX

1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

la cuadra de seville
andalucía amarga
de salvador tavora
dans le cadre du festival d'automne

Au « LA BRUYÈRE », finie la MOROSITÉ
En 2 heures, retrouvez la JOIE DE VIVRE
LUCCIONI - PATUREL - FORLANI
UN ROI QU'A DES MALHEURS-BONHEUR

« Ne manquez pas cette comédie où pétille
la verve de Forlani. » (J.-J. Gautier.)
« Drôlerie irrésistible. Etonnant bonheur. »
(F. Chalais.)

A 21 H SAUF LUNDI - DIMANCHE 15 H 30 et 21 H

THEATRE DE L'ATHENEE

PIERRE DUX
sublime! LE FIGARO
splendide LE MONDE
fabuleux LA CROIX
prouesse FRANCE SOIR
performance L'AUREOLE

DANS
**LA FRAÎCHEUR
DE L'AUBE**
MISE EN SCÈNE
RAYMOND ROULEAU
AVEC
TANYA LOPERT
ANDRE DUSSOLLIER
ET
JEAN DAVY

location théâtre 749.67.27 et agences

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT RICHELIEU - PARAMOUNT CITY
SAINT-GERMAIN - PARAMOUNT MARIVAUX - PUBLICIS
SAINT-GERMAIN - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT
GALAXIE - CLICHY PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - QUINTETTE
GAUMONT CONVENTION - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiois - BUXY Boussey
Saint-Antoine - CYRANO Versailles - PARAMOUNT ÉLYSÉES 2
la Collé-Saint-Cloud

LE PULL-OVER ROUGE
UN FILM DE MICHEL DRACH

GILLES PERRAULT
JEAN-LOUP DABADIE / YVES ROBERT / CATHERINE DENEUVE
JEAN-LOUP DABADIE / YVES ROBERT / CATHERINE DENEUVE
JEAN-LOUP DABADIE / YVES ROBERT / CATHERINE DENEUVE

La Commission de Contrôle doit devoir signaler qu'en raison de son climat
d'angoisse et de tension, le film peut ne pas convenir à de très jeunes
spectateurs.

GAUMONT COLISÉE - U.G.C. BIARRITZ - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU - MONTMARTRE PATHÉ - WEPLER PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE
SAINT-GERMAIN STUDIO - GAUMONT LES HALLES - VICTOR-HUGO PATHÉ - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - GAUMONT Evry - PATHÉ Champigny - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiois - PARINOR Aulnay-sous-Bois
ALPHA Argenteuil - PARLY II - TRICYCLE Asnières - ARIEL Reuil - FRANÇAIS Enghien - VELIZY

UN FILM DE YVES ROBERT
JEAN ROCHEFORT
CATHERINE DENEUVE
COURAGE FUYONS
COMÉDIE DE
JEAN-LOUP DABADIE ET YVES ROBERT
DIALOGUE DE
JEAN-LOUP DABADIE

C'est fort drôle.
Alors, courage, rions!
Robert Chazal FRANCE-SOIR

Ah! le joli film que
c'est bon de rire.
C.M. Trémols TÉLERAMA

Une comédie étincelante.
NOUVEL OBSERVATEUR

Réjouissant, chaleureux,
tendre, hilarant.
Didier Decoin VSD

مكتبة الأمل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-97-50), 19 h. 30 : La Sylphide.
Châtelet (772-81-15), salle Gémier.
20 h. 30 : Les Larmes amères de
Petra von Kant.
Odéon (235-70-32), 20 h. 30 : Dève
au bord de mer.
Petit Odéon (235-70-32), 18 h. 30 :
Edith Piaf.
T. E. R. (742-98-00), 20 h. 30 : On ne
badine pas avec l'amour.
Petit T. E. R. (742-98-00), 20 h. 30 :
X. Valéry.
Centre Pompidou (277-12-33),
20 h. 30 : Trisha Brown (danse);
19 h. : Stuart Sherman (spectacle
et film); 18 h. : Débat-rencontre.
Cadre de ville, premier cycle (villes
en mutation).
Carré Silvia Monfort (531-28-34),
21 h. : La Pourmi dans le corps.
Théâtre de la Ville (274-11-51),
18 h. 30 : Sol; 20 h. 30 : Gin
Gane.
Centre culturel du Marais (278-06-05),
20 h. 30 : Garden (Japanese Modern
Dance Theater).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 18 h. 30 :
Michel Yvar; 20 h. 30 : Croix de
sang; 22 h. : Salle d'attente.
Antoine (208-77-11), 20 h. 30 : Le
Pont japonais.
Arts-Jesset (287-23-23), 20 h. 45 :
A nous de l'ouest.
Athènes (742-98-00), 21 h. : La Fraî-
cheur de l'aube.
Boiffes-du-Nord (239-54-50), 20 h. 30 :
l'Œil; la Conférence des oiseaux.
Bouffes-Parisiens (235-40-24), 21 h. :
Le Charlatan.
Cartoucherie, Chapreau (368-91-40),
20 h. 30 : Darling, Darling.
Théâtre de l'Aquarium (374-98-61),
20 h. 30 : Pape; 21 h. : Théâtre du
Soleil (374-34-08), 20 h. : Méphisto.
Centre d'art cellique (254-97-62),
20 h. 30 : Baras Breiz.
Cité internationale (358-38-88), Gaie-
ria, 20 h. 30 : l'Épopée de Giga-
mesh; 21 h. : La Bessière, 20 h. 30 :
Finnegans Wake; 21 h. : Grand Thé-
âtre, 20 h. 30 : Le Mariage.

**THEATRE DE
L'ŒUVRE**
CLAUDE PIEPLU
GEORGES WILSON
CLAUDE RICH
**UN HABIT
POUR L'HIVER**
de CLAUDE RICH
sur un texte de GEORGES WILSON

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
présente
**TANIA
MARIA**
Lundi 12 Novembre à 21 h.
TARIF UNIQUE 30 F.
Location au Théâtre de 11 h à 22 h.
Rue Taitbout 741.25.49, sous les arcades.

Mardi 14 novembre, 20 h. 30
CERCLE INTERALLIÉ
33, r. du Faubourg-St-Honoré (8^e)
RECITAL DE PIANO
**Marie-Claude
WERCHOWSKA**
Œuvres de compositeurs flamands

ENSEMBLE ORCHESTRAL
DE PARIS
Directeur : J.-P. WALLEZ
AVIS DE CONCOURS
— 1 violon de rang.
— 1 alto solo.
— 1 premier cor solo.
— 1 second cor.
DIMANCHE 16 DECEMBRE 1979
Renseignements : 387-32-40/35-01
15, av. Montaigne - 75008 PARIS.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 9 novembre

Danou (261-13-14), 21 h. : S.O.S.
tendresse.
Edouard-Va (742-97-49), 21 h. : Le
Piège.
Gaiety (273-46-42), 21 h. : Audience;
Festaine (74-74-40), 18 h. 30 : Un
étrange après-midi.
Grand hall Montparnasse (233-80-78),
20 h. 15 : Cervantes et Don Qui-
chotte; 22 h. 15 : Maledoror le
madrid.
Gymnase (246-79-70), 20 h. 45 : No
man's land.
Hochette (325-38-88), 20 h. 30 : La
Cantatrice égarée; la Leçon.
H. Teatrino (322-28-92), 21 h. : La
Ménade par amour.
La Bruyère (874-76-88), 21 h. : Un
roi qu'a des malheurs.
Lacordaire (544-57-34), Théâtre Noir,
18 h. 30 : Les Épiques; 20 h. 30 :
Stratégie pour deux jacobins;
22 h. 30 : La Foulée; 21 h. : Théâtre
Rouge, 18 h. 30 : Marie de l'Incen-
sation; 20 h. 30 : Série bleue;
22 h. 30 : Québécois à vendre.
Madelaine (265-07-09), 20 h. 30 :
Tovaritch.
Maison des Amateurs (236-54-39),
21 h. : Les Mystères de Marseille.
Mathurins (235-30-00), 20 h. 30 : Les
Frères ennemis.
Michel (243-30-52), 21 h. 15 : Deux
sur escarp.
Midi (742-93-23), 20 h. 30 :
Coup de chapeau.
Montparnasse (320-89-80, 322-77-74),
21 h. : Les Parapluies de Cherbourg.
Nouveautés (770-52-78), 21 h. : Un
clochard dans mon jardin.
Oblique (335-02-94), 20 h. 30 : Théa-
tre des monologues; 22 h. 30 :
l'Ennemi public n° 1.
Ouvrier (874-42-52), 20 h. 45 : Un
habit et un hiver.
Orsay (548-38-33), 20 h. 30 : Wings.
— Petit Orsay, 20 h. 30 : Appa-
rentement.
Palais-Royal (327-59-31), 20 h. 30 :
Le Tout pour le tout.
Palais (320-00-00), 20 h. 30 : Un
auteur comme Tolstol.
Poésie (548-92-97), 21 h. : Neige.
Potinière (261-44-18), 21 h. 30 : Le
Volcan de la rue Arbat.
Présent (203-02-55), Amphithéâtre,
20 h. 30 : Crocrotte; 21 h. : Marie,
20 h. 30 : Cœur de poule sur la
pointe du couteau (Quinzaine du
théâtre de l'opprimé).
Saint-Marc, 21 h. : La Passion de
Jeanne d'Arc selon Gilles de Rais.
Studio des Champs-Élysées
(223-33-10), 20 h. 45 : La Maison
d'œuf.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Les
Contes du Chat perché.
T. E. R. (742-98-00), 20 h. 30 :
20 h. 45 : La Métamorphose.
Théâtre d'Édgar (322-11-02), 21 h. :
Bruno Garcia.
Théâtre de la Plume (367-88-14), 21 h. :
Sylvie Joly.
Théâtre du Marais (278-06-05),
20 h. 30 : Les Amours de Don Per-
napi.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80),
20 h. 30 : Est-ce que tu m'aimes ?;
22 h. 30 : Florance Camarocque.
Théâtre de la Plume (367-88-14),
20 h. 30 : Voltaire's Folies.
Théâtre 13 (280-13-54), 21 h. : Les
Amours de Jacques le Fataliste.
Théâtre de l'Union de Paris
(770-90-94), 20 h. 45 : Udu.

La danse

Centre Mandapa (369-01-60), 20 h. 45 :
L. Viewmanathan.
American Center (354-99-82), 21 h. :
Solara.
Théâtre 18 (229-09-27), 20 h. 30 :
Léonard de Vinci; Aquafemme.
Théâtre Oblique (352-02-94), 18 h. 30 :
Kaleidance.

Festival d'automne

(296-12-27)
EXPOSITIONS
Musée d'art moderne, de 10 h. à
17 h. 45 : Toudance de l'art
en France 1968 - 1978 - 1979 :
Jackson Pollock
Chapelle de la Sorbonne, de
12 h. 30 à 18 h. : Écritures
musicales.
DANSE
Centre Pompidou (277-12-33),
20 h. 30 : Trisha Brown.
THEATRE
Cartoucherie, Théâtre de la
Tempête (328-35-36), 20 h. 30 :
Andalucía Amarga.
Châtelet, salle Gémier, 20 h. 30 :
Les Larmes amères de Petra
von Kant.
Centre Pompidou, cinéma du
musée, 19 h. : Stuart Sherman.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 :
Le Tartuffe.
Théâtre de Paris, 20 h. 15 :
Edison.
Saint-Denis, Théâtre G.-Philippe,
20 h. 30 : Les Fausses Con-
fidences.
Nanterre, Maison de la culture,
21 h. : C. de Heilbronn.
PERFORMANCES
MUSIQUE, ART, DANSE
Chapelle de la Sorbonne,
20 h. 30 : J. Kroesen.

CURIEUX FILM
EN VÉRITÉ.
INDISPENSABLE À LA
CONNAISSANCE DE WAJDA.
UNE DÉCOUVERTE À FAIRE.
MICHEL PEREZ

PALAIS DES ARTS (7)
GRANDS AUGUSTINS (6) - ESPACE GAITE (4)
RUSH DISTRIBUTION et CLAUDE GUÉIN présentent
**LA CROISADE
MAUDIE**
GATES TO PARADISE
un film inédit de
ANDRZEJ WAJDA
avec LIONEL STANDER, FERDY MAYNE
MATTHIEU CARRIERE, JENNY AGUTTER
révisé de
JERZY ANDRZEJEWSKI
La Langue universelle de MARCEL JOUHANDEAU

STUDIO SAINT-SEVERIN - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE - REX à Toulouse

NORTHERN LIGHTS
Ce film devrait toucher des spectateurs curieux d'autre chose,
d'une autre forme de spectacle que celles d'Hollywood, même
rajeunies à San Francisco par G. Lucas et F. Coppola.
On pense aux inoubliables "Raisins de la colère".
Écoutez, regardez cette histoire très simple et très belle,
exemplaire. Elle possède la vigueur et la douce chaleur des
comédies populaires.
CAMERA D'OR - CANNES 79
NEF DIFFUSION

cinéma

JEAN DELON
LE TOULON

JEAN LÉVESQUE
DUO



Situé à 10 km de Briançon, Montgenèvre est relié à la station italienne de Clavière. Du grand ski avec 280 km de pistes et la Voie Lactée entre la France et l'Italie, Montgenèvre offre toutes les joies de la montagne, l'été : randonnées dans le Parc National des Écrins, golf, équitation, pêche, canoë, tennis.

La résidence des Chalmettes est située au pied des pistes. Studios et appartements luxueusement équipés et gestion parahotelière avec des possibilités de services personnalisés. Importants : accueil, téléphone, restauration, salle de jeux.



Les résidences Florilège-Loisirs
bénéficient des 25 ans
d'expérience
de la construction en
montagne d'André Julien.

Nom _____ Adresse _____ Ville _____ Code postal _____ Tél. _____

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part, une documentation sur les résidences Florilège-Loisirs dans les stations suivantes :

Carroz-d'Arâches	<input type="checkbox"/>	Serre-Chevalier	<input type="checkbox"/>
Puy-St-Vincent	<input type="checkbox"/>	Montgenèvre	<input type="checkbox"/>
St-François-Lonchamp	<input type="checkbox"/>	La Grave	<input type="checkbox"/>
Location	<input type="checkbox"/>	Acquisition	<input type="checkbox"/>

هكذا من الأصل

Midi-Pyrénées

UNE CENTRALE NUCLÉAIRE A GOLFECH?

Le directeur de « la Dépêche du Midi » invite M. Giscard d'Estaing à venir discuter avec les maires des communes intéressées

De notre correspondance régionale

Toulouse. — Dans une lettre au président de la République, publiée le 9 novembre dans la *Dépêche du Midi* (dont il est le directeur), M. Jean-Michel Baylet, député M.R.G. du Tarn-et-Garonne et maire de Valence (Agen), demande à M. Giscard d'Estaing de profiter de son voyage en Espagne pour aller rendre sur le site de Golfech où l'E.D.F. a l'intention d'installer une centrale nucléaire. M. Baylet rappelle notamment que la ville de Golfech, qui a déjà subi, pour le moins, deux incendies, est la ville la plus exposée au vent d'ouest, ce qui entraîne l'intervention de plusieurs escadrons de gendarmes mobiles qui stationnent dans les communes intéressées, ainsi que le ministre de l'Industrie à diverses reprises, récemment encore le 25 octobre à l'Assemblée nationale. En vain, Jean-Michel Baylet a pu obtenir du ministre de l'Industrie qu'il permette d'employer l'implacable machine conjonctivement mise au point par l'administration et l'E.D.F. »

« Ancien village de Charonne : enquête publique. — L'aménagement de l'ancien village de Charonne, dans le vingtième arrondissement, sera soumise à enquête publique, du lundi 19 novembre au vendredi 14 décembre. Le dossier pourra être consulté tous les jours, de 9 heures à 18 heures, à la mairie annexe du vingtième arrondissement, 6, place Gambetta.

L'Airbus sera produit à huit exemplaires par mois en 1984

• Nous avons décidé d'augmenter la cadence de production de l'Airbus européen, qui passera de trois exemplaires par mois, actuellement, à huit exemplaires par mois en 1984 et à dix en 1985 », a déclaré, jeudi 8 novembre à Paris, M. Bernard Lathière, administrateur gérant du consortium Airbus Industrie.

A ce jour, avec les commandes conclues la semaine dernière par Boeing, nous avons vendu, British Caledonian, Sabena et Martinair, le consortium européen a vendu l'Airbus (versions A-300 et A-310) à 100 avions, soit 50 avions de 220 places différentes. Au total, pour la seule année en cours, l'Airbus A-300 a été commandée ferme à soixante-sept exemplaires (auxquels il faut ajouter vingt-cinq options) et un autre soixante-sept exemplaires (auxquels il faut ajouter soixante-deux options), soit deux cent quinze avions réservés par la clientèle Boeing en 1979, soit de quatre-vingt-deux en 1978.

Cette réussite a précisé M. Lathière, nous assigne un certain nombre de devoirs. Nous avons fini par acquiescer notre créance vis-à-vis des compagnies d'assurance et nous sommes en état d'euphorie. Tout n'est pas gagné. Nous avons notre place au soleil puisque nous avons récupéré notre part du marché européen. Ce succès nous pose des problèmes de savoir comment poursuivre.

Il y a quatre ans, a ajouté l'administrateur gérant d'Airbus Industrie, nous étions le quatrième constructeur mondial.

JEAN CONTRUCCI.

L'agenda du Monde

<h3><u>Demandes</u></h3> <h4><u>de particulier</u></h4> <p>PART. ACHÈTE CHER meubles anciens, chaudi, bibelots</p> <p>PAIEMENT IMMÉDIAT</p> <p>T. 835-55-58 av. 9 h., ap. 18 h.</p>	<h3><u>Débarras</u></h3> <p>ALAIN GRAUD ach. meubles, bibelots, lots div. Se charge de tout enlèvement. TEL. : 854-49-74.</p>	<h3><u>Horticulture</u></h3> <p>FOIRE AUX ARBRES</p> <p>THUYA : A. P. ROSSIER : 8 F. 60 des rosales Officielles, catalogue F. Jardiann, av. E. Emery Reuil, Oise, dim. T. (38) 86-11-71.</p>	<h3><u>Philosophie</u></h3> <p>Le Centre Gurdjieff-Ouspensky ouvert. Téléph. : 436-41-69.</p>
<h3><u>Animaux</u></h3> <p>VENTES SPITS femelle vacant, 700 Tél. : 235-52-92 après 9 heures.</p>	<h3><u>Décoration</u></h3> <p>PAPIERS JAPONAIS Importation directe 150 F le rouleau. PAPCO : 728-18-89, l'Île-midi.</p>	<h3><u>Mode</u></h3> <p>Ne payez pas la griffe. VENDRE BELLES COLLEC- TIONS ACTUELLES de costumes 5, avenue de Villiers, Paris-17. Mère Villiers.</p>	<h3><u>Vacances -</u></h3> <h3><u>Tourisme -</u></h3> <h3><u>Loisirs</u></h3> <p>BEARN fermette et cft. 2 chem. feu bois, chaux palompe, pro- SKI quinz. ou m. (59) 69-51-53.</p>
<h3><u>Artisans</u></h3> <p>ENTREPRISE. Sérieuses référen- ces, exécution rapide, travaux peinture, décoration, coordo- nation, 2000 ch. d'Etat. Des- gratuit, T. 348-47-84 ou 893-30-32</p> <p>RENOUV' APPARTS Rénovation de l'habitat. Tous cours d'Etat, devis gratuit. TEL. : 937-44-48.</p>	<h3><u>Enseignement</u></h3> <p>La langue internationale</p> <p>ESPERANTO</p> <p>Cours intensifs ou correspond. V.F.E.E. : 418, rue de la Censale PARIS-54 238-45-45 (PERCO 88).</p> <p>Une formation pour accéder au métier de</p>	<h3><u>Moquettes</u></h3> <p>SUPER SOLDES</p> <p>moquettes laine et synthéti- ques, gros stock, belle qualité. TEL. : 757-19-19.</p>	<p>LOUËT OUEFLOUNS 1500</p> <p>PRAZ DE LYS</p> <p>TANINGES</p> <p>(Haute-Savoie), alt. 1.500 m. 13 remontées mécaniques, 25 km de pistes de fond balisées</p>
<h3><u>Bijoux</u></h3> <p>BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se achètent cher GILLET, 9, r. d'Arcole, A.P. 254-40-85.</p>	<p>COMÉDIEN vous est proposée. TEL. : 524-50-48.</p> <h3><u>Graphologie</u></h3> <p>Initiation, perfectionnement, analyse professionnelle, cours pratiques, méthode active. Téléphone : 72-67-46.</p>	<h3><u>Péniche</u></h3> <p>A VENDRE PENICHE</p> <p>longueur 30 m, largeur 5,05 m, 3 logements, moteur 150 CV, TRES BON ETAT, 109.000 F. Pour tous renseignements écrire LAURENTE - Port de B 3220 CASTETS - EN - DORTHE</p>	<p>Une semaine à Noël 45 pers. 1.900 F (linge compris).</p> <p>ALPIMOR, centre commercial Rue, 7420 SALLANCHES TEL. : (50) 50-00-49.</p>

مَكْرًا مِنَ الْأَعْمَالِ



Les Caisses d'Epargne au service de l'Homme, de la Famille, de la Communauté.



26 MILLIONS D'EPARGNANTS

reflétant exactement la population de la France en régions, en âges, en catégories socio-professionnelles.



291 MILLIARDS DE DEPOTS

témoignant de la prudence, de la sagesse et du réalisme des ménages face à l'inflation et aux aléas de l'emploi.



43 MILLIARDS D'ENCOURS DE PRETS INDIVIDUELS AU LOGEMENT

illustrant la réponse efficace de la Caisse d'Epargne à une aspiration fondamentale des Français.



175 MILLIARDS D'ENCOURS DE PRETS D'INTERET PUBLIC

aux collectivités locales, à l'équipement régional, à l'habitat social, plaçant le Réseau Ecureuil en tête - et de loin! - de tous les organismes prêteurs dans le domaine des aménagements socio-économiques.

**Pour défendre leurs économies
Pour construire leur patrimoine
Pour améliorer leur cadre de vie**

les citoyens - épargnants font confiance à la Caisse d'Epargne

CAISSE D'EPARGNE 
Pour ceux qui veulent compter plus.

Union Nationale des Caisses d'Epargne de France - 5, rue Masseran - 75007 Paris

éco

responsabilité
producteurs

Floral
le chaleureux
National



Volez sur

AGRICULTURE

APRÈS LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

La taxe de coresponsabilité laitière pourrait aider les producteurs de viande

estime M. Méhaignerie

Le pavé dans la mare agricole, lancé par l'Assemblée européenne de Strasbourg, a suscité en France bien des remous. Les communistes et les gaullistes voient dans le vote tendant à réduire les dépenses de soutien du marché laitier la confirmation de leur crainte que l'Assemblée européenne dépense, selon eux, ses prérogatives. Le gouvernement français cherche, lui, à minimiser l'effet de l'opération Dankert, du nom du parlementaire socialiste néerlandais qui est à l'origine des amendements visant à augmenter la taxe de coresponsabilité laitière.

Devant l'Assemblée nationale, qui débattait, jeudi 8 novembre, du budget de l'agriculture (voir p. 11-12), M. Méhaignerie a estimé que les indications données par le vote de Strasbourg ne consti-

tueraient pas une remise en cause de la politique agricole commune. Mais pour le ministre français de l'Agriculture le problème financier est réel; il requiert des solutions techniques qui n'ont pas d'indéniables sociales négatives.

Dans ce dossier, la France n'est pas l'accusée, dit M. Méhaignerie. Sa contribution aux dépenses de soutien du marché laitier s'élève à 755 millions de francs. Elle reçoit en retour 573 millions. Une taxe de coresponsabilité progressive, avec une exonération jusqu'à une production de 60 000 litres, devrait pénaliser les usines à lait du nord de l'Europe, plus responsables des excédents actuels que les petites exploitations. L'idée de transformer le produit de cette taxe en primes pour le troupeau allaitant (traces à viande) semble convenir au ministre français, car l'Europe a trop de lait, mais pas assez de viande.

Demander aux responsables des excédents d'aider à réduire un déficit n'est à ses yeux pas stupide. D'autant moins que l'on assiste actuellement au fait de la situation des marchés, à un phénomène de « contre-reconversion » : des éleveurs de races à viande abandonnent cette production pour le lait, plus régulièrement rémunérateur. Il faudra bien, sauf à admettre un transfert des ressources nationales supplémentaires vers le budget européen, trouver les solutions à cette affaire. L'Assemblée de Strasbourg en propose. Au Conseil des ministres de disposer, estime-t-on rue de Varenne.

M. PIERRE BERNARD-REYMOND :

« Il n'y a pas lieu de dramatiser »

« Il n'y a pas lieu de dramatiser », a déclaré de son côté jeudi M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé des questions européennes, devant l'Association

de la presse diplomatique française. « Il n'y a pas eu de choc institutionnel, ni naissance d'une crise », a ajouté le secrétaire d'Etat. Les députés européens ont simplement voulu, selon lui, lancer « un signal », « un avertissement » et « poser le problème agricole ». La diminution des crédits de soutien du lait est « indicative », a-t-il dit.

Le vote de l'Assemblée européenne, a souligné M. Bernard-Reymond, ne marque que le début de la procédure budgétaire. L'Assemblée est fondée, estime-t-il, à réduire les dépenses agricoles mais non, comme elle l'a fait en même temps, à augmenter la taxe laitière dite de coresponsabilité. On peut donc s'interroger sur la « conformité » de ce vote avec les traités. Ensuite, l'Assemblée a dépassé le taux d'augmentation du budget autorisé. Le budget qu'elle a adopté est donc « susceptible de révision » devant le conseil de la Communauté bien qu'il ne soit pas certain que la majorité qualifiée des ministres puisse être réunie pour le repenser. Enfin, les crédits inscrits au budget sont, a dit M. Bernard-Reymond, « écolisés », les dépenses effectives étant fonction de la conjoncture agricole, en cours d'exécution, pour financer les dépenses agricoles dites « obligatoires ». Il faudrait soit faire adopter un budget supplémentaire (ce qui est une procédure fréquente), soit transférer à ce chapitre des crédits puisés dans les dépenses « non obligatoires » des fonds régional et social.

La France, a encore dit M. Bernard-Reymond, est très attachée à la politique agricole commune, mais elle estime qu'elle doit être « trivialisée » pour éviter l'accumulation des excédents. « Il n'y a aucun fossé à cet égard entre les conceptions qui ont inspiré l'Assemblée et celles du gouvernement français », a dit le secrétaire d'Etat. En revanche, il estime que « la politique agricole ne peut être inséparable par un simple vote ».

LA COMMISSION APPROUVE LE PLAN DE RÉDUCTION DE LA PRODUCTION SUCRIÈRE

Bruxelles (Communautés européennes).

Les propositions du commissaire européen chargé de l'agriculture, M. Gundlach, visant à réduire de 1,5 million de tonnes par an la production de sucre dans la C.E.E. au cours des années 1980 à 1985, ont été acceptées le 7 novembre par la Commission européenne. Ces propositions faites pour lutter contre les excédents sucriers, ramèneraient la production communautaire de 11,5 millions de tonnes actuellement à 10,3 millions.

La Commission avait envisagé de réduire les quotas « A », c'est-à-dire celui qui bénéficie du prix garanti communautaire et « B », c'est-à-dire celui qui reçoit une garantie communautaire moins importante. Le quota « A » passerait de 3,23 millions de tonnes par an à 3,08 millions pour la France et de 1,2 million de tonnes à 936 000 tonnes par an pour la Grande-Bretagne.

La production des DOM, quant à elle, dont le quota reviendrait de 504 000 tonnes à 418 000 tonnes, ne baisserait pas, n'ayant pas dépassé 317 000 tonnes pour la période 1975-1976 et 1978-1979 (en prenant la moyenne des deux meilleures années). — (A.F.P.)

M. BRUNO DE MAULDE EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU CRÉDIT AGRICOLE

M. Bruno de Maulde, inspecteur des finances et directeur adjoint du Trésor depuis juillet 1978, est nommé directeur général adjoint de la Caisse nationale de crédit agricole en remplacement de M. Antoine Jeannequin-Galland, inspecteur des finances, entré en juin 1979 à la Banque d'Indochine et de Suez comme conseiller du président.

Agé de quarante-cinq ans, M. Bruno de Maulde est ancien élève de l'ENA. Chargé des problèmes monétaires internationaux à la direction du Trésor de 1967 à 1970, il fut attaché financier à New-York, puis revint à la direction du Trésor, où il occupa le poste de sous-directeur pour la trésorerie, la monnaie et le crédit, de 1974 à 1978.

Au Danemark

Des jeunes paysans dénoncent l'action des organisations professionnelles

De notre correspondant

Copenhague. — Quatre mille agriculteurs danois mécontents, dont une très grosse majorité de jeunes viennent de tenir à Herning (importante cité marchande située au cœur du Jütland), une « réunion de crise », la première de ce genre, dont le but principal était de protester contre l'attitude du conseil de l'agriculture (où se trouvent groupés à l'échelle nationale les associations agricoles professionnelles du royaume : coopératives, petites et moyennes exploitations, laitières, etc.), auquel ils reprochent de ne pas défendre convenablement leurs intérêts. Un seul des membres du conseil de l'agriculture invités à ces assises s'est dérangé.

Pour les participants de l'assemblée de Herning, le conseil de l'agriculture a aujourd'hui des structures hiérarchiques surannées. Ils souhaitent notamment que l'élection de ses membres se fasse au suffrage direct, ce qui permettrait d'élargir aux « hommes de la base » de contrôler sa politique. Le gros problème de ces contestataires est un endettement souvent si lourd qu'il risque de mettre leur avenir et celui de leurs familles en danger. Les jeunes agriculteurs danois, en effet, une fois achevée leur formation, s'endettent d'abord pour acheter leurs exploitations, dont les prix n'ont cessé de grimper ces dernières années, puis pour les moderniser. Pour cela, ils doivent emprunter à des taux presque usuraire, en tout cas parmi les plus élevés d'Europe. Selon

eux, le conseil de l'agriculture semble ignorer ce problème, ou du moins le minimise et ne fait rien pour lui donner une solution.

CAMILLE OLSEN.

Mailloin du « plan protéines »

L'USINE DE TRAITEMENT DES OLÉAGINEUX A ÉTÉ INAUGURÉE À BORDEAUX

L'usine Bordeaux-Oléagineux de Bordeaux-Bassens, spécialisée dans le traitement des plantes protéagineuses (soja, colza et tournesol), a été inaugurée par M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, le lundi 5 novembre. D'un coût de 145 millions de francs, cette usine est née d'une association originale regroupant autour du Comptoir national technique agricole, représentant les agriculteurs, la société Louis Dreyfus, Elf-Aquitaine et la société brésilienne Santrade. Elle a une capacité de 100 tonnes/jour de trituration pour le soja et de 600 tonnes/jour pour le colza et le tournesol. En associant le Brésil à cette opération, la France fortifie sa politique de diversification des sources d'approvisionnement en soja.

Cette entreprise doit contribuer également au développement des cultures de colza française puis-que'elle traitera la quasi-totalité des graines produites dans le grand Sud-Ouest et fournira 35 % des tourteaux nécessaires aux exploitations de la région. Le port de Bordeaux exportera 60 % de la production d'huile de l'usine. Celle-ci devrait réaliser en régime de croisière un chiffre d'affaires de 900 millions. Elle crée cent emplois directs auxquels s'ajoutent les effectifs des scientifiques et des techniciens qui animeront un complexe de recherche et d'enseignement dans le domaine des corps gras qui sera implanté à proximité de l'usine.

Le coût de la vie, en Allemagne fédérale, a augmenté de 0,3 % en octobre. Confirmant ses récentes estimations, l'Office fédéral des statistiques a indiqué que l'augmentation des prix à la consommation avait été de 5,7 % durant les douze mois arrivés au 31 octobre dernier. La hausse, en un an, avait été de 5,3 % le 30 septembre et de 4,9 % le 31 août. En un an, les augmentations les plus importantes ont été celles du fuel domestique (9,8 %), des carburants (16 %), des pommes de terre (25 %) et du charbon (3,9 %). — (A.F.P.)

Floride! Caraïbes! Le chaleureux hiver des vacances National Airlines.

Cet hiver, National Airlines vous propose des vacances dans le Sud des États-Unis et aux Caraïbes à des prix surprenants. Bronzer en Floride n'est plus réservé à une élite. A vous Miami Beach, les grandes avenues bordées de palmiers, les hôtels luxueux semblables à des gratte-ciels, les longues plages de sable fin! A vous la Floride, pays du soleil et des oranges, le long du bleu intense de l'Atlantique et du Golfe du Mexique! Ou bien encore, partez à la découverte du royaume magique

de Disney World à Orlando, pays des merveilles où vous avez rendez-vous avec votre enfance. Faites la pittoresque expérience de la Nouvelle-Orléans, berceau du jazz et de la cuisine créole. Rendez-vous dans les vieilles rues de Jackson Square, faites la fête à Bourbon Street... Gagnez les Caraïbes, délectez-vous d'abordage dans les îles qui fleurissent bon le sucre et la cannelle. Haïti, Porto Rico, les Bahamas...



Les Caraïbes. Abordez dans les îles des mers chaudes.

Haïti à votre portée: la manière la plus pratique et la plus reposante d'y aller vous est proposée. Formule « avion-auto » pour découvrir l'île tout à loisir. Séjours en hôtel à Port-au-Prince et en province balnéaire, à Jacmel, au Cap-Haïtien, à Cormier.

- Porto Rico. Séjours hôtel à San Juan.
- Les Bahamas. Séjours hôtel à Nassau, Paradise Island, La République Dominicaine. En extension au départ de San Juan ou de Port-au-Prince.

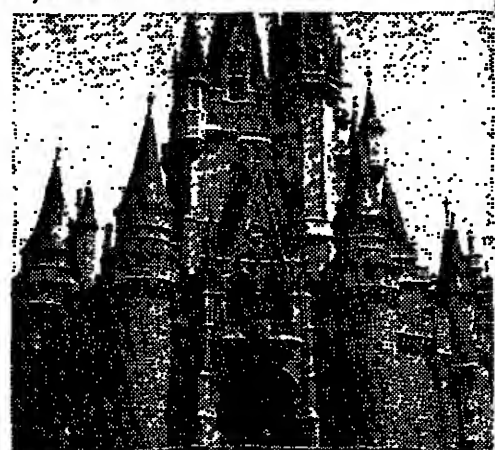
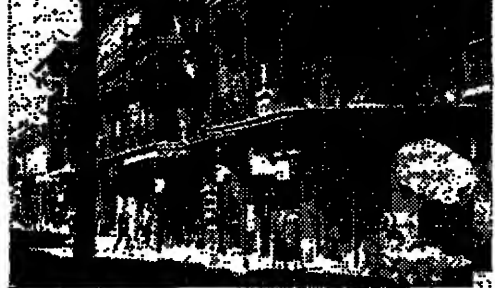
Nouvelle Orléans. Une semaine à partir de 4440 francs

Ce prix comprend:
- Le transport aérien aller-retour Paris/Nouvelle Orléans en vol régulier.
- Le logement à l'hôtel Marriott en chambre de quatre personnes avec bain (4860 francs en chambre à deux).
- Les taxes et le service à l'hôtel.
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris: taxe d'aéroport de 15 francs).
Supplément forfaitaire Noël/Nouvel An: 145 francs.



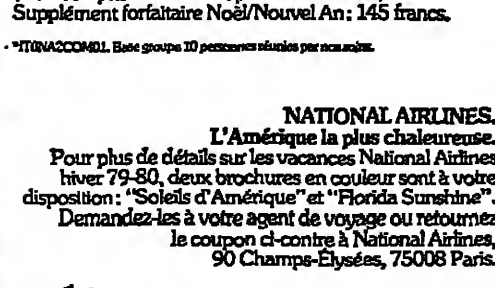
Miami. Une semaine à partir de 3495 francs

Ce prix comprend:
- Le transport aérien aller-retour Paris/Miami en vol régulier.
- Le logement à l'hôtel Allison, situé au bord de la plage, pendant 7 nuits en chambre de quatre personnes avec bain (3990 francs en chambre à deux).
- les taxes et le service à l'hôtel.
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris: taxe d'aéroport de 15 francs).
Supplément forfaitaire Noël/Nouvel An: 145 francs.



Orlando Disney World. Une semaine à partir de 3730 francs

Ce prix comprend:
- Le transport aérien aller-retour Paris/Orlando en vol régulier.
- Le logement à l'hôtel Holiday Inn South à 10 minutes de Disney World, en chambre de quatre personnes avec bain pendant 7 nuits (4100 francs en chambre à deux).
- les taxes et le service à l'hôtel.
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris: taxe d'aéroport de 15 francs).
Supplément forfaitaire Noël/Nouvel An: 145 francs.



L'AMÉRIQUE LA PLUS CHALEUREUSE.

Pour plus de détails sur les vacances National Airlines hiver 79-80, deux brochures en couleur sont à votre disposition: «Soleils d'Amérique» et «Florida Sunshine».

Demandez-les à votre agent de voyage ou retournez le coupon ci-contre à National Airlines, 90 Champs-Élysées, 75008 Paris.



Merci de me faire parvenir vos brochures "Soleils d'Amérique" et "Florida Sunshine".

Nom _____

Adresse _____

Agence de voyages habituelle _____

Mo _____

Volez sur National Airlines le sourire de l'Amérique

هكزا من الأمل

Siège de National Airlines Inc: État de Floride, U.S.A.

AFFAIRES

ORGANISÉE A MEXICO

La « quinzaine franco-mexicaine d'échanges technologiques » devrait permettre un développement des exportations françaises

Mexico. — M. Jorge Castaneda, ministre des affaires étrangères du Mexique, et M. Jean-François Deniau, ministre français du commerce extérieur, ont inauguré la Quinzaine franco-mexicaine d'échanges technologiques, qui rassemble à Mexico, du 5 au 16 novembre, quelque cent cinquante entreprises fran-

çaises. Cette Quinzaine est la plus importante manifestation de ce type organisée par la France à l'étranger, en 1979. Elle s'inscrit dans le cadre d'une accélération des échanges commerciaux franco-mexicains, qui feront un bond en 1980 avec l'achat de pétrole mexicain par la France.

De notre envoyé spécial

Les réserves pétrolières prouvées du Mexique ont augmenté, en quelques mois, dans des proportions que le président Lopez Portillo n'hésite pas à qualifier d'« extraordinaires, voire même incroyables ». De fait, elles sont passées de 16 milliards de barils (1 tonne = 7,4 barils) en 1977 à 45,8 milliards de barils (les réserves potentielles atteindraient 200 milliards de barils). De quoi assurer au Mexique soixante années au moins de consommation et même d'exportation.

Les dirigeants se défendent de vouloir faire de leur pays un exportateur au sens où on l'entend communément. Il ne s'agit pas d'accumuler des revenus financiers, mais plutôt d'ajuster le niveau de production et celui des exportations aux besoins de financement du plan national de développement lancé en 1979.

La production mexicaine de pétrole avoisine 17 millions de barils par jour, dont 700 000 environ sont exportés vers les États-

Unis et l'Amérique latine. Elle devrait atteindre 1,8 million de barils à la fin de l'année, 2,2 millions en 1980, et se stabiliser à 2,5 millions en 1981.

Dès l'année prochaine, le Mexique exportera donc plus d'un million de barils par jour vers les États-Unis, l'Amérique latine mais aussi l'Espagne, le Japon, la France et, semble-t-il, Israël. Ces exportations devraient rapporter 10 milliards de dollars environ, en 1980, auxquels viendront s'ajouter les revenus d'un important contrat de livraison de gaz naturel aux États-Unis, signé en septembre, à un « bon prix », révisable tous les trois mois.

Le contrat passé avec la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) prévoit la livraison de cent mille barils/jour (5 millions de tonnes/an) de pétrole brut pendant cinq ans. Les modalités

de fixation des prix ne sont pas encore définitivement arrêtées, et certains estiment qu'à 34,60 dollars le baril, le brut mexicain est un peu cher pour l'Europe compte tenu des coûts de transport. Aussi, la C.F.P., qui a des clients dans cette région du monde et dispose d'une raffinerie aux États-Unis, pourrait-elle orienter une partie du brut mexi-

Un effort particulier est fait dans le secteur des télécommunications. La France a déjà livré deux centraux téléphoniques au Mexique, et C.I.T.-Alcatel (filiale de C.S.E.) et Thomson-C.S.F. viennent d'être présélectionnés dans un appel d'offres pour la fourniture de 40 000 lignes en « temporel ». Ils se trouvent en concurrence avec trois firmes étrangères et deux constructeurs locaux : une filiale de I.T.T. « mexicanisée » à 51 %, et une filiale du groupe suédois Ericsson. Cet appel d'offres est le premier d'une longue série puisque le Mexique entend installer 10 millions de lignes dans les dix ans à venir.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

CONJONCTURE

Le déficit de l'État a doublé en cours d'année (en millions de francs)

	Loi de finances initiale (voies fin 1978)	Modification (entre début 1979 et nov. 1979)	Situation actuelle (novembre 1979)
I. OPERATIONS DEFINITIVES			
a) Charges	438 985	15 782	474 777
b) Ressources	445 875	1 834	446 909
Soit (a-b)	- 13 110	- 14 758	- 27 868
II. OPERATIONS TEMPORAIRES (Prêts)			
a) Charges	64 771	+ 5 203	69 974
b) Ressources (rembours.)	62 821	+ 230	63 051
Soit (a-b)	- 1 950	- 4 983	- 6 933
III. DEFICIT GLOBAL	- 15 060	- 19 741	- 34 801

Le tableau ci-dessus illustre le nouvel équilibre budgétaire résultant des modifications de recettes, mais surtout de dépenses apportées par le gouvernement au budget de l'État de cette année. Nous avons expliqué, dans nos éditions datées du 9 novembre (page 38), les principales causes de ces modifications : contribution de l'État au renforcement de la Sécurité sociale, mesures sociales d'août 1979, aide sociale distribuée par les communes aux nécessiteux, prêts aux industries, concours supplémentaires aux entreprises publiques.

Au cours de la dernière réunion de la commission mixte franco-mexicaine, début novembre à Mexico, sous la présidence de M. Deniau, deux projets ont pris corps. Il s'agit de la fourniture de matériaux pour les adductions d'eau de la capitale, et de l'ingénierie d'une usine de nitrates d'ammoniac. Ces deux opérations bénéficieront sans doute du protocole financier signé lors de la visite de M. Giscard d'Estaing en

UNE « PREMIÈRE » DANS LES PAYS DE L'EST

La Hongrie crée une banque en association avec sept établissements occidentaux

La Banque nationale de Hongrie vient de signer un accord avec sept banques occidentales pour la création d'une banque mixte internationale établie à Budapest sous la forme de société anonyme par actions, et portant le nom de Central-European International Bank (C.E.I.B.). Son capital de 30 millions de dollars (84 millions de francs) est souscrit par la Banque nationale de Hongrie (34 %), la Banca commerciale italiana de Milan, la Bayerische Vereinsbank de Munich, le Credit Anstalt de Vienne, le Long Term Credit Bank of Japan, la Société générale de Paris, et la Taiko Kobe Bank, qui en détiennent 11 % chacune. La présidence sera tournante. M. Léopold Georges, directeur central de la Société générale occupant le poste pendant le premier terme de deux ans.

Dans un premier temps, la banque aura un triple rôle : financer les opérations commerciales, y compris les exportations conjointes de la Hongrie et des pays occidentaux vers les pays en voie de développement ; financer des projets industriels ; prendre des participations dans des sociétés mixtes hongroises et assister les investisseurs occidentaux qui souhaitent entrer dans de telles sociétés.

La banque aura la possibilité d'effectuer toutes les opérations bancaires internationales en toutes devises convertibles, et est exemptée de toutes les limitations imposées par la réglementation des changes hongroise.

Sa création constitue, en quelque sorte, une « première » dans

le système bancaire des pays de l'Est. Tout d'abord, le pays d'origine, la Hongrie, y sera minoritaire, alors que les banques mixtes déjà créées sont à 50/50 % comme la Banque franco-roumaine, la Banque franco-yougoslave. Ensuite, il s'agit de la première banque internationale offshore implantée dans un pays socialiste et disposant d'une grande liberté. L'opération a été facilitée par le fait que les banquiers hongrois ont la réputation d'être les meilleurs de l'Europe de l'Est et de par là même de l'Europe de l'Ouest, notamment, cré à Londres, la Hungarian International Bank, établissement fort prospère présidé par M. Janos Fekete, vice-président de la Banque nationale de Hongrie, qui occupe également la vice-présidence de la banque mixte créée à Budapest.

CONSTRUCTION

MAÎGRÉ LA HAUSSE DES PRIX LE NOMBRE DES LOGEMENTS MIS EN CHANTIER NE CESSE DE DIMINUER

Depuis quatre mois, la hausse des prix des appartements, dans Paris intra-muros et dans la proche banlieue, s'est encore accélérée : le prix moyen du mètre carré a dépassé 10 000 francs sans que pour autant la demande ait été freinée, indique la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.). Le stock d'appartements neufs ne représente plus aujourd'hui que quatre mois de ventes, soit environ quatre mille appartements, contre douze mille il y a un an et huit mille au mois de juin.

Situation paradoxale, souligne la Fédération parisienne du bâtiment, puisque cette relative pénurie n'entraîne aucune reprise des mises en chantier. En effet, en 1979, vingt mille logements environ seulement auront été mis en chantier dans le secteur libre en Ile-de-France (y compris les maisons individuelles), soit 10 % de moins qu'en 1978. En 1980, les professionnels s'attendent à une nouvelle baisse des mises en chantier dans le secteur libre, et dans le secteur locatif social, que ne compensera pas le maintien des constructions aidées en accession à la propriété. Au total, quarante-huit mille logements seulement devraient être commencés en 1980, contre 53 000 en 1979, 59 000 en 1978 et 67 500 en 1977.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

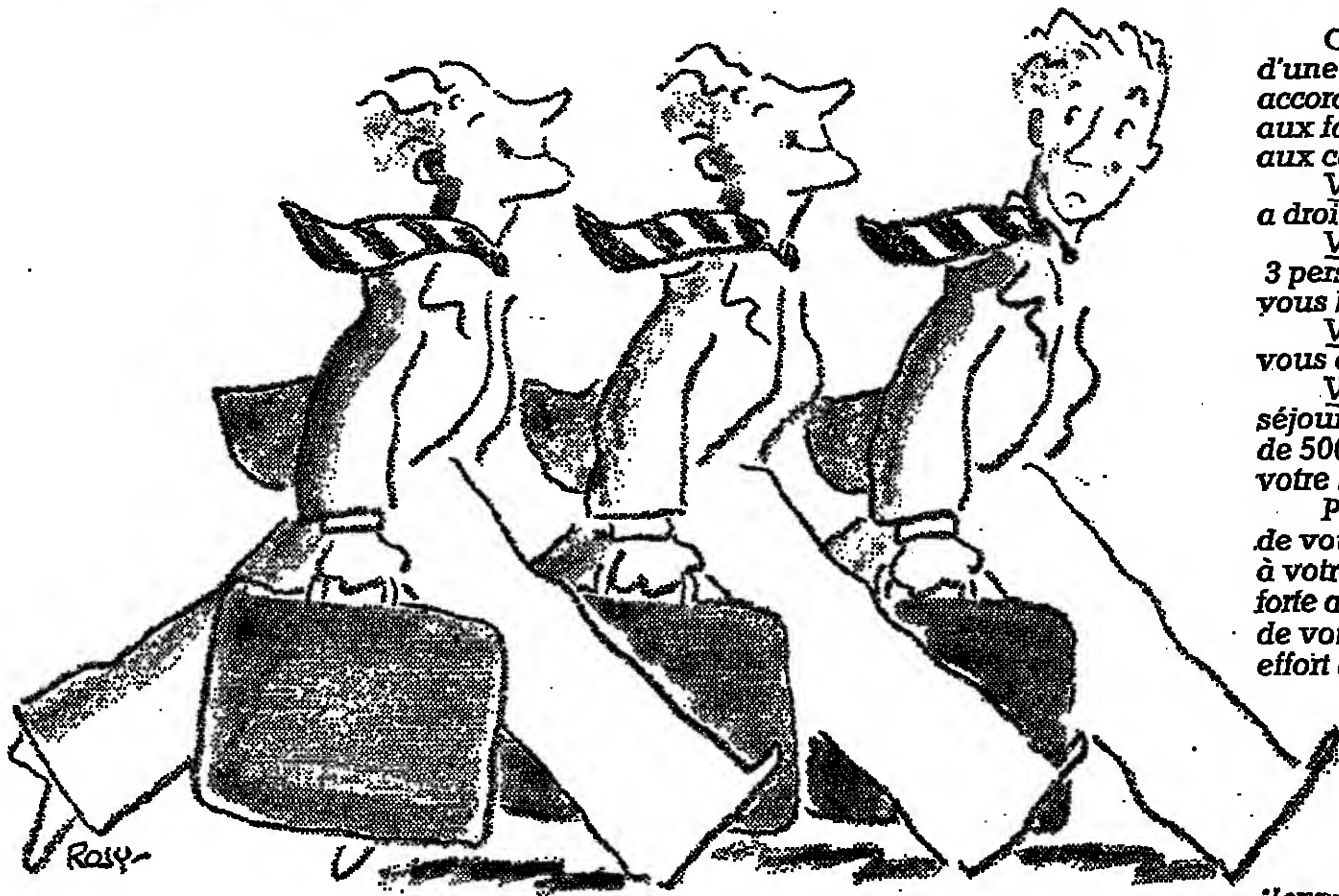
	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,2965 4,2995	- 110 - 65	- 240 - 190	- 440 - 350
£ can.	3,5470 3,5510	- 70 - 25	- 120 - 70	- 190 - 100
Yen (100)	1,7350 1,7390	+ 80 + 95	+ 130 + 165	+ 440 + 590
DM	2,3450 2,3490	+ 70 + 85	+ 120 + 150	+ 360 + 370
Florin	2,1090 2,1115	+ 35 + 75	+ 70 + 105	+ 200 + 350
F.B. (100)	14,4900 14,5100	- 215 - 70	- 450 - 235	- 490 - 405
F.S. (1 000)	2,5500 2,5550	+ 280 + 235	+ 380 + 420	+ 1135 + 1210
£ (1 000)	5,6660 5,6755	- 120 - 90	- 355 - 280	- 550 - 605
£ (1 000)	8,7825 8,7910	- 170 - 135	- 380 - 345	- 875 - 745

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/8	8 1/2	8 3/4	9 1/8	9 1/2	9 1/4
DM	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
Florin	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
F.B. (100)	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
F.S. (1 000)	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
£ (1 000)	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
£ (1 000)	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

2 français sur 3 peuvent voyager en train à moitié prix.



C'est vrai, maintenant vous pouvez voyager d'une manière très économique. La SNCF accorde des réductions importantes aux couples, aux familles, aux personnes âgées et même aux célibataires qui partent pour un séjour.

Vous partez en couple : l'un de vous deux a droit à 50 % de réduction.

Vous partez avec vos enfants (minimum 3 personnes) : à partir de la deuxième personne vous bénéficiez de 50 %.

Vous profitez de votre retraite pour voyager : vous avez droit à 50 %.

Vous êtes seul et vous partez pour un séjour de plus de 5 jours à une distance de plus de 500 km : vous avez 50 % de réduction sur votre billet de retour.

Pour bénéficier de ces réductions, il suffit de vous procurer la carte 50 correspondant à votre cas, et d'éviter de partir en période de forte affluence. Renseignez-vous auprès de votre gare ou agence de voyages... un petit effort qui en vaut la peine.

SNCF

Allez y en trois

* Lorsque vous demanderez votre carte (Couple, Famille, Vermeil 50) la SNCF vous remettra un calendrier qui vous permettra de voir facilement les périodes où ces réductions sont applicables. La réduction "Séjour" s'obtient automatiquement en prenant votre billet.

DE L'ECONOMIE

En dépit de l'hostilité de l'opinion aux compagnies pétrolières

LE CONGRÈS CONTINUE D'Étudier DANS LA CONFUSION LES MESURES PROPOSÉES PAR LE PRÉSIDENT CARTER

De notre correspondant

Washington. — S'il fait bon temps, il est temps de se réchauffer. Une grande compagnie pétrolière américaine, il est moins enviable d'être en charge de ses relations publiques. Tous les qualificatifs, jusqu'à « obscène » et « pornographique », ont été utilisés pour décrire les superprofits réalisés par les pétroliers au cours du troisième trimestre. Le président de la Chambre des représentants, M. O'Neill, y a vu « une honte absolue pour le pays », et M. Carter a menacé les bénéficiaires d'actions punitives si son projet d'impôt spécial n'était pas voté par le Congrès dans des termes satisfaisants.

De fait, les compagnies ont été plutôt embarrassées d'avoir à afficher ces chiffres au moment où les premières notes de fuel domestique, en hausse considérable sur l'an dernier, parviennent à l'Américain moyen. Exon a réalisé un profit de 1,145 million de dollars entre juillet et septembre, en hausse de 118 % sur le trimestre correspondant de 1978. L'accroissement est de 131 % pour Mobil, de 158 % pour Texaco, de 191 % pour Standard Oil of Ohio, de 97 % pour Gulf Oil. Le président de cette dernière compagnie, M. McAlister, a écarté les critiques en affirmant tranquillement à la télévision que ces profits sont « une bonne nouvelle pour tout le pays ». Mais une entreprise plus soucieuse de son bon renom, Mobil, a acheté une double page dans plusieurs quotidiens pour expliquer cette situation face aux « mensonges » des moyens d'information. Il ressort de sa laborieuse plaidoirie que 25 % de ce surprofit de revenus ont été récoltés à l'étranger. C'est là l'argument le plus « payant », et que les profits directs « américains » ne se sont élevés que de 32 %, alors que la compagnie dépense aux États-Unis 70 % de ses investissements.

Les critiques font valoir que les bénéfices des compagnies avaient connu leur dernier « grand bond en avant » en 1974, une année de pénurie et de hausse des prix. De là à conclure que les choses vont bien pour les compagnies quand elles vont mal pour le consommateur, il n'y a qu'un pas qu'une bonne partie de l'opinion a franchi. Un sondage New York Times C.B.S. montre que 25 % des Américains sont favorables à une nationalisation pure et simple des compagnies pétrolières. La proportion s'élève à 28 % parmi les électeurs démocrates, et à 42 % chez les Noirs.

Les contingents à l'exportation

Cette réaction contre les compagnies n'a pourtant pas eu l'effet décisif escompté par le gouvernement dans les rangs du Congrès, où les projets de M. Carter rencontrent les difficultés habituelles. Il est vrai que le sort réservé par le législateur au nouveau train de mesures énergétiques annoncé le 15 juillet n'est pas aussi catastrophique que celui du premier plan de 1977 : aucun projet n'a été complètement mis en pièces, comme il y a deux ans. Il est vrai que la confusion est plus institutionnelle que politique : quatre-vingt-trois commissions, sous-commissions et autres groupes s'occupent, à un titre ou à un autre, des affaires de l'énergie au sein de la seule Chambre des représentants, et il n'est pas rare de voir deux commissions mettre sur pied en même temps deux projets de loi rivaux sur le même sujet.

Le sort des divers éléments du plan Carter est pour le moment le suivant :

1) La taxe sur les superprofits des compagnies pétrolières.

Deux versions bien différentes de ce projet particulièrement cher au président ont été adoptées par chaque Chambre. Le projet des

représentants, le plus « dur », prévoit de prélever 273 milliards de dollars en dix ans sur les superprofits dus à la libération des prix, profits dont le montant total est estimé, pour la même période, à 500 milliards de dollars (l'équivalent d'un budget fédéral annuel). Celui des sénateurs, beaucoup plus généreux pour les compagnies, ne préleverait que 140 milliards de dollars. M. Carter souhaitait que la taxe avoisine 50 % des profits et est donc favorable au projet des représentants. On sait que M. Kennedy lui a demandé d'opposer son veto à toute taxe qui n'atteindrait pas ce chiffre. Un compromis entre les deux versions devra être trouvé par une conférence des deux Chambres.

2) Les contingents à l'importation. Le Sénat a suivi, le 30 octobre, par 70 voix contre 23, les recommandations de sa commission des finances tendant à limiter le pouvoir de l'exécutif en cette matière (le Monde du 28 octobre). Un compromis passé entre le gouvernement

et le sénateur Johnston, démocrate de Louisiane, a permis de réduire les dégâts en laissant l'initiative au président. Ce dernier devra soumettre un plan de contingentement au Congrès, qui pourra s'y opposer par un vote de chacune des deux Chambres à la majorité simple. Le président pourra, à son tour, opposer son veto à ce veto. Le Congrès ne pourra l'emporter, en fin de compte, que s'il renverse ce veto présidentiel par un vote à la majorité des deux tiers dans les deux Chambres. Le gouvernement préfère cette version à d'autres, dans la mesure où il est plus facile à un élu de ne pas dire non à un projet du gouvernement que de voter directement en faveur d'un contingentement forcé impopulaire.

3) Le plan de rationnement en cas d'urgence.

Ce projet est le seul qui soit complètement sorti des arcanes du Congrès et ait été signé par le

président. Là, encore, pourtant, le législateur s'est attribué un rôle exorbitant. Les mesures de rationnement qui viendraient à être proposées par la Maison Blanche seraient soumises à un veto du Congrès dans les mêmes conditions que le plan de contingentement des importations. Mais elles ne pourront entrer en vigueur que s'il a été établi que les approvisionnements en essence et en fuel domestique sont tombés à 80 % de la normale pendant au moins trente jours. En outre, et même dans ce cas, le Congrès pourra s'opposer à leur application par un vote à la majorité simple dans une seule des deux Chambres.

4) Le bureau de mobilisation pour l'énergie (Energy Mobilization Board).

M. Carter avait souhaité attribuer à ce nouvel organisme, comme il l'avait dit dans son discours du 15 juillet, « la responsabilité et l'autorité pour se frayer un chemin à travers la bureaucratie, éliminer les

retards et les obstacles érigés devant la réalisation des grands projets énergétiques ». Ce plan n'est pas combattu directement, mais il pourrait être visé de sa substance par les complexités du processus législatif (deux commissions de la Chambre défendent deux projets concurrents) et par les résistances politiques. La Chambre a voté à l'écrasante majorité de 415 voix contre une résolution interdisant de déroger à toute loi locale ou d'État pour la réalisation d'un projet énergétique. Autant dire que la première mission assignée à ce bureau par M. Carter se présente dans de mauvaises conditions.

5) Le projet sur les carburants synthétiques.

Cette fois, c'est le Sénat qui s'est fait concurrence à lui-même avec deux projets rivaux portant création d'une compagnie gouvernementale (Energy Security Corporation) chargée de développer ces nouvelles ressources. Il a finalement adopté, le 9 novembre, celui de sa commission de l'énergie, qui affecte quelque

34,1 milliards de dollars à un programme décennal d'économies d'énergie, dont 20 milliards consacrés aux carburants synthétiques, les 14 autres étant affectés au développement des sources nationales d'énergie pour réduire les importations de carburant. On est loin des 88 milliards que M. Carter avait demandés le 15 juillet, mais le président préfère tout de même ce projet. Le second était, en revanche, vigoureusement soutenu par une coalition inhabituelle des compagnies pétrolières et des lobbies de l'environnement.

Le nouveau plan énergétique de M. Carter trouve ainsi maintenant un meilleur terrain politique. Mais ses éléments les plus importants n'en sont pas moins dilués au point de faire sérieusement douter du résultat final. Le renouveau de la crise iranienne leur donne un caractère d'urgence supplémentaire, mais cela ne peut tenir lieu d'un consensus encore inexistant sur la nature des solutions.

MICHEL TATU.

L'INGENIEUR AU FUTUR. NOUVEAUX DEFIIS NOUVELLES DIMENSIONS.

EXPOSITION EXCEPTIONNELLE 60 ENTREPRISES FACE A L'AVENIR

150ème ANNIVERSAIRE DE L'ECOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES

sous la présidence effective de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing.

GRANDE EXPOSITION : 60 ENTREPRISES FACE A L'AVENIR.

Sur le thème "les laboratoires du Futur", 60 entreprises françaises présentent, en un panorama unique, les réalisations de pointe qui feront la France de Demain. Tous les grands secteurs de la vie économique sont représentés :

informatique, énergie, transports, ingénierie, mécanique, travaux publics, télécommunications, services, chimie, automobile, aviation, électronique, recherche, métallurgie.

COLLOQUE : ORGANISER LE PROGRÈS. MAÎTRISER L'ENVIRONNEMENT.

Deux journées de colloque sont organisées, où ces thèmes seront abordés. Deux grands débats et huit tables rondes

animés par des personnalités de la vie économique directement engagées dans ces domaines.

Vendredi 16 Novembre

14 h 30-17 h.

4 tables rondes simultanées.

— l'industrie et la crise de l'énergie. Président : M. Jean-François Pintat, Sénateur, avec MM. Boiteux, Gaussens, Hibon, Pecqueur, Poncet, Sarkis, Sarre, De Wissocq.

— le secteur des transports face à l'avenir. Président : M. Xavier Karcher, Directeur général de Citroën, avec MM. Betelle, Féve, Marco, Martin, Portnoy, Tiberghien, Walrave.

— techniques de l'ingénieur et sciences de la vie. Président : M. Paul Laurens, Docteur en Médecine, avec MM. Bazile, Collin, Coursaget, Fauconneau, Kolin, Lepatre, Sautier.

— télématique. Président : M. Patrick Nollet, Président de la CISI, avec MM. Bourin, Chavance, Clarke, Lagasse, Lemonnier, Mourier, Pelissolo, Thery.

17 h 30-19 h 30.

— grand débat sur la formation "polyvalence, recherche et formation permanente". Président : Mme Alice Saunier-Seïté, Ministre des Universités et MM. Aigrain, Maisonneuve, Gourisse, Pintat, Karcher, Laurens, Nollet.

Samedi 17 Novembre

10 h-12 h 30.

4 tables rondes simultanées.

— l'internationalisation de l'industrie. Président : M. Robert Gailey, Ministre de la Coopération, avec MM. Audibert, Barbieux, Bouyssonnie, D'Herbes, Schlumberger, Schultz, Vernay.

— la responsabilité sociale de l'ingénieur. Président : M. Jean Fourastié, Membre de l'Institut, avec MM. Bidermann, Boursier, Delors, Gandois, Neuschwander, Remillon, Thomas.

— l'ingénieur et le cadre de vie. Président : M. Maurice Pérouse, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, avec MM. Ampe, Antoine, Besson, Ginocchio, Girault, De La Rochefoucauld, Thomas.

— l'initiative dans l'entreprise. Président : M. Yvon Gattaz, Président-Directeur général de Radial, avec MM. Bossard, Thiriez, Lattes, Line, Raufast, Temkine, Gellinier.

15 h-17 h 30.

— grand débat sur l'industrie : "Comment assurer la compétitivité des entreprises françaises ?". Président : M. André Giraud, Ministre de l'Industrie et MM. Ceyrac, Maisonneuve, Gailey, Fourastié, Pérouse, Gattaz, De Laage De Meux.

PALAIS DES CONGRES

Porte Maillot, Paris. 15, 16, 17, 18 Novembre.

Entrée libre.

Manifestation organisée par l'Association des Anciens Élèves de l'Ecole Centrale.

مكتبة الامن الاسلامي

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES INTELLECTUELS : « L'émancipation hors pouvoir », par Yves Florenne ; « Une vérité antinomique », par Gabriel Matzneff ; « L'écritisme culturel », par Dominique Gaillet.

ÉTRANGER

3. LA TENSION ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

4. ASIE

— « Le Japon face à sa modernité » (IV), de notre correspondant Philippe Foss.
— MM. Kissinger et Nixon et l'intervention américaine au Cambodge : « Une tragédie sans importance », de William Steinhilber.
— Les réfugiés vietnamiens : le rythme d'arrivée des réfugiés en Thaïlande s'est ralenti depuis septembre.

7. DIPLOMATIE

— Le gouvernement néerlandais veut réduire les plans de l'OTAN pour la modernisation des armes nucléaires.

7-8. EUROPE

— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le procès de Cologne est mené « avec une fermeté clairvoyante », estime M. Serge Klarsfeld.

POLITIQUE

10 et 11 : L'EXAMEN DU BUDGET DE L'AGRICULTURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

14. LE NEUVIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU GÉNÉRAL DE GAULLE

— LIBRES OPINIONS : « L'homme du 18 juin et le parti gaulliste », par Daniel Amson.
— TÉMOIGNAGE : « A propos d'une rencontre exceptionnelle », par Pierre Lefranc.

15. LES SUITES DU DÉCÈS DE ROBERT BOULLIN

— Le procureur de la République de Paris entend pendant sept heures M. Henri Tournet.

SOCIÉTÉ

16. JUSTICE : la police et l'ouverture du coffre d'une automobile.

17. ÉDUCATION : les deux cents élèves de la colonie de vacances, ainsi que quinze personnes qui peignent au bord de la rivière Lublanski.

26. SCIENCES

27. SPORTS

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

19. LOISIRS : première de cordée.

20. TOURISME : une mer d'égypte pour Henri de Monfreid.

21. FLORALIES : les mille fleurs de Montréal.

22. SPORTS ÉQUESTRES : Où faire du cheval à Paris ? Nulle part.

24. PLAISIRS DE LA TABLE : les concours du menu.

INFORMATIONS « SERVICES »

28. VIVRE À PARIS : garages hors de prix.

CULTURE

29. CINÉMA : De la nuit à la résistance, de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub.

— ROCK : Moon Martin.

RÉGIONS

35. HAUTE-NORMANDIE : le port de Rouen a le via triste.

ÉCONOMIE

37. AGRICULTURE : après le vote de l'Assemblée assemblée, la taxe de co-responsabilité laitière pourrait aider les producteurs de viande, estime M. Médisagier.

38. AFFAIRES

39. ÉNERGIE : le Congrès étudie dans la confusion les mesures proposées par le président Carter.

40. SOCIAL : près de 62 % des ouvriers d'Alstom décident de poursuivre la grève.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)

— Annonces classées (34-35) : Carnet (27) ; « Journal officiel » (28) ; Médiologie (29) ; Mots croisés (28) ; Loto (28) ; Programme spectacles (30-31) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde », daté 9 novembre 1979 a été tiré à 582 741 exemplaires.

A B C D E F G

Au Japon

Le nouveau gouvernement reflète l'influence des différentes fractions au sein du parti conservateur

Tokyo (A.F.P.). — M. Ohira, premier ministre japonais, a achevé jeudi 8 novembre la formation de son nouveau cabinet, en nommant contre toute attente un économiste à la tête du ministère des affaires étrangères, M. Saburo Okita (nos dernières éditions datées du 9 novembre).

M. Okita, qui succède à M. Sonoda, est âgé de soixante-cinq ans. Ancien président de la Société gouvernementale de développement économique outre-mer (de 1973 à 1977) est un ami de l'ancien premier ministre, M. Takeo Miki. Seul membre du gouvernement à ne pas faire partie du Parlement, il compte de nombreuses relations à l'étranger. Il a notamment présidé la branche japonaise du Club de Rome et a participé aux travaux de la commission économique des Nations unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient. L'été dernier, il avait été choisi avec trois autres Japonais pour faire partie du groupe consultatif sur les relations économiques nippo-américaines, plus connu sous le nom de « groupe des sages ».

Par ailleurs, on s'attend que le nouveau directeur général de l'agence de défense, M. Enji Kubota, soixante-seize ans, qui remplace M. Ganri Yamashita, aura de difficiles négociations avec le ministre des finances, qui a l'intention de réduire le budget de la défense de 0,9 % du P.N.B., actuellement à 0,8 %, en 1980.

M. Yoshitake Sasaki, soixante-deux ans, qui a été nommé ministre du commerce international et de l'industrie, va pour sa part devoir résoudre les problèmes d'approvisionnement énergétique du

Le conflit du Sahara

M. M'HAMED BOUKETTA SOUHAITE DES NÉGOCIATIONS AVEC ALGER

« Si l'on veut défendre le Sahara français, dit M. Bouketta, le Maroc le fera », a déclaré, jeudi 8 novembre, M. M'Hamed Bouketta, ministre marocain des affaires étrangères, à l'issue de sa première audience officielle à Madrid. Il a souligné que son pays est prêt à négocier pour mettre fin à ce conflit, mais qu'il n'accepterait aucune paix dans la dignité et sans renoncement aux droits et à la souveraineté du Maroc.

Une fois de plus, il a exprimé l'espoir que des négociations s'ouvrent avec l'Algérie. Lors de son séjour à Madrid, M. Bouketta a signé avec son homologue espagnol trois accords dans les domaines des sciences, de la culture et de la sécurité sociale et décidé d'étudier les possibilités de construire un tunnel ou un pont entre l'Europe et l'Afrique.

D'autre part, on démentait, jeudi à Rabat, que les forces marocaines fassent mouvement vers la frontière algérienne (le Monde du 9 novembre) et l'agence MAP a regretté qu'Alger n'ait pas répondu au désir de « dialogue » exprimé par le souverain. Enfin, selon Rabat, six cents combattants sahraouis seraient encerclés près de Bou-Craa, et la télévision a présenté jeudi soir cinq prisonniers capturés dans la région phosphatière. Interrogés les jours suivants, ils ont déclaré être originaires de localités mauritaniennes ou algériennes comme Tindouf.

À Paris, le groupe communiste à l'Assemblée nationale a demandé au gouvernement de reconnaître le Front Polisario « dont tout confirme la représentativité ».

A Paris

Une vingtaine d'insoumis « occupent » l'ambassade de Belgique

Si ce n'étaient quelques policiers en civil à l'angle de la rue de Tilsit et de l'avenue Carnot, à Paris (17^e), et deux voitures blindées en face du café l'Émancipation, rien s'indiquerait, ce vendredi 9 novembre dans la matinée, que l'ambassade de Belgique est occupée depuis la veille par vingt et un insoumis. La police est discrète : deux cars de police sont garés un plus loin, place de l'Étoile. « Si ça ne tenait qu'à moi, déclare pourtant un policier en civil, je passerais sur les grilles ».

Derrière ces grilles, noires et lourdes, les insoumis aux cheveux longs et à la barbe mal rasée, après une nuit passée sur les tapis d'une pièce de l'ambassade, semblent déjà derrière des barreaux. Ils sont, disent-ils, « contre l'armée », parce que « la guerre est horrible », parce que « l'État est répressif », parce que « la militarisation de la société s'accroît ». Les explications restent très générales, tout comme l'était leur demande collective à la commission juridictionnelle sur l'objection de conscience : c'est d'ailleurs pour cette raison — le caractère stéréotypé de la demande — que la commission leur refuse depuis la fin de 1978 le statut d'objecteur.

Pour l'instant, les négociations qu'ils mènent avec les représentants de l'ambassade semblent bloquées. M. Vercauteren, ministre des affaires étrangères, a refusé, jeudi, leur fait part de la décision du gouvernement belge de leur refuser l'asile. En effet, nous signale notre correspondant à Bruxelles, la convention de Ge-

néral sur le statut des réfugiés ne prévoit pas que l'asile puisse être accordé à des personnes poursuivies dans leur pays pour des infractions aux lois et règlements militaires, les seuls motifs envisagés étant d'ordre racial, religieux ou politique.

Si les insoumis avaient obtenu l'asile politique auraient-ils émigré ? La plupart, à cette question, sourient, reconnaissant que ne s'agit pas véritablement leur intention et enchaînent : « Notre but en faisant pression sur l'ambassade de Belgique est double : obtenir la libération de Jean-Luc Fraey, insoumis et emprisonné à Lyon depuis le début du mois d'octobre, et bénéficier le plus rapidement possible de la jurisprudence du Conseil d'État, qui est hostile à l'attitude adoptée par la commission sur l'objection de conscience ».

Les représentants de l'ambassade se sont déclarés prêts à les aider à négocier leur départ pour qu'ils ne soient pas inquiétés par la police : deux d'entre eux circulent pourtant librement rue de Tilsit, apportant à leurs camarades vivres et journaux.

Une mère de famille de six enfants, favorable au désarmement, apporte des dragées et du nougat. « Il faudrait mieux, dit-elle, occuper des jeunes plutôt que de leur apprendre à tuer. » Une amie des insoumis déclare que « malheureusement » elle ne peut demander le statut d'objecteur de conscience — ce qui lui aurait permis d'être aujourd'hui « de l'autre côté des grilles ».

N. B.

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme

L'armée a tué « par erreur » 215 personnes en juillet au Zaïre

Selon des informations en provenance du Zaïre reçues au siège de la Fédération internationale des droits de l'homme (nos dernières éditions du 9 novembre), un massacre de deux cent quinze personnes dans le Kasai oriental a eu lieu le 19 juillet 1978. Selon la version des faits dont dispose la fédération, des militaires venus chercher des diamants ont trouvé une colonie de vacances de jeunes, dont l'âge variait entre dix-sept et vingt et un ans. Ces militaires ont ouvert le feu, tuant deux cents élèves de la colonie de vacances, ainsi que quinze personnes qui peignaient au bord de la rivière Lublanski. Tous les corps furent jetés dans la rivière Lublanski, qui en

aval, passe à Lusambo. La population de Lusambo a vu ces corps flotter sur la rivière. Prises de peur, les autorités de Lusambo télégraphieront dans une ville voisine « pour demander s'il existait une guerre civile ». On leur répondit qu'il s'agissait d'une « erreur de militaires qui auraient pris ces jeunes gens pour des chercheurs de diamants ».

La Fédération internationale des droits de l'homme, « consciente de toute la gravité que pourrait représenter cette nouvelle affaire de meurtres d'adolescents en Afrique, a envoyé une demande d'explications au président Mobutu. Elle offre par ailleurs de constituer rapidement une commission d'enquête qui se rendrait sur place pour obtenir tous les éclaircissements nécessaires. Elle fera connaître à l'opinion les résultats de ses démarches ».

Interrogé ce vendredi en fin de matinée au conseil de l'ambassade du Zaïre nous a déclaré qu'un communiqué officiel serait publié dans les prochaines heures.

Rappelons que le 9 août dernier (le Monde du 11 août) un porte-parole du gouvernement zaïrois avait annoncé que plusieurs centaines de personnes s'étaient noyées alors qu'elles prenaient la fuite après avoir été surprises par la police en train de rechercher illégalement des diamants. La tension provoquée dans la région par cette affaire ne s'était apaisée qu'après l'arrivée sur place du général Mobutu.

Dans la région parisienne

DEUX PERSONNES SERAIENT MORTES DE LA FIÈVRE JAUNE APRÈS UN SÉJOUR AU SÉNÉGAL

Deux décès survenus dans deux hôpitaux de la région parisienne (hôpital de Bicêtre et hôpital Henri-Mondor de Créteil) pourraient être, selon les médecins de ces établissements, dus à la fièvre jaune.

Les deux malades, âgés respectivement de vingt-quatre ans et de quarante-sept ans, revenaient d'un court séjour au Sénégal et n'avaient pas été vaccinés.

Il est cependant trop tôt pour mettre formellement en cause la fièvre jaune dans ces deux décès. Aucun élément de certitude (examens sérologiques et virologiques actuellement en cours à l'Institut Pasteur à Paris) ne peut encore être avancé.

D'autre part, le ministère sénégalais de la santé a formellement démenti le 8 novembre, « les informations ayant circulé dans la presse française faisant état d'une épidémie de fièvre jaune au Sénégal ».

La fièvre jaune est une maladie due au virus amaril, transmise par des moustiques, et qui entraîne une atteinte hépatique et rénale grave. Un cas sur deux est mortel. Les singes constituent le réservoir essentiel de ce virus. La zone d'endémie de la fièvre jaune est étendue. Elle sévit principalement dans les régions intertropicales de l'Afrique et de l'Amérique.

Le ministre de l'intérieur, prévenu, n'est pas en mesure de rappeler la législation qui permet de saisir des engins pour « entrave à la circulation ».

M. Bonnet a déclaré devant la commission sénatoriale des finances que, « pour remédier aux inconvénients liés aux manifestations de motards », il était envisagé « une confiscation des engins qui auraient provoqué une gêne pour la tranquillité publique ».

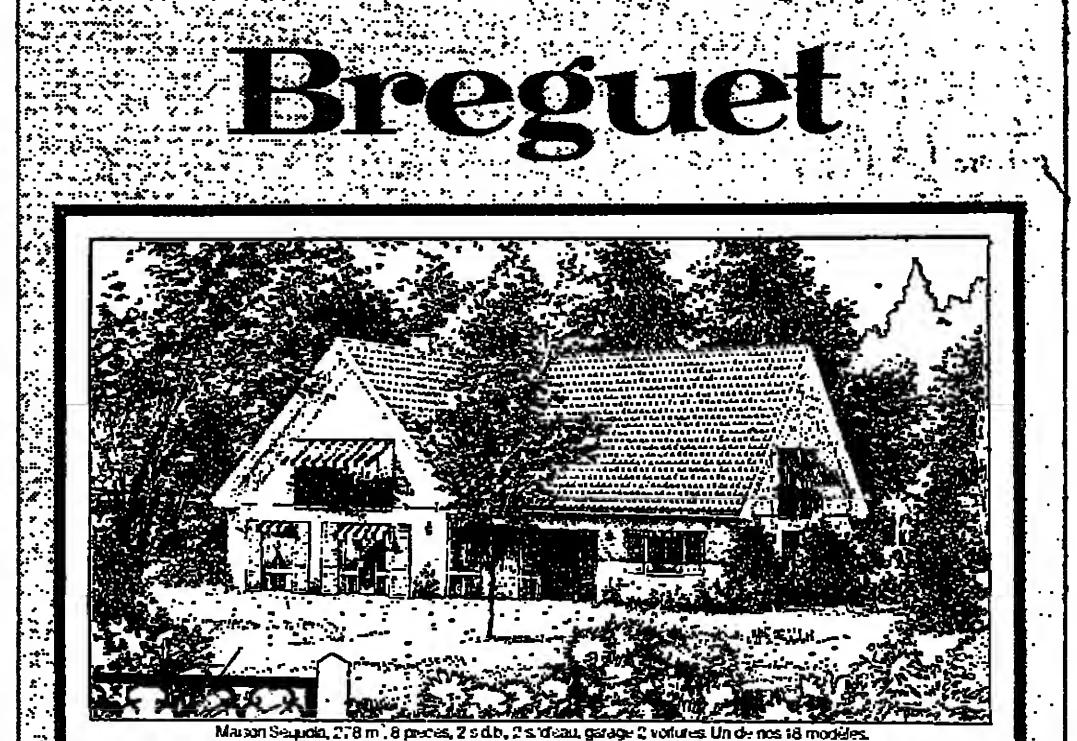
Le ministre de l'intérieur, prévenu, n'est pas en mesure de rappeler la législation qui permet de saisir des engins pour « entrave à la circulation ».

Manifestation de motards

« LES ENGINS PEUVENT ÊTRE SAISIS » rappelle le ministre de l'intérieur

M. Bonnet a déclaré devant la commission sénatoriale des finances que, « pour remédier aux inconvénients liés aux manifestations de motards », il était envisagé « une confiscation des engins qui auraient provoqué une gêne pour la tranquillité publique ».

Le ministre de l'intérieur, prévenu, n'est pas en mesure de rappeler la législation qui permet de saisir des engins pour « entrave à la circulation ».



5 raisons pour acquérir aujourd'hui une maison Breguet près de Paris.

La proximité immédiate de Paris : Les terrains de Breguet sont situés à proximité immédiate de Paris, à 10-15 minutes de la ville, dans une zone résidentielle de prestige.

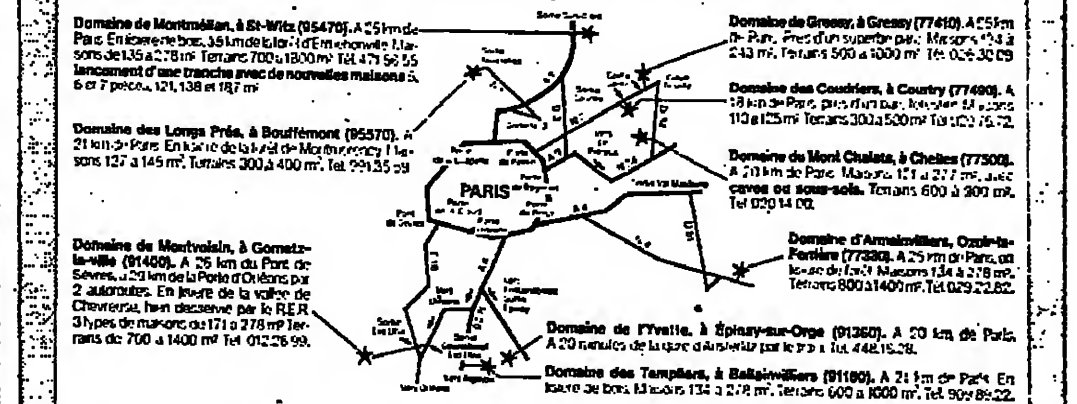
Un très haut niveau de confort : Nos architectes les ont étudiées pour que la vie s'y déroule de la façon la plus agréable : living de 30 à 45 m², grandes cuisines, suite des parents.

Des prix de 3.000 à 4.500 F le m² : Méthode des techniques, importance des chantiers et politique foncière judicieuse permettent à Breguet de proposer ses maisons de 3.000 à 4.500 F le m².

L'expérience Breguet : Elle est une expérience garantie de plus pour votre capital : des maisons Breguet acquises en 1974 se sont revendues plus du double cette année. Choisir une maison Breguet, c'est choisir la sécurité.

La garantie d'une construction de qualité : Elles sont construites traditionnellement, mais nous produisons en permanence des techniques les plus modernes. Ainsi l'isolation thermique renforcée, le double vitrage et le chauffage individuel par ou électrique permettent à nos propriétaires de bénéficier directement de leur consommation d'énergie.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M²



DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAUX DE VENTE TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉLIÉS.

RECEVEZ DU TELEPHONEZ AVEC COMMANDE POUR RECEVOIR NOTRE LUXUEUSE DOCUMENTATION GRATUITE

W. HOFFMANN

L'alliance harmonieuse de la tradition artisanale et de la technique moderne.

hamm, 5 étages d'exposition
135/139 rue de Rennes, 75006 Paris Tél. 544.38.66

Le sort des réfugiés

Washington a... pour obtenir de son...